

## Chambre des Représentants

SESSION 1983-1984

8 JUIN 1984

### PROJET DE LOI

attribuant certains pouvoirs spéciaux  
au Roi

### RAPPORT

SUR LES MESURES PRISES EN EXECUTION  
DE LA LOI DU 6 JUILLET 1983  
ATTRIBUANT CERTAINS POUVOIRS SPECIAUX  
AU ROI

#### SOMMAIRE

#### Pages

|                                                                                                                     |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| A. Tableau synoptique ...                                                                                           | 2  |
| B. Rapports des départements ...                                                                                    | 14 |
| § 1. Ministre des Finances ...                                                                                      | 14 |
| § 2. Ministre de l'intérieur et de la Fonction publique ...                                                         | 15 |
| § 3. Ministre des Affaires économiques ...                                                                          | 22 |
| § 4. Ministre des Classes moyennes ...                                                                              | 26 |
| § 5. Ministre des Communications et des P.T.T. et Secrétaire d'Etat aux P.T.T. ...                                  | 29 |
| § 6. Ministre de l'Emploi et du Travail ...                                                                         | 34 |
| § 7. Ministre du Budget ...                                                                                         | 42 |
| § 8. Ministres de l'Education nationale ...                                                                         | 43 |
| § 9. Ministre de la Défense nationale ...                                                                           | 50 |
| § 10. Ministre des Affaires sociales et Secrétaire d'Etat aux Pensions et Secrétaire d'Etat à la Santé publique ... | 50 |

Voir:

Documents de la Chambre:

643 (1982-1983):

- N° 1: Projet de loi.
- N°s 2 à 12: Amendements.
- N° 13: Avis du Conseil d'Etat.
- N°s 14 à 20: Amendements.
- N° 21: Avis du Conseil d'Etat.
- N° 22: Rapport.
- N° 23: Avis du Conseil d'Etat.
- N°s 25 à 28: Amendements.

Annales de la Chambre:

7, 8, 9, 10, 11 et 12 juin 1983.

Documents du Sénat:

518 (1982-1983):

- N° 1: Projet transmis par la Chambre.
- N° 2: Rapport.
- N°s 3 à 21: Amendements.

Annales du Sénat:

30 juin, 1<sup>er</sup>, 2 et 4 juillet 1983.

## Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1983-1984

8 JUNI 1984

### WETSONTWERP

tot toekenning van bepaalde bijzondere machten  
aan de Koning

### VERSLAG

OVER DE MAATREGELEN GENOMEN  
IN UITVOERING VAN DE WET VAN 6 JULI 1983  
TOT TOEKENNING VAN BEPAALDE BIJZONDERE  
MACHTEN AAN DE KONING

#### INHOUD

#### Blz.

|                                                                                                                   |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| A. Synoptische tabel ...                                                                                          | 2  |
| B. Verslagen van de departementen ...                                                                             | 14 |
| § 1. Minister van Financiën ...                                                                                   | 14 |
| § 2. Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt ...                                                         | 15 |
| § 3. Minister van Economische Zaken ...                                                                           | 22 |
| § 4. Minister van Middenstand ...                                                                                 | 26 |
| § 5. Minister van Verkeerswezen en P.T.T. en Staatssecretaris voor P.T.T. ...                                     | 29 |
| § 6. Minister van Tewerkstelling en Arbeid ...                                                                    | 34 |
| § 7. Minister van Begroting ...                                                                                   | 42 |
| § 8. Ministers van Onderwijs ...                                                                                  | 43 |
| § 9. Minister van Landsverdediging ...                                                                            | 50 |
| § 10. Minister van Sociale Zaken en Staatssecretaris voor Pensioenen en Staatssecretaris voor Volksgezondheid ... | 50 |

Zie:

Stukken van de Kamer:

643 (1982-1983):

- Nr. 1: Wetsontwerp.
- Nrs. 2 tot 12: Amendementen.
- Nr. 13: Advies van de Raad van State.
- Nrs. 14 tot 20: Amendementen.
- Nr. 21: Advies van de Raad van State.
- Nr. 22: Verslag.
- Nr. 23: Advies van de Raad van State.
- Nrs. 25 tot 28: Amendementen.

Handelingen van de Kamer:

7, 8, 9, 10, 11 en 12 juni 1983.

Stukken van de Senaat:

518 (1982-1983):

- Nr. 1: Ontwerp overgezonden door de Kamer.
- Nr. 2: Verslag.
- Nrs. 3 tot 21: Amendementen.

Handelingen van de Senaat:

30 juni, 1, 2 en 4 juli 1983.

## A. TABLEAU SYNOPTIQUE

## Mesures prises en application de la loi du 6 juillet 1983

## Loi attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi

Article 1<sup>er</sup>. — Afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques et la création d'emplois, le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :

1° de limiter ou de réduire les dépenses publiques, notamment en fixant le montant et les modalités d'octroi des subventions, indemnités et allocations qui sont en partie, directement ou indirectement, à charge de l'Etat :

## Arrêtés royaux numérotés pris en vertu de la loi attribuant certains pouvoirs au Roi

Arrêté royal n° 204 du 29 août 1983 modifiant l'arrêté n° 143 du 30 décembre 1982 fixant les conditions auxquelles les laboratoires doivent répondre en vue de l'intervention de l'assurance maladie pour les prestations de biologie clinique.

Arrêté royal n° 209 modifiant l'arrêté royal du 23 mai 1967 fixant les règles de calcul de la durée des prestations à prendre en considération pour les travaux de cuisine, de restaurant et d'entretien dans les établissements de l'Etat.

Arrêté royal n° 210 modifiant l'arrêté royal du 10 novembre 1967 fixant les règles de calcul de la durée des prestations à prendre en considération pour le service du chauffage et le transport des élèves dans les établissements d'enseignement de l'Etat.

Arrêté royal n° 211 modifiant l'arrêté royal du 2 décembre 1969 fixant les normes de création d'emplois de correspondant comptable et de correspondant comptable sélectionné dans les établissements d'enseignement de l'Etat.

Arrêté royal n° 215 modifiant l'article 118 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier.

Arrêté royal n° 216 modifiant l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 créant un Fonds en vue de l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi.

Arrêté royal n° 219 modérant temporairement les effets des règles relatives à la liaison de certaines pensions à l'indice des prix à la consommation du Royaume.

Arrêté royal n° 226 relatif à la disponibilité pour convenance personnelle des membres du personnel des établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux.

Arrêté royal n° 227 fixant pour les appointés et salariés du secteur public et privé une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfant.

Arrêté royal n° 228 portant diminution des allocations familiales pour travailleurs salariés et pour les membres du personnel du secteur public.

Arrêté royal n° 232 fixant les dotations pour l'année 1984 du Fonds des Communes et du Fonds des Provinces.

Arrêté royal n° 233 relatif à l'adaptation du montant des subventions de fonctionnement visées à l'article 32 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Arrêté royal n° 239 relatif à certains comités et commissions du Ministère des Communications.

Arrêté royal n° 244 modifiant la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale, modifiant la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence et modifiant la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les commissions d'assistance publique (voir aussi art. 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>).

Arrêté royal n° 249 modifiant la loi du 24 décembre 1968 étendant, à titre provisoire, les attributions du Fonds commun de garantie agréé par l'arrêté royal du 31 janvier 1957.

Arrêté royal n° 259 relatif à la durée des prestations des agents dans certains services publics pendant la première année de service (voir aussi art. 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>, a).

Arrêté royal n° 266 modifiant l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection.

Arrêté royal n° 268 modifiant l'arrêté royal n° 80 du 21 juillet 1982 fixant le nombre total de périodes supplémentaires admissibles dans l'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice organisé ou subventionné par l'Etat, et maîtrisant le nombre total de périodes admissibles dans les sections des écoles normales techniques moyennes, organisées ou subventionnées par l'Etat.

Arrêté royal n° 269 portant modification de l'arrêté royal n° 63 du 20 juillet 1982 modifiant les dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit.

## A. OVERZICHTSTABEL

## Maatregelen genomen in toepassing van de wet van 6 juli 1983

## Wet tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning

Artikel 1. — Met het oog op het economisch en financieel herstel, de vermindering van de openbare lasten, de gezondmaking van de openbare financiën en het scheppen van werkgelegenheid, kan de Koning bij in Ministerraad overlegde besluiten, alle nuttige maatregelen nemen ten einde:

1° de openbare uitgaven te beperken of te verminderen, onder meer door het bedrag en de toekenningsmodaliteiten van de subsidies, vergoedingen en uitkeringen vast te stellen die, geheel of ten dele, rechtstreeks of onrechtstreeks, ten laste van de Staat zijn;

## Genummerde koninklijke besluiten genomen krachtens de wet tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning

- Koninklijk besluit nr. 204 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 143 van 30 december 1982 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de laboratoria moeten voldoen voor de tegemoetkoming van de ziekteverzekering voor verstrekkingen van klinische biologie.
- Koninklijk besluit nr. 209 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 mei 1967 houdende vaststelling der regels tot becijfering van de duur der keuken-, restaurant- en onderhoudsprestaties in de Rijksonderwijsinrichtingen.
- Koninklijk besluit nr. 210 tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 november 1967 houdende vaststelling der regels tot becijfering van de duur van de prestaties die in aanmerking genomen wordt voor de stookdienst en het leerlingenvervoer in de Rijksonderwijsinrichtingen.
- Koninklijk besluit nr. 211 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 december 1969 tot vaststelling van de normen voor de oprichting van betrekkingen van rekenplichtig correspondent in de Rijksonderwijsinrichtingen.
- Koninklijk besluit nr. 215 tot wijziging van artikel 118 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel.
- Koninklijk besluit nr. 216 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982 tot oprichting van een Fonds met het oog op de aanwending van de bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling.
- Koninklijk besluit nr. 219 tot tijdelijke matiging van de gevolgen van de regeling inzake de koppeling van bepaalde pensioenen aan het indexcijfer van de consumptieprijs van het Rijk.
- Koninklijk besluit nr. 226 betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden van de personeelsleden van de onderwijsinrichtingen en van de psycho-medisch-sociale centra.
- Koninklijk besluit nr. 227 tot instelling voor de loon- en weddetrekkenden van de openbare en van de privé-sector van een bijzondere bijdrage ten laste van de alleenstaanden en van de gezinnen zonder kinderen.
- Koninklijk besluit nr. 228 houdende vermindering van de kinderbijslag voor werknemers en voor de personeelsleden van de openbare sector.
- Koninklijk besluit nr. 232 tot vaststelling van de dotaties voor het jaar 1984, van het Gemeentefonds en het Fonds der provincieën.
- Koninklijk besluit nr. 233 betreffende de aanpassing van het bedrag van de werkingstoelagen bedoeld in artikel 32 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.
- Koninklijk besluit nr. 239 betreffende bepaalde comités en commissies van het Ministerie van Verkeerswezen.
- Koninklijk besluit nr. 244 tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, tot wijziging van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum en tot wijziging van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de commissies van openbare onderstand (zie ook art. 1, 4°).
- Koninklijk besluit nr. 249 tot wijziging van de wet van 24 december 1968 tot voorlopige uitbreiding van de bevoegdheid van het Gemeenschappelijk Waarborgfonds toegelaten bij koninklijk besluit van 31 januari 1957.
- Koninklijk besluit nr. 259 betreffende de duur der prestaties der personeelsleden in sommige overheidsdiensten tijdens het eerste jaar na de indienstneming (zie ook art. 1, 8°, a).
- Koninklijk besluit nr. 266 tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de Rijks-psycho-medisch-sociale centra de Rijksvormingscentra en de inspectiediensten.
- Koninklijk besluit nr. 268 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 80 van 21 juli 1982 tot vaststelling van het aantal aanvaardbare bijkomende lestijden in het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat en tot beheersing van het aantal aanvaardbare lestijden in de afdelingen van de middelbare technische normalscholen, georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat.
- Koninklijk besluit nr. 269 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 63 van 20 juli 1982 houdende wijziging van de bezoldigingsregels van toepassing op het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan.

## Loi attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi

## Arrêts royaux numérotés pris en vertu de la loi attribuant certains pouvoirs au Roi

Arrêté royal n° 270 portant modification de l'arrêté royal n° 63 du 20 juillet 1982 modifiant les dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit (voir aussi art. 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>, d) et f).

Arrêté royal n° 271 réglant le financement des investissements universitaires pour le matériel scientifique lourd, immeuble par destination, pour 1980, 1981 et 1982.

Arrêté royal n° 273 modifiant les articles 30 et 31 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

Arrêté royal n° 274 modifiant l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982 relatif au financement des investissements universitaires.

Arrêté royal n° 276 modifiant l'arrêté royal n° 143 du 30 décembre 1982 fixant les conditions auxquelles les laboratoires doivent répondre en vue de l'intervention de l'assurance maladie pour les prestations de biologie clinique.

Arrêté royal n° 278 portant certaines mesures concernant la modération salariale en vue d'encourager l'emploi, la réduction des charges publiques et l'équilibre financier des régimes de la sécurité sociale.

Arrêté royal n° 279 relatif au paiement à terme échu des traitements de certains agents du secteur public.

Arrêté royal n° 280 modifiant la loi du 3 juillet 1967 sur réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public.

Arrêté royal n° 282 modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et contenant certaines dispositions relatives aux familles.

Arrêté royal n° 289 portant certaines mesures temporaires relatives à la modération des revenus des travailleurs indépendants en vue de la réduction des charges publiques et l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants.

Arrêté royal n° 290 fixant, dans le secteur des travailleurs indépendants, une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfant.

Arrêté royal n° 291 portant diminution des allocations familiales pour travailleurs indépendants.

Arrêté royal n° 292 relatif à certains organismes d'intérêt public dépendant du Ministère des Communications.

Arrêté royal n° 293 relatif aux dépenses de fonctionnement de certains organismes d'intérêt public en 1984, 1985 et 1986.

Arrêté royal n° 294 fixant les conditions d'octroi de la rémunération différée à certains membres du personnel temporaire de l'enseignement qui ont d'autres revenus professionnels pendant les vacances d'été.

Arrêté royal n° 295 modifiant l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul du crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I concernant la fusion d'établissements, ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II.

Arrêté royal n° 296 relatif aux membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement de l'Etat.

Arrêté royal n° 297 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux.

Arrêté royal n° 298 modifiant l'arrêté royal du 15 décembre 1973 déterminant les normes de dédoublement et de regroupement d'années d'études dans l'enseignement technique secondaire, dans les enseignements supérieurs technique, économique, agricole, para-médical, social, pédagogique et artistique de type court, dans les enseignements supérieurs technique et agricole du deuxième degré, et l'arrêté royal n° 79 du 21 juillet 1982 fixant le nombre global de périodes admissibles dans l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice organisé ou subventionné par l'Etat.

Arrêté royal n° 299 visant à limiter le nombre de congé pour mission et de mises en disponibilité avec maintien du traitement ou avec traitement d'attente accordés aux membres du personnel de l'enseignement de l'Etat et des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat.

Arrêté royal n° 300 fixant le nombre de périodes-professeur dans l'enseignement secondaire de type II.

Arrêté royal n° 301 portant fixation de la population scolaire minimale des sections de l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice.



## Wet tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning

## Genummerde koninklijke besluiten genomen krachtens de wet tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning

- Koninklijk besluit nr. 270 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 63 van 20 juli 1982 houdende wijziging van de bezoldigingsregels van toepassing op het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs met volledig leerplan en van het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan (zie ook art. 1, 8°, d) en f).
- Koninklijk besluit nr. 271 tot nadere regeling van de financiering der universitaire investeringen voor zware wetenschappelijk apparatuur, onroerend door bestemming voor 1980, 1981 en 1982.
- Koninklijk besluit nr. 273 tot wijziging van de artikelen 30 en 31 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen.
- Koninklijk besluit nr. 274 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 167 van 30 december 1982 betreffende de financiering van de universitaire investeringen.
- Koninklijk besluit nr. 276 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 143 van 30 december 1982 tot vaststelling van de voorwaarde waaraan de laboratoria moeten voldoen voor de tegemoetkoming van de ziekteverzekering voor verstrekkings van klinische biologie.
- Koninklijk besluit nr. 278 houdende bepaalde maatregelen inzake loonmatiging met het oog op de bevordering van de tewerkstelling, de vermindering van de openbare lasten en het financieel evenwicht van de stelsels van sociale zekerheid.
- Koninklijk besluit nr. 279 betreffende de betaling na vervallen termijn van de wedden van sommige personeelsleden van de openbare sector.
- Koninklijk besluit nr. 280 tot wijziging van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector.
- Koninklijk besluit nr. 282 tot wijziging van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders en houdende zekere bepalingen betreffende de gezinnen.
- Koninklijk besluit nr. 289 houdende tijdelijke maatregelen inzake matiging van de inkomsten der zelfstandigen met het oog op de vermindering van de openbare lasten en het financieel evenwicht van het sociaal statuut van de zelfstandigen.
- Koninklijk besluit nr. 290 tot vaststelling, in de sector van de zelfstandigen, van een bijzondere bijdrage ten laste van de alleenstaanden en van de gezinnen zonder kinderen.
- Koninklijk besluit nr. 291 houdende vermindering van de kinderbijslag voor zelfstandigen.
- Koninklijk besluit nr. 292 betreffende sommige instellingen van openbaar nut behorend tot het Ministerie van Verkeerswezen.
- Koninklijk besluit nr. 293 betreffende de werkingsuitgaven van sommige instellingen van openbaar nut in 1984, 1985 en 1986.
- Koninklijk besluit nr. 294 waarbij de voorwaarden bepaald worden voor het uitbetalen van de uitgestelde bezoldiging aan sommige tijdelijke personeelsleden van het onderwijs die tijdens de zomervakantie andere beroepsinkomsten hebben.
- Koninklijk besluit nr. 295 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II.
- Koninklijk besluit nr. 296 betreffende de leden van het meesters-, vak- en dienstpersioneel van de Rijksinrichtingen.
- Koninklijk besluit nr. 297 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra.
- Koninklijk besluit nr. 298 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 december 1973 houdende bepaling van de splitsings- en hergroeperingsnormen van studie jaren in het secundaire technisch onderwijs, in het technisch, economisch, agrarisch, para-medisch, sociaal, pedagogisch en artistiek hoger onderwijs van het korte type, in het technisch en agrarisch onderwijs van de tweede graad en van het koninklijk besluit nr. 79 van 21 juli 1982 tot vaststelling van het aantal aanvaardbare lestijden in het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat.
- Koninklijk besluit nr. 299 tot beperking van het aantal verloven wegens opdracht en van het aantal terbeschikkingstellingen met behoud van wedde of met genot van een wachtgeld, verleend aan de personeelsleden van het Rijksonderwijs en van de Rijks-psycho-medisch sociale centra.
- Koninklijk besluit nr. 300 tot vaststelling van het aantal lesuren-leerkracht in het secundair onderwijs van het type II.
- Koninklijk besluit nr. 301 houdende vaststelling van de minimale studentenbevolking van de afdelingen van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan.

## Loi attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi

2° d'assurer l'équilibre financier de l'ensemble des régimes de sécurité sociale des travailleurs salariés et des indépendants en veillant, en ce qui concerne les revenus de remplacement et autres allocations sociales, à sauvegarder intégralement le pouvoir d'achat des personnes les moins favorisées et sans porter atteinte aux principes généraux qui régissent chacun des régimes de la sécurité sociale, tels qu'ils sont énumérés, en ce qui concerne les travailleurs salariés, aux articles 5 à 13 de la loi du 29 juin 1981 établissant des principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés;

## Arrêtés royaux numérotés pris en vertu de la loi attribuant certains pouvoirs au Roi

Arrêté royal n° 203 du 3 août 1983 modifiant l'article 3 de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la Marine marchande.

Arrêté royal n° 204 (voir art. 1<sup>er</sup>, 1°).

Arrêté royal n° 205 modifiant la législation relative aux pensions du secteur social.

Arrêté royal n° 207 modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Arrêté royal n° 209 (voir art. 1<sup>er</sup>, 1°).

Arrêté royal n° 210 (voir art. 1<sup>er</sup>, 1°).

Arrêté royal n° 211 (voir art. 1<sup>er</sup>, 1°).

Arrêté royal n° 212 modifiant la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail et l'article 3 de l'arrêté royal n° 85 du 31 juillet 1982 portant versement d'un montant de 400 millions de francs par les entreprises d'assurances au Fonds des accidents du travail.

Arrêté royal n° 214 modifiant la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la Marine marchande et la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Arrêté royal n° 215 (voir art. 1<sup>er</sup>, 1°).

Arrêté royal n° 217 portant diminution des allocations familiales pour travailleurs indépendants se rapportant à l'année 1984.

Arrêté royal n° 218 fixant, dans le secteur des travailleurs indépendants, pour l'année 1984, une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfant.

Arrêté royal n° 220 modifiant l'arrêté royal n° 214 du 30 septembre 1983 modifiant la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande et la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Arrêté royal n° 221 modifiant la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Arrêté royal n° 223 modifiant l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.

Arrêté royal n° 225 portant des mesures en vue de la limitation du travail supplémentaire (voir aussi art. 1<sup>er</sup>, 8°, d).

Arrêté royal n° 227 (voir art. 1<sup>er</sup>, 1°).

n° 228 (voir art. 1<sup>er</sup>, 1°).

Arrêté royal n° 235 modifiant l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.

Arrêté royal n° 242 modifiant la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties.

Arrêté royal n° 248 prorogeant partiellement la loi du 9 juillet 1975 abrogeant l'article 62 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, et instituant un régime des prix pour les spécialités pharmaceutiques et autres médicaments.

Arrêté royal n° 276 (voir art. 1<sup>er</sup>, 1°).

Arrêté royal n° 277 relatif aux cotisations capitatives dues dans le régime d'allocations familiales pour travailleurs salariés.

Arrêté royal n° 278 (voir art. 1<sup>er</sup>, 1°).

Arrêté royal n° 281 portant certaines modifications temporaires au régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume, de certaines prestations sociales de la sécurité sociale et dépenses du secteur public et accordant une prime de rattrapage à certains bénéficiaires de prestations sociales.

Arrêté royal n° 282 (voir art. 1<sup>er</sup>, 1°).

Arrêté royal n° 283 modifiant la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Arrêté royal n° 284 modifiant la loi du 23 décembre 1983 sur les hôpitaux.

Arrêté royal n° 285 modifiant la loi du 10 avril 1971 sur les accidents de travail.

# Wet tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning

2° het financieel evenwicht van het geheel van de stelsels van de sociale zekerheid van de werknemers en van de zelfstandigen te verzekeren, erover wakend dat, wat de vervangingsinkomens en de andere sociale vergoedingen betreft, de koopkracht van de minstbegoeden integraal beveiligd wordt en zonder afbreuk te doen aan de algemene beginselen in elk der stelsels van de sociale zekerheid, zoals zij voor wat de werknemers betreft reeds werden opgesomd in de artikelen 5 tot en met 13 van de wet van 29 juni 1981 houdende algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers

# Genummerde koninklijke besluiten genomen krachtens de wet tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning

- Koninklijk besluit nr. 203 van 3 augustus 1983 tot wijziging van artikel 3 van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij.
- Koninklijk besluit nr. 204 (zie art. 1, 1°).
- Koninklijk besluit nr. 205 tot wijziging van de wetgeving betreffende de pensioenen van de sociale sector.
- Koninklijk besluit nr. 207 tot wijziging van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.
- Koninklijk besluit nr. 209 (zie art. 1, 1°).
- Koninklijk besluit nr. 210 (zie art. 1, 1°).
- Koninklijk besluit nr. 211 (zie art. 1, 1°).
- Koninklijk besluit nr. 212 tot wijziging van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 en van artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 85 van 31 juli 1982 tot storting van een bedrag van 400 miljoen frank door de verzekeringsondernemingen aan het Fonds voor arbeidsongevallen.
- Koninklijk besluit nr. 214 tot wijziging van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden, van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij en van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.
- Koninklijk besluit nr. 215 (zie art. 1, 1°).
- Koninklijk besluit nr. 217 houdende vermindering van de kinderbijslag voor zelfstandigen met betrekking tot het jaar 1984.
- Koninklijk besluit nr. 218 tot vaststelling, in de sector der zelfstandigen, voor het jaar 1984, van een bijzonder bijdrage ten laste van de alleenstaanden en van de gezinnen zonder kinderen.
- Koninklijk besluit nr. 220 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 214 van 30 september 1983 tot wijziging van de wet van 29 juni 1981 houdende algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden, van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij, en van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.
- Koninklijk besluit nr. 221 tot wijziging van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.
- Koninklijk besluit nr. 223 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen.
- Koninklijk besluit nr. 225 houdende maatregelen met het oog op de beperking van het overwerk.
- Koninklijk besluit nr. 227 (zie art. 1, 1°).
- Koninklijk besluit nr. 228 (zie art. 1, 1°).
- Koninklijk besluit nr. 235 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen.
- Koninklijk besluit nr. 242 tot wijziging van de wet van de 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag.
- Koninklijk besluit nr. 248 houdende gedeeltelijke verlenging van de wet van 9 juli 1975 tot opheffing van artikel 62 van de wet van 14 februari 1961 voor de economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, en tot instelling van een regime betreffende de prijzen van de farmaceutische produkten en andere medicamenten.
- Koninklijk besluit nr. 276 (zie art. 1, 1°).
- Koninklijk besluit nr. 277 betreffende de hoofdelijke bijdragen verschuldigd in de kinderbijslagregeling voor loonarbeiders.
- Koninklijk besluit nr. 278 (zie art. 1, 1°).
- Koninklijk besluit nr. 281 houdende bepaalde tijdelijke wijzigingen in de regeling inzake de koppeling van sommige sociale uitkeringen van de maatschappelijke zekerheid en uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk, en tot toekenning van een inhaalpremie aan sommige gerechtigden op sociale uitkeringen.
- Koninklijk besluit nr. 282 (zie art. 1, 1°).
- Koninklijk besluit nr. 283 tot wijziging van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.
- Koninklijk besluit nr. 284 tot wijziging van de wet van 23 december 1983 op de ziekenhuizen.
- Koninklijk besluit nr. 285 tot wijziging van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971.

## Loi attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi

3° en ce qui concerne les organismes d'intérêt public, les établissements publics relevant de l'Etat, ainsi que toute institution de droit belge qui répond à des besoins collectifs d'intérêt général et dans la création ou la direction de laquelle on constate la prépondérance de l'Etat :

- a) d'en opérer la suppression, la transformation, la réorganisation ou la fusion et d'adapter à cette fin le statut du personnel;
- b) d'en améliorer le fonctionnement, l'organisation, la gestion et l'activité ainsi que d'en renforcer le contrôle;
- c) d'en limiter les dépenses de fonctionnement;

4° de modifier ou de compléter les dispositions relatives au financement, au contrôle financier et à la responsabilité financière des provinces, des communes, des associations et agglomérations de communes, des centres publics d'aide sociale, ainsi que de leurs associations, de leurs services et de leurs établissements, et de permettre l'exécution de leurs programmes d'assainissement entre autres par une adaptation des dispositions légales en ce qui concerne le statut du personnel;

5° d'assurer la perception correcte du précompte professionnel dû par les redevables visés à l'article 180 du Code des impôts sur les revenus, par prélèvement sur toute somme qui leur revient de la part de l'Etat;

## Arrêtés royaux numérotés pris en vertu de la loi attribuant certains pouvoirs au Roi

Arrêté royal n° 286 portant des mesures en vue d'améliorer la perception des cotisations de sécurité sociale et de solidarité dues par des personnes morales de droit public.

Arrêté royal n° 287 modifiant la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Arrêté royal n° 288 portant suppression de l'Office de sécurité sociale des marins de la marine marchande.

Arrêté royal n° 289 (voir art. 1<sup>er</sup>, 1°).

Arrêté royal n° 290 (voir art. 1<sup>er</sup>, 1°).

Arrêté royal n° 291 (voir art. 1<sup>er</sup>, 1°).

Arrêté royal n° 294 (voir art. 1<sup>er</sup>, 1°).

Arrêté royal n° 295 (voir art. 1<sup>er</sup>, 1°).

Arrêté royal n° 296 (voir art. 1<sup>er</sup>, 1°).

Arrêté royal n° 297 (voir art. 1<sup>er</sup>, 1°).

Arrêté royal n° 300 (voir art. 1<sup>er</sup>, 1°).

Arrêté royal n° 301 (voir art. 1<sup>er</sup>, 1°).

Arrêté royal n° 214 (voir art. 1<sup>er</sup>, 2°).

Arrêté royal n° 234 modifiant la loi du 8 juin 1976 portant création de l'institut géographique national.

Arrêté royal n° 237 relatif aux mesures d'assainissement applicables à la Régie des Télégraphes et des Téléphones.

Arrêté royal n° 238 modifiant la loi du 23 juillet 1926 créant la société nationale des chemins de fer belges et l'arrêté royal n° 174 du 30 décembre 1982 instaurant l'adaptation annuelle des tarifs pour le transport de voyageurs appliqués par les sociétés de transport en commun.

Arrêté royal n° 240 relatif aux mesures d'assainissement applicables à la Régie des voies aériennes.

Arrêté royal n° 241 relatif aux mesures d'amélioration des résultats d'exploitation de la Régie des transports maritimes.

Arrêté royal n° 250 portant suppression de l'Office de promotion industrielle.

Arrêté royal n° 251 portant modification des statuts de la société anonyme « Distrigas ».

Arrêté royal n° 267 modifiant la loi du 22 avril 1958 portant statut de l'Orchestre national de Belgique et modifiant la loi du 19 avril 1963 créant un établissement public dénommé Théâtre royal de la Monnaie.

Arrêté royal n° 272 remplaçant l'article 25 de la loi du 28 avril 1953 concernant l'organisation par l'Etat de l'enseignement universitaire.

Arrêté royal n° 275 relatif à certains établissements scientifiques de l'Etat.

Arrêté royal n° 208 créant un Fonds d'aide au redressement financier des communes.

Arrêté royal n° 243 modifiant l'article 13, § 5, de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux.

Arrêté royal n° 244 (voir art. 1<sup>er</sup>, 1°).

Arrêté royal n° 260 relatif aux mesures particulières qui peuvent être prises par les communes, les centres publics d'aide sociale, les agglomérations et fédérations de communes en vue du redressement et de l'assainissement des finances locales.

Arrêté royal n° 261 relatif au congé par prestations réduite de certains membres du personnel des communes, des centres publics d'aide sociale, des agglomérations et fédérations de communes.

Arrêté royal n° 262 portant modification de la loi du 29 juin 1976 modifiant certaines dispositions de la loi communale, du Code rural, de la législation sur le régime de pension du personnel communal et assimilé et réglant certaines conséquences des fusions, annexions et rectifications des limites des communes réalisées par la loi du 30 décembre 1975.

Arrêté royal n° 263 modifiant les règles de calcul des dotations du Fonds des communes et du Fonds des provinces.

Arrêté royal n° 264 modifiant la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile.

Arrêté royal n° 201 instaurant des mesures en vue d'assurer la perception correcte du précompte professionnel.

## Wet tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning

3° met betrekking tot de instellingen van openbaar nut, de openbare instellingen die afhangen van de Staat, alsook tot elke instelling naar Belgisch recht, die voldoet aan collectieve noodwendigheden van algemeen belang en in welke oprichting of bestuur het overwicht van de Staat wordt vastgesteld:

a) over te gaan tot de opheffing, de omvorming, de reorganisatie of de samensmelting ervan en ten einde het personeelsstatuut aan te passen;

b) de werking, de organisatie, het beheer en de activiteit ervan te verbeteren, alsmede de controle ervan te versterken;

c) de werkingsuitgaven ervan te beperken;

4° de bepalingen met betrekking tot de financiële verantwoordelijkheid van de provincies, van de gemeenten, van de verenigingen en agglomeraties van gemeenten, van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, alsook van hun verenigingen, hun diensten en hun instellingen te wijzigen of aan te vullen en de uitvoering van hun saneringsprogramma's mogelijk te maken, mede door een aanpassing van de wettelijke bepalingen betreffende het statuut van het personeel;

5° op correcte wijze de inning te verzekeren van de bedrijfsvoorheffing, verschuldigd door de schuldenaars bedoeld bij artikel 180 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, door afhouding op ieder bedrag dat hun vanwege de Staat toekomt;

## Genummerde koninklijke besluiten genomen krachtens de wet tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning

Koninklijk besluit nr. 286 houdende maatregelen om een betere inning te verzekeren van de sociale zekerheidsbijdragen en de solidariteitsbijdragen verschuldigd door publiekrechtelijke rechtspersonen.

Koninklijk besluit nr. 287 tot wijziging van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

Koninklijk besluit nr. 288 tot opheffing van de Dienst voor maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij.

Koninklijk besluit nr. 289 (zie art. 1, 1°).

Koninklijk besluit nr. 290 (zie art. 1, 1°).

Koninklijk besluit nr. 291 (zie art. 1, 1°).

Koninklijk besluit nr. 294 (zie art. 1, 1°).

Koninklijk besluit nr. 295 (zie art. 1, 1°).

Koninklijk besluit nr. 296 (zie art. 1, 1°).

Koninklijk besluit nr. 297 (zie art. 1, 1°).

Koninklijk besluit nr. 300 (zie art. 1, 1°).

Koninklijk besluit nr. 301 (zie art. 1, 1°).

Koninklijk besluit nr. 214 (zie art. 1, 2°).

Koninklijk besluit nr. 234 houdende wijziging van de wet van 8 juni 1976 tot oprichting van het Nationaal Geografisch Instituut.

Koninklijk besluit nr. 237 betreffende de saneringsmaatregelen van toepassing op de Regie van telegrafie en telefonie.

Koninklijk besluit nr. 238 tot wijziging van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen en van het koninklijk besluit nr. 174 van 30 december 1982 houdende invoering van een jaarlijkse aanpassing van de tarieven voor het vervoer van reizigers toegepast door de maatschappijen voor gemeenschappelijk vervoer.

Koninklijk besluit nr. 240 betreffende de saneringsmaatregelen van toepassing op de Regie der luchtwegen.

Koninklijk besluit nr. 241 betreffende maatregelen tot verbetering van de bedrijfsresultaten van de Regie voor maritiem transport.

Koninklijk besluit nr. 250 tot opheffing van de Dienst voor nijverheidsbevordering.

Koninklijk besluit nr. 251 tot wijziging van de statuten van de naamloze vennootschap « Distrigas ».

Koninklijk besluit nr. 267 tot wijziging van de wet van 22 april 1958 houdende statuut van het Nationaal Orkest van België en tot wijziging van de wet van 19 april 1963 tot oprichting van een openbare instelling genaamd Koninklijke Muntchouwburg.

Koninklijk besluit nr. 272 tot vervanging van artikel 25 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat.

Koninklijk besluit nr. 275 betreffende sommige wetenschappelijke inrichtingen van de Staat.

Koninklijk besluit nr. 208 tot oprichting van een Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten.

Koninklijk besluit nr. 243 tot wijziging van artikel 13, § 5, van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen.

Koninklijk besluit nr. 244 (zie art. 1, 1°).

Koninklijk besluit nr. 260 betreffende de bijzondere maatregelen die door de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de agglomeraties en federaties van gemeenten mogen worden genomen met het oog op de sanering en het herstel van de plaatselijke financiën.

Koninklijk besluit nr. 261 betreffende het verlof voor verminderde prestaties van sommige personeelsleden van de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de agglomeraties en federaties van gemeenten.

Koninklijk besluit nr. 262 tot wijziging van de wet van 29 juni 1976 tot wijziging van sommige bepalingen van de Gemeentewet, het Veldwetboek, de wetgeving op de pensioenregeling van het gemeentepersoneel en het daarmee gelijkgestelde personeel en tot regeling van sommige gevolgen van de samenvoegingen, aanhechtingen en wijzigingen van grenzen van gemeenten verwezenlijkt door de wet van 30 december 1975.

Koninklijk besluit nr. 263 tot wijziging van de regels voor het berekenen van de dotaties van het Gemeentefonds en van het Fonds der provincieën.

Koninklijk besluit nr. 264 tot wijziging van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming.

Koninklijk besluit nr. 201 houdende maatregelen om op correcte wijze de inning te verzekeren van de bedrijfsvoorheffing.

## Loi attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi

6° d'octroyer aux pouvoirs locaux visés à l'article 352 du Code des impôts sur les revenus, une allocation exceptionnelle et unique d'un montant de 21 milliards, payable sur plusieurs exercices, et ainsi d'attribuer auxdits pouvoirs le produit de la quotité de la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques comprise dans l'impôt perçu par voie de précompte professionnel ou de versements anticipés;

7° d'assurer la restructuration et la viabilité des entreprises des secteurs considérés par l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VI, 4°, deuxième partie, 1°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, comme secteurs relevant de la politique nationale et, dans le cadre de cette restructuration et afin d'assurer cette viabilité, de fixer des règles spécifiques en matière de rémunérations, d'indemnités et d'avantages, en ce compris toute forme d'indemnités aux administrateurs et commissaires dans les entreprises de ces mêmes secteurs, par dérogation aux lois, conventions collectives, conventions individuelles et décisions unilatérales de l'employeur, pour autant que soient respectées les dispositions relatives à la garantie du salaire mensuel minimum moyen, prévues par les conventions collectives du travail n°s 21 et 23 des 15 mai 1975 et 25 juillet 1975;

8° de réaliser un programme de sauvegarde et de promotion de l'emploi et de résorption du chômage :

a) par des mesures complémentaires en matière de réduction de la durée du travail et d'embauche compensatoire dans le secteur de la construction;

b) par des mesures complémentaires en matière d'expériences d'aménagement du temps de travail;

c) par l'instauration du paiement mensuel des indemnités de préavis en cas de résiliation de contrats à durée indéterminée;

d) par la lutte contre le travail clandestin et contre le recours systématique aux heures supplémentaires, ainsi que par le contrôle du chômage partiel;

e) par la promotion du travail à temps partiel;

f) par des mesures visant à compléter ou modifier les programmes actuels de résorption du chômage;

g) par l'établissement d'un ensemble de mesures pour l'emploi des jeunes;

9° de fixer les modalités :

a) d'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi prévue au chapitre II de l'arrêté royal n° 180 du 30 décembre 1982 portant certaines mesures en matière de modération des rémunérations;

## Arrêts royaux numérotés pris en vertu de la loi attribuant certains pouvoirs au Roi

Arrêté royal n° 202 octroyant une allocation exceptionnelle et unique aux communes et à l'agglomération bruxelloise.

Arrêté royal n° 229 modifiant l'arrêté royal n° 20 du 23 mars 1982 concernant l'émission d'actions privilégiées sans droit de vote dans le cadre de la restructuration de l'industrie textile.

Arrêté royal n° 245 relatif à l'émission d'actions privilégiées sans droit de vote dans le cadre de la restructuration de l'industrie sidérurgique.

Arrêté royal n° 252 portant des mesures en matière de modalités d'occupation des réparateurs de navires dans la région du port d'Anvers.

Arrêté royal n° 256 fixant à titre exceptionnel des règles spécifiques en matière de rémunérations, indemnités et avantages octroyés dans certaines entreprises du secteur sidérurgique.

Arrêté royal n° 213 relatif à la durée du travail dans les entreprises ressortissant à la commission paritaire de la construction.

Arrêté royal n° 226 (voir art. 1<sup>er</sup>, 1°).

Arrêté royal n° 231 modifiant l'arrêté royal n° 213 du 26 septembre 1983 relatif à la durée du travail dans les entreprises ressortissant à la commission paritaire de la construction.

Arrêté royal n° 259 (voir art. 1<sup>er</sup>, 1°).

Arrêté n° 253 modifiant l'arrêté royal n° 179 du 30 décembre 1982 relatif aux expériences d'aménagement du temps de travail dans les entreprises en vue d'une redistribution du travail disponible.

Arrêté royal n° 225 (voir art. 1<sup>er</sup>, 2°).

Arrêté royal n° 254 modifiant les articles 49 et 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Arrêté royal n° 270 (voir art. 1<sup>er</sup>, 1°).

Arrêté royal n° 206 réglant le calcul de la pension du secteur public pour les services à prestations incomplètes.

Arrêté royal n° 265 modifiant l'arrêté royal n° 169 du 30 décembre 1982 relatif aux congés pour prestations réduites justifiés par des raisons de convenance personnelle ou par des raisons d'ordre social ou familial, accordés à certains membres du personnel des institutions universitaires.

Arrêté royal n° 224 modifiant l'article 81, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978.

Arrêté royal n° 236 modifiant l'arrêté royal n° 185 du 30 décembre 1982 organisant pour les petites et moyennes entreprises, un régime spécifique d'utilisation de la modération salariale pour l'emploi.

Arrêté royal n° 255 modifiant l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand.

Arrêté royal n° 257 modifiant l'arrêté royal n° 123 du 30 décembre 1982 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'expansion économique au bénéfice de petites et moyennes entreprises.

Arrêté royal n° 258 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises.

Arrêté royal n° 270 (voir art. 1<sup>er</sup>, 1° et 8°, d).

Arrêté royal n° 230 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes.

Arrêté royal n° 213 (voir art. 1<sup>er</sup>, 8°, a).

Arrêté royal n° 216 (voir art. 1<sup>er</sup>, 1°).

Arrêté royal n° 222 portant modification de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Arrêté royal n° 236 (voir art. 1<sup>er</sup>, 8°, f).

# Wet tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning

6° aan de lokale overheden bedoeld in artikel 352 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, een enige en uitzonderlijke toelage van 21 miljard, betaalbaar over verscheidene dienstjaren te verlenen en aldus aan de bedoelde overheden de opbrengst toe te kennen van het aandeel van de aanvullende belasting op de personenbelasting die is begrepen in de belasting welke als bedrijfsvoorheffing of als voorafbetaling geïnd wordt;

7° de herstructurering en de leefbaarheid te verzekeren van de ondernemingen in de sectoren die door artikel 6, § 1, VI, 4°, tweede deel, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, erkend worden als sectoren die behoren tot het nationaal beleid en, in het kader van deze herstructurering en ten einde de leefbaarheid te verzekeren, specifieke regelen vast te stellen inzake bezoldigingen, vergoedingen en voordelen, met inbegrip van elke vorm van vergoeding van de beheerders en commissarissen in de ondernemingen van diezelfde sectoren, in afwijking van de wetten, collectieve overeenkomsten, individuele overeenkomsten en unilaterale beslissingen van de werkgever, voor zover de bepalingen betreffende de waarborg van het gemiddeld minimum maandinkomen die in de collectieve overeenkomsten, individuele overeenkomsten en unilaterale beslissingen van de werkgever, voor zover de bepalingen betreffende de waarborg van het gemiddeld minimum maandinkomen die in de collectieve arbeidsovereenkomsten nrs. 21 en 23 van 15 mei 1975 en 25 juli 1975 zijn opgenomen, worden in acht genomen;

8° een programma tot vrijwaring en bevordering van de werkgelegenheid en tot opslorping van de werkloosheid te verwezenlijken, door:

a) aanvullende maatregelen tot arbeidstijdverkorting en compenserende indienstnemingen in de bouwsector;

b) aanvullende maatregelen betreffende experimenten inzake de herschikking van de arbeidstijd;

c) invoering van de maandelijks uitbetaling van opzeggingsvergoedingen in geval van opzegging van overeenkomsten van onbepaalde duur;

d) bestrijding van het sluikwerk en van het stelselmatig beroep op overwerk, alsook de controle op de gedeeltelijke werkloosheid;

e) bevordering van de deeltijdse arbeid;

f) maatregelen tot aanvulling of wijziging van de huidige programma's ter opslorping van de werkloosheid;

g) opstelling van een geheel van maatregelen voor tewerkstelling van jongeren.

9° de modaliteiten te regelen:

a) voor de aanwending van de bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling voorzien in hoofdstuk II van het koninklijk besluit nr. 180 van 30 december 1982 houdende bepaalde maatregelen inzake loonmatiging;

# Genummerde koninklijke besluiten genomen krachtens de wet tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning

Koninklijk besluit nr. 202 tot toekenning van een enige uitzonderlijke toelage aan de gemeenten en aan de Brusselse agglomeratie.

Koninklijk besluit nr. 229 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 23 maart 1982 betreffende de uitgifte van bevoorrechte aandelen zonder stemrecht in het kader van de herstructurering van de textielnijverheid.

Koninklijk besluit nr. 245 betreffende de uitgifte van bevoorrechte aandelen zonder stemrecht in het kader van de herstructurering van de staalnijverheid.

Koninklijk besluit nr. 252 houdende maatregelen inzake de modaliteiten van tewerkstelling van de scheepsherstellende in het Antwerpse havengebied.

Koninklijk besluit nr. 256 tot uitzonderlijke vaststelling van de specifieke regels inzake lonen, vergoedingen en voordelen, toegekend in bepaalde ondernemingen van de staalsector.

Koninklijk besluit nr. 213 betreffende de arbeidsduur in de ondernemingen die onder het paritair comité voor het bouwbedrijf ressorteren.

Koninklijk besluit nr. 226 (zie art. 1, 1°).

Koninklijk besluit nr. 231 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 213 van 26 september 1983 betreffende de arbeidsduur in de ondernemingen die onder het paritair comité voor het bouwbedrijf ressorteren.

Koninklijk besluit nr. 259 (zie art. 1, 1°).

Koninklijk besluit nr. 253 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 179 van 30 december 1982 betreffende de experimenten van aanpassing van de arbeidstijd op de ondernemingen met het oog op een herverdeling van de beschikbare arbeid.

Koninklijk besluit nr. 225 (zie art. 1, 2°).

Koninklijk besluit nr. 254 tot wijziging van de artikelen 49 en 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Koninklijk besluit nr. 270 (zie art. 1, 1°).

Koninklijk besluit nr. 206 tot regeling van de berekening van het pensioen van de openbare sector voor diensten met onvolledige opdracht.

Koninklijk besluit nr. 265 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 169 van 30 december 1982 betreffende de verlopen voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden of gewettigd door sociale en familiale redenen, toegekend aan sommige personeelsleden van de universitaire instellingen.

Koninklijk besluit nr. 224 tot wijziging van artikel 81, § 1, van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978.

Koninklijk besluit nr. 236 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 185 van 30 december 1982 houdende de organisatie voor de kleine en middelgrote ondernemingen van een specifiek stelsel voor de aanwending van de loonmatiging voor de tewerkstelling.

Koninklijk besluit nr. 255 tot wijziging van koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma te bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector.

Koninklijk besluit nr. 257 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 123 van 30 december 1982 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde projecten van economische expansie te bate van kleine en middelgrote ondernemingen.

Koninklijk besluit nr. 258 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen.

Koninklijk besluit nr. 270 (zie art. 1, 1°).

Koninklijk besluit nr. 230 betreffende de stages en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces.

Koninklijk besluit nr. 213 (zie art. 1, 8°, a).

Koninklijk besluit nr. 216 (zie art. 1, 1°).

Koninklijk besluit nr. 222 tot wijziging van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

Koninklijk besluit nr. 236 (zie art. 1, 8°, f).



## Loi attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi

b) du contrôle de cette modération et de son utilisation;

c) de diminution des cotisations patronales de sécurité sociale visée par l'arrêté royal n° 157 du 30 décembre 1982 modifiant la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

10° de fixer les modalités de la concertation entre les représentants des employeurs et des travailleurs sur les conséquences de l'introduction de nouvelles technologies, à défaut d'accord interprofessionnel en la matière conclu avant le 1<sup>er</sup> octobre 1983.

Art. 2. — § 1<sup>er</sup>. Les projets d'arrêtés visés à l'article 1<sup>er</sup> sont soumis à l'avis motivé de la Section de législation du Conseil d'Etat, dans les cas et avec les effets prévus pour les avant-projets de loi à l'article 3, §§ 1<sup>er</sup> à 4, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Cet avis est publié en même temps que la rapport au Roi et l'arrêté royal auxquels il se rapporte.

§ 2. Sous réserve du § 1<sup>er</sup>, les arrêtés visés à l'article 1<sup>er</sup>, peuvent, en cas d'urgence, être pris sans qu'il faille solliciter les avis ou attendre les propositions prescrits par des dispositions autres que celles de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

§ 3. Les arrêtés visés à l'article 1<sup>er</sup> seront communiqués, avant la publication au *Moniteur belge*, aux Présidents de la Chambre et du Sénat.

§ 4. Le Roi peut assurer l'application des dispositions prises en exécution de la présente loi par des sanctions administratives, civiles, fiscales et pénales. Les sanctions pénales ne pourront excéder une peine d'emprisonnement de six mois et une amende de 100 000 francs ou l'une de ces peines seulement.

Le Livre premier du Code pénal, y compris le Chapitre VII et l'article 85, est applicable aux infractions aux dispositions prises en vertu du présent paragraphe.

Art. 3. — § 1<sup>er</sup>. Les pouvoirs accordés au Roi par l'article 1<sup>er</sup>, 3° à 10°, expirent le 31 décembre 1983; les pouvoirs accordés par l'article 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, expirent le 31 mars 1984.

§ 2. Les arrêtés pris en vertu de ces pouvoirs peuvent abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions légales.

§ 3. Après l'expiration des pouvoirs attribués par la présente loi, ces arrêtés ne peuvent être abrogés, complétés, modifiés ou remplacés, que par une loi, sans préjudice de la disposition de l'article 5.

§ 4. Les arrêtés pris jusqu'au 31 décembre 1983 en application des articles 1<sup>er</sup> et 2, § 4, peuvent rétroagir au 1<sup>er</sup> janvier 1983.

Les arrêtés pris après le 31 décembre 1983 en application des articles 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, et 2, § 4, peuvent rétroagir au 1<sup>er</sup> janvier 1984.

Toutefois, les dispositions qui créent des infractions ou aggravent des peines, au sens du Livre premier du Code pénal, ne peuvent rétroagir.

Art. 4. — Le Roi peut coordonner les lois qu'il modifie en application de la présente loi, avec les dispositions qui les auraient expressément ou simplement modifiées au moment où la coordination sera établie.

A cette fin, Il peut :

1° modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner, en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie, sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions;

4° établir, lorsqu'il fait défaut, un texte néerlandais officiel des dispositions à coordonner;

5° arrêter l'intitulé de la coordination.

Le Roi peut, en outre, adapter la présentation des références que font aux dispositions reprises dans la coordination, d'autres dispositions qui n'y sont pas reprises.

Art. 5. — Les arrêtés royaux pris en vertu de l'article 1<sup>er</sup> sont abrogés au 31 décembre 1984, s'ils n'ont pas été confirmés par la loi avant cette date.

Le projet de loi tendant à la confirmation des arrêtés royaux pris en exécution de l'article 1<sup>er</sup>, 3° à 10°, est déposé avant le 31 mars 1984.

Le projet de loi tendant à la confirmation des arrêtés royaux pris en exécution de l'article 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, est déposé avant le 30 juin 1984.

## Arrêts royaux numérotés pris en vertu de la loi attribuant certains pouvoirs au Roi

Arrêté royal n° 246 modifiant l'arrêté royal n° 18 du 18 mars 1982 portant réglementation et organisation du contrôle de l'usage de l'effet de la politique de modération dans les entreprises.

Arrêté royal n° 247 modifiant l'arrêté royal n° 92 du 9 septembre 1982 portant réglementation des modalités de communication du rapport visé à l'article 3 de l'arrêté royal n° 18 du 18 mars 1982 portant réglementation et organisation du contrôle de l'usage de l'effet de la modération dans les entreprises.

Art. 6. — Il sera fait rapport aux Chambres avant le 30 juin 1984 sur les mesures prises en application de la présente loi.

Art. 7. — La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 6 juillet 1983.

BAUDOUIN.

PAR LE ROI:

Le Premier Ministre,

W. MARTENS

Le Vice-Premier Ministre,

J. GOL.

Le Vice-Premier Ministre,

W. DE CLERCQ.

Le Vice-Premier Ministre,

Ch-F. NOTHOMB.

VU ET SCELLÉ DU SCEAU DE L'ETAT:

Le Ministre de la Justice,,

J. GOL.



## Wet tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning

b) van de controle op deze matiging en haar aanwending;

c) van de vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgevers bedoeld bij koninklijk besluit nr. 157 van 30 december 1982 tot wijziging van de wet van 29 juni 1981 houdende algemene beginselen van de sociale zekerheid der werknemers;

10° de modaliteiten vast te stellen van het overleg tussen de vertegenwoordigers van de werkgevers en de werknemers in verband met de gevolgen van de invoering van de nieuwe technologieën indien ter zake geen interprofessioneel akkoord is afgesloten voor 1 oktober 1983.

Art. 2. — § 1. De ontwerpen van besluit, bedoeld in artikel 1, worden aan het met redenen omkleed advies van de Afdeling Wetgeving van de Raad van State onderworpen in de gevallen en met de gevolgen als voor de voorontwerpen van wet is bepaald door artikel 3, §§ 1 tot 4, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Dit advies wordt, samen met het verslag aan de Koning en het koninklijk besluit waarop het betrekking heeft, gepubliceerd.

§ 2. Onder voorbehoud van § 1, kunnen de in artikel 1 bedoelde besluiten, in geval van dringende noodzakelijkheid, worden genomen zonder de adviezen te moeten vragen of de voorstellen te moeten afwachten die voorgeschreven zijn door andere bepalingen dan die van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

§ 3. De in artikel 1 bedoelde besluiten worden, vóór de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* meegedeeld aan de Voorzitters van Kamer en Senaat.

§ 4. De Koning kan de toepassing van bepalingen, genomen in uitvoering van deze wet, verzekeren door sancties van administratieve, burgerlijke, fiscale en strafrechtelijke aard. De strafsancities mogen niet meer bedragen dan een gevangenisstraf van zes maanden en een geldboete van 100 000 frank of slechts één van deze straffen.

Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van Hoofdstuk VII en artikel 85, is van toepassing op de overtredingen van de krachtens deze paragraaf vastgestelde bepalingen.

Art. 3. — § 1. De in artikel 1, 3° tot 10°, aan de Koning verleende machten verstrijken op 31 december 1983; de machten verleend in artikel 1, 1° en 2°, verstrijken op 31 maart 1984.

De in artikel 2, § 4, aan de Koning verleende machten verstrijken, al naar het geval, op 31 december 1983 of op 31 maart 1984.

§ 2. De besluiten, genomen krachtens deze machten, kunnen de wettelijke bepalingen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen.

§ 3. Na het verstrijken van de door deze wet toegekende machten, kunnen die besluiten niet worden opgeheven, aangevuld, gewijzigd of vervangen dan door een wet, onverminderd het bepaalde in artikel 5.

§ 4. De tot 31 december 1983 met toepassing van de artikelen 1 en 2, § 4, genomen besluiten kunnen terugwerkende kracht hebben tot 1 januari 1983.

De na 31 december 1983 met toepassing van de artikelen 1, 1° en 2°, en 2, § 4, genomen besluiten kunnen terugwerkende kracht hebben tot 1 januari 1984.

Bepalingen die strafbare feiten invoeren of straffen verzwaren in de zin van Boek I van het Strafwetboek kunnen evenwel geen terugwerkende kracht hebben.

Art. 4. — De Koning kan de wetten die Hij met toepassing van deze wet wijzigt, coördineren met de bepalingen die deze op het tijdstip van de coördinatie uitdrukkelijk of impliciet gewijzigd mochten hebben.

Daartoe kan Hij:

1° de volgorde, de nummering van de te coördineren bepalingen en in het algemeen, de teksten naar de vorm wijzigen;

2° de verwijzingen die voorkomen in de te coördineren bepalingen met de nieuwe nummering overeenbrengen;

3° zonder afbreuk te doen aan de beginselen die in de te coördineren bepalingen vervat zijn, de redactie ervan wijzigen ten einde ze onderling te doen overeenstemmen en eenheid in de terminologie te brengen;

4° waar voor de te coördineren bepalingen een officiële Nederlandse tekst ontbreekt, deze vaststellen;

5° het opschrift van de coördinatie bepalen.

Bovendien kan de Koning de verwijzingen naar de in de coördinatie opgenomen bepalingen die in andere niet in de coördinatie opgenomen bepalingen voorkomen, naar de vorm aanpassen.

Art. 5. — De koninklijke besluiten die werden genomen krachtens artikel 1, zijn opgeheven op 31 december 1984, indien ze vóór die datum niet door de wet zijn bekrachtigd.

Het wetsontwerp tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen in uitvoering van artikel 1, 3° tot 10°, wordt ingediend vóór 21 maart 1984.

Het wetsontwerp tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten, genomen in uitvoering van artikel 1, 1° en 2°, wordt ingediend vóór 30 juni 1984.

## Genummerde koninklijke besluiten genomen krachtens de wet tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning

Koninklijk besluit nr. 246 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 18 van 18 maart 1982 houdende reglementering en organisatie van de controle op de aanwending van het effect van het matigingsbeleid in de onderneming.

Koninklijk besluit nr. 247 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 92 van 9 september 1982 houdende regeling van de mededelingsmodaliteiten van het verslag bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 18 van 18 maart 1982 houdende reglementering en organisatie van de controle op de aanwending van het matigingsbeleid in de ondernemingen.

Art. 6. — Over de in toepassing van deze wet getroffen maatregelen zal vóór 30 juni 1984 bij de Kamers verslag worden uitgebracht.

Art. 7. — Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 6 juli 1983.

BOUDEWIJN.

VAN KONINGSWEGE :

*De Eerste Minister,*

W. MARTENS

*De Vice-Eerste Minister,*

J. GOL.

*De Vice-Eerste Minister,*

W. DE CLERCQ.

*De Vice-Eerste Minister,*

Ch-F. NOTHOMB.

GEZIEN EN MET 'S LANDS ZEGEL GEZEGELD :

*De Minister van Justitie,*

J. GOL.

## B. RAPPORTS DES DEPARTEMENTS

§ 1<sup>er</sup>. Ministre des Finances

## A. Base légale

L'article 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>, de la loi du 6 juillet 1983, libellé comme suit :

« Afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques et la création d'emplois, le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :

5<sup>o</sup> d'assurer la perception correcte du précompte professionnel dû par les redevables visés à l'article 180 du Code des impôts sur les revenus, par prélèvement sur toute somme qui leur revient de la part de l'Etat;

6<sup>o</sup> d'octroyer aux pouvoirs locaux visés à l'article 352 du Code des impôts sur les revenus, une allocation exceptionnelle et unique d'un montant de 21 milliards, payable sur plusieurs exercices, et ainsi d'attribuer auxdits pouvoirs le produit de la quotité de la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques comprise dans l'impôt perçu par voie de précompte professionnel ou de versements anticipés. »

## B. Énumération des arrêtés

1. Arrêté royal n° 201 du 25 juillet 1983 instaurant des mesures en vue d'assurer la perception correcte du précompte professionnel (*Moniteur belge* du 2 août 1983);

2. Arrêté royal n° 202 du 25 juillet 1983 octroyant une allocation exceptionnelle et unique aux communes et à l'agglomération bruxelloise (*Moniteur belge* du 2 août 1983).

## C. Commentaire

L'arrêté royal n° 201 du 25 juillet 1983, instaurant des mesures en vue d'assurer la perception correcte du précompte professionnel, a été pris en exécution de l'article 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, de la loi du 6 juillet 1983.

Les dispositions de cet arrêté concernent tous les redevables du précompte professionnel visés à l'article 180 du Code des impôts sur les revenus et spécialement les personnes morales de droit public qui, bénéficiant de « l'immunité d'exécution », négligeaient d'apurer leur dette arriérée en matière de précompte professionnel.

Ces dispositions offrent la possibilité de recouvrer cette dette arriérée, ainsi que la dette future éventuelle en matière de précompte professionnel, par prélèvement sur toute somme revenant de la part de l'Etat à ces personnes morales de droit public.

Cet arrêté prévoit par ailleurs des mesures transitoires destinées à sauvegarder les droits que des tiers auraient acquis avant l'entrée en vigueur de la loi de pouvoirs spéciaux du 6 juillet 1983. Est essentiellement visé ici le Crédit communal de Belgique à qui certaines communes ont cédé ou nanti une partie de leurs recettes fiscales futures et/ou leur part dans le Fonds des Communes en garantie d'emprunts obtenus.

Ensuite de cette mesure, la dette globale en matière de précompte professionnel à charge des communes et de l'agglomération bruxelloise, laquelle s'élevait à 12,5 milliards de francs au 30 novembre 1983, a pu dès à présent être ramenée à 6,1 milliards de francs.

L'arrêté royal n° 202 du 25 juillet 1983, octroyant une allocation exceptionnelle et unique aux communes et à l'agglomération bruxelloise, a été pris en exécution de l'article 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, de la loi du 6 juillet 1983.

Les dispositions de cet arrêté concernent uniquement les communes et l'agglomération bruxelloise et consistent en une opéra-

## B. VERSLAGEN VAN DE DEPARTEMENTEN

## § 1. Minister van Financiën

## A. Wettelijke grondslag

Artikel 1, 5<sup>o</sup> en 6<sup>o</sup>, van de wet van 6 juli 1983, luidt als volgt :

« Met het oog op het economisch en financieel herstel, de vermindering van de openbare lasten, de gezondmaking van de openbare financiën en het scheppen van werkgelegenheid, kan de Koning bij in Ministerraad overlegde besluiten, alle nuttige maatregelen nemen ten einde :

5<sup>o</sup> op correcte wijze de inning te verzekeren van de bedrijfsvoorheffing, verschuldigd door de schuldenaars bedoeld bij artikel 180 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, door afhouding op ieder bedrag dat hun vanwege de Staat toekomt;

6<sup>o</sup> aan de lokale overheden bedoeld in artikel 352 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, een enige en uitzonderlijke toelage van 21 miljard, betaalbaar over verscheidene dienstjaren, te verlenen en aldus aan de bedoelde overheden de opbrengst toe te kennen van het aandeel van de aanvullende belasting op de personenbelasting die is begrepen in de belasting welke als bedrijfsvoorheffing of als voorafbetaling geïnd wordt. »

## B. Opsomming van de besluiten

1. Koninklijk besluit nr. 201 van 25 juli 1983 houdende maatregelen om op correcte wijze de inning te verzekeren van de bedrijfsvoorheffing (*Belgisch Staatsblad* van 2 augustus 1983);

2. Koninklijk besluit nr. 202 van 25 juli 1983 tot toekenning van een enige en uitzonderlijke toelage aan de gemeenten en aan de Brusselse agglomeratie (*Belgisch Staatsblad* van 2 augustus 1983).

## C. Commentaar

In uitvoering van artikel 1, 5<sup>o</sup>, van de wet van 6 juli 1983, werd het koninklijk besluit nr. 201 van 25 juli 1983 houdende maatregelen om op correcte wijze de inning te verzekeren van de bedrijfsvoorheffing, genomen.

De bepalingen van dit besluit betreffen al de in artikel 180 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen bedoelde schuldenaars van bedrijfsvoorheffing en inzonderheid de publiekrechtelijke rechtspersonen die, genietend van de « immuniteit van ten uitvoerlegging » nalieten hun achterstallige schuld inzake bedrijfsvoorheffing aan te zuiveren.

Deze bepalingen maken het mogelijk dat die achterstallige schuld, alsook de eventuele toekomstige schuld inzake bedrijfsvoorheffing, kan worden aangezuiverd door afhouding op ieder bedrag dat vanwege de Staat aan die publiekrechtelijke rechtspersonen toekomt.

Dit besluit voorziet anderzijds in overgangsmaatregelen die bestemd zijn om de rechten te vrijwaren welke derden vóór de inwerkingtreding van de bijzondere machtenwet van 6 juli 1983 zouden verkregen hebben. Hier wordt voornamelijk het Gemeentekrediet van België bedoeld aan wie bepaalde gemeenten een deel van hun toekomstige fiscale ontvangsten en/of hun aandeel in het Gemeentefonds hebben afgestaan of in pand gegeven als waarborg voor de hen toegestane leningen.

Ingevolge deze maatregel kon de globale schuld inzake bedrijfsvoorheffing ten laste van de gemeenten en de Brusselse agglomeratie, welke op 30 november 1983, 12,5 miljard frank bedroeg, thans reeds worden teruggebracht tot 6,1 miljard frank.

In uitvoering van artikel 1, 6<sup>o</sup>, van de wet van 6 juli 1983, werd het koninklijk besluit nr. 202 van 25 juli 1983 tot toekenning van een enige en uitzonderlijke toelage aan de gemeenten en aan de Brusselse agglomeratie, genomen.

De bepalingen van dit besluit betreffen alleen de gemeenten en de Brusselse agglomeratie en bestaat in een enige en uitzonderlijke

tion unique et exceptionnelle qui toutefois, en raison d'impératifs budgétaires, doit être répartie sur plusieurs exercices.

Depuis l'exercice d'imposition 1979, l'article 356 du Code des impôts sur les revenus contient une disposition selon laquelle la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques est perçue par voie de précompte professionnel ou de versements anticipés comme si le taux total de ces taxes était fixé uniformément à 6 %. En d'autres termes, les barèmes de précompte professionnel ont été majorés de 6 % en 1978 et pour le calcul de la majoration d'impôt pour absence de versement anticipé il a été également tenu compte d'une augmentation de 6 %.

Cela signifie qu'en 1978, une anticipation s'est produite à l'avantage de l'Etat :

- les contribuables ont en 1978, pris isolément, payé partiellement une double taxe communale additionnelle : une fois lors de la réception de leur avertissement-extrait de rôle de l'exercice d'imposition 1978 (revenus de 1977) et une fois par voie de précompte professionnel ou de versement anticipé pour les revenus de 1978 (du moins partiellement);
- les communes elles-mêmes n'ont pas profité de cet établissement anticipé de la taxe communale additionnelle, d'une part, parce que le législateur de 1978 consciemment souhaitait réserver cet avantage à l'Etat et, d'autre part, parce qu'il n'est en pratique pas possible de déterminer avant l'enrôlement le montant précis de la taxe revenant à la commune.

Pour remédier aux difficultés financières des communes et de l'agglomération bruxelloise, l'avantage unique de l'anticipation dont l'Etat a bénéficié en 1978 est, par cet arrêté, cédé aux communes, selon la technique de l'allocation unique et exceptionnelle, dont le paiement est cependant réparti sur plusieurs années.

Cette allocation est répartie entre toutes les communes au prorata de la part proportionnelle de chaque commune dans le total de la taxe communale additionnelle due pour l'exercice d'imposition 1982 (revenus de 1981), s'agissant du dernier exercice d'imposition avant la libération de la fiscalité communale par la loi du 11 avril 1983.

Le paiement de l'allocation est réparti comme suit sur les années 1983 à 1987 :

1983 : 4 milliards de francs  
1984 : 6 milliards de francs  
1985 : 4 milliards de francs  
1986 : 4 milliards de francs  
1987 : 3 milliards de francs

Pour les communes qui possèdent des dettes arriérées en matière de précompte professionnel, cette dette est, en exécution de l'arrêté royal n° 201 du 25 juillet 1983, apurée en premier lieu au moyen de leur part dans cette allocation.

## § 2. Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique

### I. — MINISTRE DE L'INTERIEUR

#### A. Base légale

Les arrêtés pris par l'Intérieur ont puisé leur valeur juridique dans les articles 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, et 2, § 2, de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

#### B. Enumération des arrêtés

23 septembre 1983. — Arrêté royal n° 208 créant un Fonds d'aide au redressement financier des communes.

opération die evenwel omwille van de budgettaire imperatieven over verscheidene dienstjaren moet worden gespreid.

Sedert het aanslagjaar 1979 bevat artikel 356 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen een bepaling naar luid waarvan de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting geïnd wordt bij wijze van bedrijfsvoorheffingen of voorafbetalingen, alsof het totale tarief van deze belastingen eenvormig op 6 % was vastgesteld. Met andere woorden, de barema's van de bedrijfsvoorheffing werden in 1978 verhoogd met 6 % en voor berekening van de belastingverhogingen bij ontstentenis van voorafbetalingen werd eveneens rekening gehouden met een verhoging met 6 %.

Dat betekent dat er in 1978 een anticipatie heeft plaatsgevonden in het voordeel van de Staat :

- de belastingplichtigen hebben in 1978, door mekaar genomen, gedeeltelijk een dubbele aanvullende gemeentebelasting betaald : eenmaal bij de ontvangst van hun aanslagbiljet voor het aanslagjaar 1978 (inkomsten 1977) en eenmaal bij wege van bedrijfsvoorheffing of voorafbetaling voor de inkomsten van 1978 (althans gedeeltelijk);
- de gemeenten zelf hebben niet geprofiteerd van deze anticipatieve heffing van de aanvullende gemeentebelasting, enerzijds, omdat de wetgever van 1978 dit voordeel doelbewust wou voorbehouden aan de Staat en anderzijds, omdat het in de praktijk ook niet mogelijk is om vóór de inkohiering het precieze bedrag van de aan de gemeente toekomende belasting te bepalen.

Om nu tegemoet te komen aan de financiële moeilijkheden van de gemeenten en de Brusselse agglomeratie, werd met dit besluit het eenmalige anticipatievoordeel dat de Staat in 1978 genoten heeft afgestaan aan de gemeenten, volgens de techniek van de eenmalige en uitzonderlijke toelage, waarvan de uitkering evenwel gespreid wordt over verscheidene jaren.

Die toelage wordt verdeeld onder alle gemeenten aan de hand van het evenredig aandeel van iedere gemeente in het totaal van de aanvullende gemeentebelasting verschuldigd voor het aanslagjaar 1982 (inkomsten 1981), zijnde het laatste aanslagjaar vóór de vrijmaking van de gemeentefiscaliteit door de wet van 11 april 1983.

De betaling van de toelage wordt over de jaren 1983 tot 1987 als volgt verdeeld :

1983 : 4 miljard frank  
1984 : 6 miljard frank  
1985 : 4 miljard frank  
1986 : 4 miljard frank  
1987 : 3 miljard frank

Voor de gemeenten die achterstallige schulden inzake bedrijfsvoorheffing hebben, wordt die schuld, in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 201 van 25 juli 1983, in de eerste plaats aangezuiverd met het aandeel in deze toelage.

## § 2. Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt

### I. — MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN

#### A. Wettelijke grondslag

De door Binnenlandse Zaken genomen besluiten vinden hun rechtsgrond in de artikelen 1, 1<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup>, en 2, § 2, van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

#### B. Opsomming van de besluiten

23 september 1983. — Koninklijk besluit nr. 208 tot oprichting van een Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten.

22 décembre 1983. — Arrêté royal n° 232 fixant les dotations, pour l'année 1984, du Fonds des Communes et du Fonds des Provinces.

31 décembre 1983. — Arrêté royal n° 260 relatif aux mesures particulières qui peuvent être prises par les communes, les centres publics d'aide sociale, les agglomérations et fédérations de communes en vue du redressement et de l'assainissement des finances locales.

31 décembre 1983. — Arrêté royal n° 261 relatif au congé par prestations réduites de certains membres du personnel des communes, des centres publics d'aide sociale, des agglomérations et fédérations de communes.

31 décembre 1983. — Arrêté royal n° 262 portant modification de la loi du 29 juin 1976 modifiant certaines dispositions de la Loi communale, du Code rural, de la législation sur le régime de pensions du personnel communal et assimilé et réglant certaines conséquences des fusions, annexions et rectifications des limites des communes réalisées par la loi du 30 décembre 1975.

31 décembre 1983. — Arrêté royal n° 263 modifiant les règles de calcul des dotations du Fonds des Communes et du Fonds des Provinces.

31 décembre 1983. — Arrêté royal n° 264 modifiant la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile.

#### C. Commentaire

Arrêté royal n° 208 du 23 septembre 1983 créant un Fonds d'aide au redressement financier des communes.

Il s'agit d'un organisme d'intérêt public, doté de la personnalité juridique qui peut intervenir sur le marché des capitaux en bénéficiant de la garantie de l'Etat. Il est placé sous le contrôle direct des Ministres de l'Intérieur et des Finances, de même que sous celui du Parlement, qui vote chaque année le budget du département de l'Intérieur.

Cette institution pourra donc, grâce à un système de préfinancement, répartir la dette des villes qui pourront accéder au Fonds précité. De plus, il est prévu que ces villes bénéficieront d'une aide de l'Etat sous forme d'un subside d'intérêt qui s'élève à 2 % dans les conditions actuelles.

Il faut cependant souligner que ce Fonds d'aide n'est en aucun cas une facilité pure et simple attribuée à certaines villes, sans contrepartie de leur part.

Il est en effet important — et ceci doit être une règle générale — que si le Gouvernement prend certaines mesures pour quelques villes, il ne pénalise pas les autres villes et communes. De ce fait, chaque ville bénéficiant du Fonds d'aide au redressement financier des communes, doit présenter entre autres un plan d'assainissement strict, approuvé par l'autorité de tutelle et accepté par le Gouvernement.

Ce qui précède n'est nullement une forme de « supertutelle ». Si cependant certaines villes demandent au pouvoir central une aide « extraordinaire », dans ce cas-ci sous forme de préfinancement et de garantie, il est de toute évidence que ce pouvoir pose certaines conditions « extraordinaires ». Ces conditions extraordinaires reflètent par ailleurs souvent les efforts de l'Etat dans sa politique générale de redressement de ses propres finances.

Dans le cadre de ce Fonds d'aide, on a accepté jusqu'à présent les plans d'assainissement d'Anvers, de Liège et de Bruxelles et sur cette base, on a prévu une intervention du Fonds d'aide précité en faveur de ces trois villes.

22 december 1983. — Koninklijk besluit nr. 232 tot vaststelling van de dotaties, voor het jaar 1984, van het Gemeentefonds en van het Fonds der provinciën.

31 december 1983. — Koninklijk besluit nr. 260 betreffende de bijzondere maatregelen die door de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de agglomeraties en federaties van gemeenten mogen worden genomen met het oog op de sanering en het herstel van de plaatselijke financiën.

31 december 1983. — Koninklijk besluit nr. 261 betreffende het verlof voor verminderde prestaties van sommige personeelsleden van de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de agglomeraties en federaties van gemeenten.

31 december 1983. — Koninklijk besluit nr. 262 tot wijziging van de wet van 29 juni 1976 tot wijziging van sommige bepalingen van de Gemeentewet, het Veldwetboek, de wetgeving op de pensioenregeling van het gemeentepersoneel en het daarmee gelijkgestelde personeel en tot regeling van sommige gevolgen van de samenvoegingen, aanhechtingen en wijzigingen van grenzen van gemeenten verwezenlijkt door de wet van 30 december 1975.

31 december 1983. — Koninklijk besluit nr. 263 tot wijziging van de regels voor het berekenen van de dotaties van het Gemeentefonds en van het Fonds der provinciën.

31 december 1983. — Koninklijk besluit nr. 264 tot wijziging van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming.

#### C. Commentaar

Koninklijk besluit nr. 208 van 23 september 1983 tot oprichting van een Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten.

Het gaat hier om een organisme van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid, dat op de kapitaalmarkt mag optreden als drager van de Staatswaarborg. Het is geplaatst onder de directe controle van de Ministers van Binnenlandse Zaken en Financiën, evenals onder deze van het Parlement, dat elk jaar de begroting van het departement van Binnenlandse Zaken goedkeurt.

Deze instelling zal onder vorm van prefinanciering de schuld spreiden van de steden die zich tot voornoemd Fonds richten. Verder is daarbij voorzien dat deze steden vanwege de Staat een tegemoetkoming ontvangen onder vorm van een interestsubsidie die onder de huidige omstandigheden 2 % bedraagt.

Hier dient evenwel onderlijnd te worden dat dit Hulpfonds in geen geval een loutere faciliteit betekent, toegekend aan bepaalde steden, zonder enige tegenprestatie van hun kant.

Het is inderdaad belangrijk — en dit moet een algemene regel zijn — dat de Regering, als zij bepaalde maatregelen neemt voor enkele steden, daarbij de andere steden en gemeenten niet penaliseert. Daarom moet elke stad, die zal genieten van het Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten, onder andere een streng saneringsplan voorleggen, dat de goedkeuring van de voogdij-overheid wegdraagt en daarbij door de Regering moet aanvaard worden.

Wat voorafgaat betekent geenszins een vorm van « supervoogdij ». Indien echter bepaalde steden een « buitengewone » hulp vragen aan de centrale overheid, in dit geval onder de vorm van prefinanciering en van waarborg, is het ook vanzelfsprekend dat diezelfde overheid bepaalde « buitengewone » voorwaarden stelt. Deze « buitengewone » voorwaarden zijn trouwens vaak de weergave van de inspanningen die de Staat zichzelf oplegt in de algemene lijn van het herstel van zijn eigen financiën.

In het raam van dit Hulpfonds werden tot nu toe saneringsplannen van Antwerpen, Luik en Brussel aanvaard en werd op grond hiervan een tussenkomst van voornoemd Hulpfonds voorzien voor deze drie steden.

L'arrêté prévoit la possibilité d'extension du champ d'application à d'autres villes et communes. Chaque extension devra faire l'objet d'un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Arrêté royal n° 232 du 22 décembre 1983 fixant les dotations, pour l'année 1984, du Fonds des Communes et du Fonds des Provinces.

Cet arrêté a été pris en dérogation de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976.

Il convient de signaler que déjà par le passé, les lois budgétaires et de programme successives ont dérogé aux règles d'attribution au Fonds des Communes et au Fonds des Provinces, prévues par la loi susmentionnée.

Cet arrêté prévoit, pour 1984, un taux d'accroissement des Fonds concernés égal à celui des dépenses courantes de l'Etat, exception faite des dépenses relatives à la dette publique et de celles résultant de l'arrêté royal n° 202 du 25 juillet 1983.

Il prévoit également que ce taux d'accroissement sera fixé en deux temps :

- une première fois par comparaison entre le projet de budget pour 1984 et le budget ajusté de 1983 (ce qui représente un accroissement provisoire de 4 %);
- une seconde fois par comparaison entre le budget ajusté de 1984 (soit après le contrôle budgétaire de février 1984) et le budget ajusté de 1983.

Divers arrêtés royaux numérotés ont donné aux communes des instruments pour leur permettre d'assumer leur responsabilité financière, mais toujours en leur offrant certaines facultés sans les obliger à y recourir.

Tous les arrêtés de pouvoirs spéciaux concernant les communes doivent être considérés comme un supplément aux instruments déjà existants, parmi lesquels, les communes peuvent choisir de manière autonome pour élaborer leurs plans d'assainissement.

Arrêté royal n° 260 du 31 décembre 1983 relatif aux mesures particulières qui peuvent être prises par les communes, les centres publics d'aide sociale, les agglomérations et fédérations de communes en vue du redressement et de l'assainissement des finances locales.

Cet arrêté offre la possibilité aux communes, aux centres publics d'aide sociale, aux agglomérations et aux fédérations de communes qui voudraient imposer des mesures spécifiques d'assainissement à leur personnel dans le cadre de programmes d'assainissement approuvés par la tutelle, d'imposer également ces mesures aux titulaires des grades légaux et à leurs mandataires politiques.

Tant les membres du personnel que les mandataires doivent d'ailleurs pouvoir contribuer à l'effort commun d'assainissement des finances de l'institution où ils travaillent.

Arrêté royal n° 261 du 31 décembre 1983 relatif au congé par prestations réduites de certains membres du personnel des communes, des centres publics d'aide sociale, des agglomérations et fédérations de communes.

Le présent arrêté permet à une commune, un centre public d'aide sociale, une agglomération ou une fédération de communes d'instaurer, dans le cadre d'un programme d'assainissement approuvé par la tutelle, un système de mise en congé par prestations réduites afin d'assurer le redressement des finances locales pour les membres de leur personnel, nommés à titre définitif et qui ont au moins 55 ans et 20 ans de service effectif et ont été en position d'activité de service les douze derniers mois.

Het besluit voorziet de mogelijkheid om de toepassing tot andere steden en gemeenten uit te breiden. Elke uitbreiding zal het voorwerp uitmaken van een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Koninklijk besluit nr. 232 van 22 december 1983 tot vaststelling van de dotaties, voor het jaar 1984, van het Gemeentefonds en van het Fonds der provinciën.

Dit besluit werd genomen in afwijking van de wet van 5 januari 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1975-1976.

Opgemerkt dient te worden dat door de opeenvolgende budgettaire en programmawetten voorheen al werd afgeweken van de toewijzingsregels van het Gemeentefonds en het Fonds der Provinciën, zoals voorzien bij vermelde wet.

Dit besluit voorziet voor 1984 een groeipercentage van de betrokken Fondsen die gelijk is aan die van alle lopende Staatsuitgaven, met uitzondering van de uitgaven betreffende de openbare schuld en van die voortvloeiende uit het koninklijk besluit nr. 202 van 25 juli 1983.

Het voorziet tevens dat het groeipercentage in twee tijden worden vastgesteld :

- een eerste maal door vergelijking tussen het ontwerp van begroting voor 1984 en de aangepaste begroting voor 1983 (wat een voorlopige aangroei van 4 % betekent);
- een tweede maal door vergelijking tussen de aangepaste begroting voor 1984 (d.w.z. bij de begrotingscontrole van februari 1984) en de aangepaste begroting voor 1983.

Verscheidene genummerde koninklijke besluiten hebben aan de gemeenten de middelen gegeven om hun toe te laten hun financiële verantwoordelijkheid op te nemen, steeds echter door hun bepaalde mogelijkheden te bieden zonder hen daarom te verplichten er beroep op te doen.

Alle bijzondere-machtenbesluiten m.b.t. de gemeenten moeten beschouwd worden als een aanvulling van het reeds bestaand instrumentarium, waaruit de gemeenten autonoom kunnen kiezen om saneringsplannen uit de werken.

Koninklijk besluit nr. 260 van 31 december 1983 betreffende de bijzondere maatregelen die door de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de agglomeraties en federaties van gemeenten mogen worden genomen met het oog de sanering en het herstel van de plaatselijke financiën.

Dit besluit biedt de mogelijkheid aan de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de agglomeraties en federaties van gemeenten, die aan hun personeel specifieke saneringsmaatregelen zouden willen opleggen in het raam van door de voogdijoverheid goedgekeurde saneringsprogramma's, deze maatregelen eveneens op te leggen aan de titularissen van de wettelijke graden en aan hun politieke mandatarissen.

Immers zowel de personeelsleden als de mandatarissen moeten kunnen bijdragen tot de gemeenschappelijke inspanning tot sanering van de financiën van de instelling die ze tewerkstelt.

Koninklijk besluit nr. 261 van 31 december 1983 betreffende het verlof voor verminderde prestaties van sommige personeelsleden van de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de agglomeraties en federaties van gemeenten.

Dit besluit stelt een gemeente, een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een agglomeratie of een federatie van gemeenten, in de gelegenheid, in het raam van een door de voogdijoverheid goedgekeurd saneringsprogramma, een regeling van verlof voor verminderde prestaties met het oog op het herstel van de plaatselijke financiën te organiseren voor de leden van hun personeel die in vast verband benoemd zijn en die minstens 55 jaar oud zijn, 20 jaar werkelijke dienst hebben en een dienstactiviteit hebben uitgeoefend gedurende de laatste twaalf maanden.



Ce congé permet aux agents les plus âgés d'effectuer des prestations à mi-temps tout en conservant les trois quarts du traitement.

La mesure est limitée dans le temps, limitée aux communes, agglomérations et fédérations de communes qui ont adopté un programme d'assainissement approuvé par la tutelle. Par ailleurs, l'objectif de redressement est rencontré pour les institutions locales, qui économisent 25 % du traitement d'activité des bénéficiaires, lesquels ne peuvent être remplacés et doivent en outre être mis à la pension d'office à 60 ans accomplis.

Arrêté royal n° 262 du 31 décembre 1983 portant modification de la loi du 29 juin 1976 modifiant certaines dispositions de la Loi communale, du Code rural, de la législation sur le régime de pensions du personnel communal et assimilé et réglant certaines conséquences des fusions, annexions et rectifications des limites des communes réalisées par la loi du 30 décembre 1975.

En vertu de la loi susmentionnée, et lors d'unions et de modifications des frontières des communes exécutées en 1976, tout agent cumulant un emploi principal avec un ou des emplois accessoires est mis d'office en position d'attente dans son ou ses emplois accessoires, pour autant que le conseil communal n'en ait pas décidé autrement dans les douze mois de son installation. En outre, l'agent mis en position d'attente bénéficie à ce titre d'un traitement d'attente égal à son dernier traitement d'activité et ce, jusqu'à ce qu'il remplisse les conditions minimales requises pour solliciter sa pension de retraite.

Le présent arrêté royal tend à autoriser les communes et les centres publics d'aide sociale, en vue de l'exécution d'un programme d'assainissement, à réduire ou à supprimer, pour le futur, les traitements d'attente susmentionnés.

Néanmoins, le traitement d'attente dont a bénéficié l'agent à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1977 du chef du cumul d'un emploi principal avec un ou des emplois accessoires est maintenu, lorsque ce traitement constitue son seul revenu professionnel.

Arrêté royal n° 264 du 31 décembre 1983 modifiant la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile.

En vertu de l'arrêté royal n° 264 du 31 décembre 1983, les communes qui ont été désignées comme centres de groupe régional en matière de protection incendie, peuvent désormais s'entendre, dans le cadre d'un plan d'assainissement de leurs finances communales, avec d'autres communes de leur groupe régional afin de constituer une association intercommunale d'incendie.

Ainsi, la charge financière trop lourde de l'organisation d'un service régional d'incendie, dont les missions débordent le territoire d'une seule commune, pourra être assumée par l'association intercommunale en vue de permettre une réduction de cette charge par une adaptation du statut du personnel et de la structure d'organisation d'un tel service.

Jusqu'à présent, seule la ville de Liège souhaite utiliser cette possibilité et s'est engagée à céder son service régional d'incendie à une association intercommunale d'incendie, encore à constituer.

Arrêté royal n° 263 du 31 décembre 1983 modifiant les règles de calcul des dotations du Fonds des Communes et du Fonds des Provinces.

La loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976 a mis au point un mécanisme fixe pour l'accroissement du Fonds des Provinces et du Fonds des Communes dont les dotations annuelles devaient correspondre à, respectivement,

Dit verlof maakt het de oudste personeelsleden mogelijk half-tijdse prestaties te leveren met het behoud van de drie vierden van de wedde.

De maatregel is beperkt in de tijd en tot de gemeenten, agglomeraties en federaties van gemeenten die een door de voogdijoverheid goedgekeurd saneringsprogramma hebben aangenomen. Het oogmerk van herstel wordt bereikt voor de plaatselijke instellingen die 25 % besparen op de activiteitswedde van de begunstigen, die niet mogen worden vervangen en bovendien op pensioen moeten worden gesteld op de volle leeftijd van 60 jaar.

Koninklijk besluit nr. 262 van 31 december 1983 tot wijziging van de wet van 29 juni 1976 tot wijziging van sommige bepalingen van de Gemeentewet, het Veldwetboek, de wetgeving op de pensioenregeling van het gemeentepersoneel en het daarmee gelijkgestelde personeel en tot regeling van sommige gevolgen van de samenvoegingen, aanhechtingen en wijzigingen van grenzen van gemeenten verwezenlijkt door de wet van 30 december 1975.

Ingevolge bovenvermelde wet werd, bij de samenvoegingen en grenswijzigingen van de gemeenten doorgevoerd in 1976, elk personeelslid, dat een hoofdbetrekking cumuleerde met één of meer bijbetrekkingen, automatisch in wachtstand geplaatst in zijn bijkomende betrekking(en), voor zover de gemeenteraad niet anders besliste binnen de twaalf maanden na de installatie. Het personeelslid dat aldus in wachtstand is geplaatst, geniet een wachtgeld dat gelijk is aan zijn laatste activiteitswedde en dit tot op het ogenblik dat het aan de minimumvoorwaarden voldoet om een rustpensioen te verkrijgen.

Het huidig koninklijk besluit wil het de gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn mogelijk maken met het oog op de uitvoering van een saneringsprogramma bovenvermelde wachtgeldten voor de toekomst te verminderen of af te schaffen.

Niettemin blijft het wachtgeld, dat het personeelslid vanaf 1 januari 1977 heeft ontvangen uit hoofde van cumulatie van een hoofdbetrekking met één of meer bijbetrekkingen behouden, wanneer dit wachtgeld zijn enig beroepsinkomen uitmaakt.

Koninklijk besluit nr. 264 van 31 december 1983 tot wijziging van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming.

Krachtens het koninklijk besluit nr. 264 van 31 december 1983 kunnen die gemeenten welke inzake brandbeveiliging als gewestelijk groepscentrum aangeduid werden voortaan, in het raam van een saneringsplan van hun gemeentelijke financiën, zich verstaan met andere gemeenten van hun gewestelijke groep ten einde een intercommunale brandweervereniging op te richten.

Aldus kan de te zware financiële last van de organisatie van een gewestelijke brandweerdienst, wiens opdrachten het grondgebied van één enkele gemeente overschrijden, door de intercommunale vereniging overgenomen worden om toe te laten die last te verminderen door een aanpassing van het personeelsstatuut en van de organisatiestructuur van de dienst.

Tot nog toe wenst enkel de stad Luik van die mogelijkheid gebruik te maken en heeft zich ertoe verbonden om zijn gewestelijke brandweerdienst over te dragen naar een nog op te richten intercommunale brandweervereniging.

Koninklijk besluit nr. 263 van 31 december 1983 tot wijziging van de regels voor het berekenen van de dotaties van het Gemeentefonds en van het Fonds der Provinciën.

De wet van 5 januari 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1975-1976 heeft een vast mechanisme ingesteld voor de stijging van het Fonds der Provinciën en van het Gemeentefonds, waarvan de jaarlijkse dotaties moesten overeenkomen respectie-

0,933 % et 7,65 % du total des recettes fiscales courantes de l'Etat.

En réalité, cette loi n'a été appliquée qu'en 1977 et en 1978; depuis 1979, en effet, pour des raisons liées aux indispensables restrictions budgétaires, tous les Gouvernements successifs, quelle que soit leur composition, ont dérogé à la loi de 1976 en vue de freiner l'accroissement du Fonds des Communes et des Provinces.

Conscient de la nécessité de formuler de nouvelles règles de calcul stables et réalistes, pour fixer les dotations annuelles des Fonds précités, le Gouvernement actuel a, dans l'accord qui a présidé à sa constitution, manifesté l'intention de lier l'accroissement de ces dotations à la norme d'accroissement de l'ensemble des dépenses courantes de l'Etat, à l'exception de la charge de la dette publique.

En exécution de l'accord gouvernemental, les dotations pour les Fonds des Communes et des Provinces furent ainsi fixées par arrêté numéroté pour les années 1982, 1983 et 1984.

L'objet du présent arrêté royal est de concrétiser ce point de l'accord de Gouvernement pour les années futures.

Ce projet prévoit que le taux d'accroissement des Fonds concernés sera chaque année fixé en deux temps :

- une première fois, de manière provisoire, par comparaison entre le budget de l'Etat pour l'année qui donne son millésime aux dotations concernées et le budget ajusté de l'année précédente;
- une seconde fois, de manière définitive, après les derniers ajustements budgétaires.

De la sorte, le taux d'accroissement annuel des Fonds en cause correspondra exactement aux taux d'accroissement réel des dépenses de l'Etat calculé de budget ajusté à budget ajusté, à l'exception, toujours, des dépenses relatives à la dette publique.

Enfin, le présent arrêté prévoit que le nouveau mode de calcul sera appliqué pour la première fois aux dotations des Fonds concernés pour l'année 1985.

## II. — MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

### A. Base légale

L'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup>, e), de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi dispose :

« Afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques et la création d'emplois, le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :

» 1<sup>o</sup> de limiter ou de réduire les dépenses publiques, notamment en fixant le montant et les modalités d'octroi des subventions, indemnités et allocations qui sont en tout ou en partie, directement ou indirectement, à charge de l'Etat;

» 8<sup>o</sup> de réaliser un programme de sauvegarde et de promotion de l'emploi et de résorption du chômage :

» e) par la promotion du travail à temps partiel; »

C'est sur base de cet article que se fondent les trois arrêtés royaux de pouvoirs spéciaux pris en matière de Fonction publique.

### B. Énumération des arrêtés

1) Arrêté royal n° 259 relatif à la durée des prestations des agents dans certains services publics pendant la première année de service;

velijk met 0,933 % en 7,65 % van de totale lopende belastingsoptvangsten van de Staat.

In werkelijkheid werd die wet slechts in 1977 en 1978 toegepast; sinds 1979 hebben alle opeenvolgende Regeringen, welke ook hun samenstelling was, om onontbeerlijke begrotingsredenen afgeweken van de wet van 1976 ten einde de groei van het Gemeentefonds en het Fonds der Provinciën af te remmen.

Bewust van de noodzakelijkheid nieuwe stabiele en realistische berekeningsregels te formuleren, ten einde de jaarlijkse dotaties van voornoemde Fondsen vast te stellen, heeft de huidige Regering in het akkoord dat haar samenstelling is voorafgegaan de intentie uitgedrukt de stijging van deze dotaties te koppelen aan de groeivoet van het geheel van de lopende Staatsuitgaven met uitzondering van de last van de openbare schuld.

In uitvoering van het Regeerakkoord werden de dotaties voor het Gemeente- en het Fonds der Provinciën voor de jaren 1982, 1983 en 1984 vastgesteld bij genummerd koninklijk besluit.

Het huidig koninklijk besluit beoogt de concretisering van dit punt van het Regeerakkoord voor de volgende jaren.

Dit besluit bepaalt dat het stijgingspercentage van bedoelde Fondsen ieder jaar in twee tijden zal worden vastgesteld :

- een eerste maal en voorlopig, door vergelijking tussen de Staatsbegroting voor het jaar waarnaar de betrokken dotaties worden genoemd en de aangepaste begroting van het vorig jaar;
- een tweede maal, en definitief, na de laatste begrotingsaanpassingen.

Op die wijze zal het jaarlijks stijgingspercentage van de betrokken Fondsen precies overeenkomen met het werkelijk stijgingspercentage van de Staatsuitgaven berekend van aangepaste begroting tot aangepaste begroting, met uitzondering steeds van de uitgaven betreffende de openbare schuld.

Tenslotte bepaalt dit besluit dat de nieuwe wijze van berekening voor het eerst wordt toegepast op de dotaties van de betrokken Fondsen voor het jaar 1985.

## II. — MINISTER VAN HET OPENBAAR AMBT

### A. Wettelijke grondslag

Artikel 1, 1<sup>o</sup> en 8<sup>o</sup>, e), van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning bepaalt :

« Met het oog op het economisch en financieel herstel, de vermindering van de openbare lasten, de gezondmaking van de openbare financiën en het scheppen van werkgelegenheid, kan de Koning bij in Ministerraad overlegde besluiten, alle nuttige maatregelen nemen ten einde :

» 1<sup>o</sup> de openbare uitgaven te beperken of te verminderen, onder meer door het bedrag en de toekenningsmodaliteiten van de subsidies, vergoedingen en uitkeringen vast te stellen die, geheel of ten dele, rechtstreeks of onrechtstreeks, ten laste van de Staat zijn;

» 8<sup>o</sup> een programma tot vrijwaring en bevordering van de werkelegenheid en tot opslorping van de werkloosheid te verwezenlijken, door :

» e) bevordering van de deeltijdse arbeid; »

Op dit artikel berusten de drie koninklijke besluiten die genomen werden inzake het Openbaar Ambt, op grond van de bijzondere machten.

### B. Opsomming der besluiten

1) Koninklijk besluit nr. 259 betreffende de duur der prestaties der personeelsleden in sommige overheidsdiensten tijdens het eerste jaar na de indienstneming;



2) Arrêté royal n° 279 relatif au paiement à terme échu des traitements de certains agents du secteur public;

3) Arrêté royal n° 280 modifiant la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public.

### C. Commentaire

1. L'arrêté royal n° 259 relatif à la durée des prestations des agents dans certains services publics pendant la première année de service.

L'arrêté s'applique aux agents recrutés ou engagés pour la première fois après le 31 décembre 1983 dans les ministères et les organismes d'intérêt public qui dépendent de l'Etat à l'exception de certains organismes soumis à des plans d'assainissement et de certaines institutions financières publiques.

Pendant leur première année de service, les prestations des agents seront limitées à 4/5 temps avec traitement proportionnel à la durée de ces prestations.

L'objectif poursuivi par le Gouvernement est de pouvoir effectuer des recrutements dans les ministères et certains organismes d'intérêt public, tout en poursuivant l'objectif d'assainissement des finances publiques.

Ces deux objectifs, en matière d'emploi et en matière budgétaire, sont difficiles à concilier entre eux. En effet, l'assainissement budgétaire devrait normalement impliquer un blocage des recrutements.

Il convient à cet égard de se rappeler que par décision du 31 juillet 1982, le Gouvernement décidait que le nombre d'agents sur l'ensemble de l'année 1983 devait être de 1,5 % inférieur au nombre d'agents rémunérés par le budget de l'Etat au 31 mars 1982. Cette réduction devait s'effectuer par le non-remplacement des départs naturels.

Vu l'évolution de l'emploi et en dérogation à la politique de réduction des effectifs qu'il s'était initialement fixée, le Gouvernement décidait, en juillet 1983, de maintenir l'emploi et de fixer un contingent pour 1983 et 1984 dans les ministères et certains organismes d'intérêt public au niveau des effectifs du 31 janvier 1983.

Au lieu de ne remplacer les départs naturels que partiellement et après une longue période de blocage de recrutements, le Gouvernement décidait donc la reprise de ceux-ci et le remplacement intégral de tous les départs naturels en 1984.

C'est ainsi que pour l'année 1984, et dans le secteur où le maintien de l'emploi a été décidé, environ 3 000 agents seront recrutés.

Pour que ces recrutements soient néanmoins compatibles avec les objectifs d'assainissement budgétaire, il a été décidé de limiter, pendant la première année de service, la durée des prestations et le traitement des agents nouvellement recrutés à 80 % des prestations et du traitement correspondant à un emploi à temps plein.

Cette mesure de limitation de la durée des prestations, avec traitement proportionnel, permettra en effet de diminuer le coût des recrutements à charge du budget de l'Etat et donc de limiter les dépenses publiques au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la loi de pouvoirs spéciaux, sans que les traitements ne soient toutefois, à durée de prestations égaux, réduits.

De même, il est évident que sans la mesure qui fait l'objet de l'arrêté, le Gouvernement n'aurait pu assurer la reprise des recrutements et contribuer ainsi à sauvegarder l'emploi.

2) Koninklijk besluit nr. 279 betreffende de betaling na vervallen termijn van de wedden van sommige personeelsleden van de openbare sector;

3) Koninklijk besluit nr. 280 tot wijziging van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector.

### C. Commentaar

1. Het koninklijk besluit nr. 259 betreffende de duur der prestaties der personeelsleden in sommige overheidsdiensten tijdens het eerste jaar na de indienstneming.

Het besluit is toepasselijk op de ambtenaren die na 31 december 1983 voor het eerst zijn aangeworven of in dienst genomen in de ministeries en de instellingen van openbaar nut die afhangen van de Staat, met uitzondering van sommige instellingen die aan saneringsplannen onderworpen zijn en van sommige openbare financiële instellingen.

Tijdens hun eerste jaar dienst zullen de prestaties van deze ambtenaren tot 4/5 tijd worden beperkt, met wedde die evenredig is aan de duur van deze prestaties.

Het door Regering beoogde doel bestaat erin in de ministeries en sommige instellingen van openbaar nut wervingen te kunnen verrichten en tegelijk het gezondmaken der openbare financiën verder na te streven.

Deze twee doelstellingen, inzake tewerkstelling en budgettaire aangelegenheden, zijn onderling moeilijk te verzoenen. Een budgettaire sanering zou immers normaal een blokkering van de wervingen met zich brengen.

In dit verband dient eraan herinnerd dat, bij beslissing van 31 juli 1982, de Regering besloot dat het aantal ambtenaren, voltijds berekend en op het gehele jaar 1983, 1,5 % lager moest liggen dan het aantal door de Staatsbegroting bezoldigde ambtenaren op 31 maart 1982. Deze vermindering diende te geschieden door het niet vervangen der natuurlijke afvloeiingen.

Gelet op de evolutie van de tewerkstelling en bij afwijking van het beleid tot vermindering der personeelssterkte, die ze oorspronkelijk had uitgestippeld, besloot de Regering in juli 1983 de tewerkstelling te behouden alsmede voor 1983 en voor 1984 in de ministeries en instellingen van openbaar nut een contingent te bepalen op het peil van de personeelsbezetting van 31 januari 1983.

In plaats van de natuurlijke afvloeiingen slechts gedeeltelijk en na een lange periode van blokkering der wervingen te vervangen, besloot de Regering dus tot het hervatten van deze wervingen en tot de integrale vervanging van alle natuurlijke afvloeiingen in 1984.

Aldus zullen voor het jaar 1984 en in de sector waar tot het behoud van de tewerkstelling werd besloten, ongeveer 3 000 ambtenaren worden aangeworven.

Opdat deze wervingen niettemin verenigbaar zouden zijn met de doelstellingen inzake budgettaire sanering, werd besloten tijdens het eerste jaar dienst, de duur der prestaties en de wedde der nieuw aangeworven ambtenaren te beperken tot 80 % van de prestaties en de wedde die met een voltijdse betrekking overeenstemmen.

Deze maatregel tot beperking van de duur der prestaties met evenredige wedde zal het inderdaad mogelijk maken de kosten van de werving ten laste van de Staatsbegroting te verminderen en dus de openbare uitgaven in de zin van artikel 1, 1<sup>o</sup>, van de wet op de bijzondere machten te beperken, zonder dat de wedden, bij gelijke duur van prestaties, verminderd worden.

Zonder de maatregel, die het voorwerp van het besluit uitmaakt, had de Regering vanzelfsprekend niet de wervingen kunnen hervatten en aldus tot het behoud van de tewerkstelling kunnen bijdragen.

Les dispositions de l'arrêté ont donc aussi clairement pour but de promouvoir une forme de travail à temps partiel obligatoire, destiné à permettre une embauche qui, sans cela, aurait été inférieure d'environ 600 unités pour l'année 1984.

Il s'agit donc bien d'une mesure de sauvegarde de l'emploi au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>, de la loi du 6 juillet 1983.

2. L'arrêté royal n° 279 relatif au paiement à terme échu des traitements de certains agents du secteur public.

Cet arrêté s'inscrit dans le cadre de l'objectif d'assainissement budgétaire que le Gouvernement s'est fixé pour l'année 1984. Il doit permettre une économie sur la masse salariale directement ou indirectement à charge de l'Etat. La justification de cette économie a été donnée dans l'exposé général du budget (voir budget des recettes et des dépenses pour 1984. *Exposé général*, Chambre, 1983-1984, Doc. n° 4, p. 8), joint au Budget de Voies et Moyens, lequel a été approuvé en décembre par le Parlement (loi du 29 décembre 1983 contenant le Budget de Voies et Moyens pour l'année budgétaire 1984).

L'arrêté royal n° 279 concrétise les dispositions résultant de la négociation de septembre 1983 avec les organisations syndicales du secteur public. Il organise le passage au mois de juillet 1984 du paiement anticipatif au paiement à terme échu des traitements des agents dans l'ensemble du secteur public, à l'exclusion des services relevant du pouvoir législatif, des administrations locales et de certaines institutions financières publiques.

Les agents recevront le 1<sup>er</sup> juillet 1984 leurs allocations de fin d'année pour 1983 et 1984, ainsi qu'une prime de décalage le 30 novembre 1984, ceci afin d'atténuer les effets du passage au paiement à terme échu.

En outre, les agents percevant un traitement mensuel inférieur ou égal à 70 000 francs brut, auront la garantie d'obtenir le 1<sup>er</sup> juillet l'équivalent net de leur traitement. Cette garantie vaudra aussi pour les agents qui, pour divers motifs, n'auraient droit à aucune prime de fin d'année pour 1983 ni pour 1984, ou qui n'auraient droit qu'à des primes incomplètes. Pour ceux-ci toutefois, une récupération sur la prime de décalage sera effectuée sans que la récupération puisse excéder cette prime.

A partir du mois de juillet 1984, les traitements des agents visés par le présent arrêté seront payés à terme échu, à savoir le dernier jour ouvrable du mois, sauf le paiement du traitement de décembre qui aura lieu le premier jour ouvrable du mois de janvier de l'année suivante. Il en ira de même des allocations ainsi que de tout autre élément de la rémunération payée en même temps que le traitement, à l'exception des allocations familiales, non visées par le présent arrêté.

3. Arrêté royal n° 280 modifiant la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public.

Les dispositions de l'arrêté n° 280 modifient la loi du 3 juillet 1967 sur les accidents de travail et les maladies professionnelles dans le secteur public. Tant dans ce secteur que dans le secteur privé, l'accident de travail privé, l'accident de travail qui entraîne une incapacité permanente donne droit à une rente calculée sur base du taux d'incapacité et de la rémunération. Il en va de même pour les maladies professionnelles.

La rémunération à prendre en considération est toutefois plafonnée.

C'est ainsi que la législation actuellement applicable au secteur public stipule que le plafond de rémunération y est le même que celui pratiqué pour le secteur privé. Ce plafond est indexable

De bepalingen van het besluit hebben dus duidelijk tot doel een vorm van verplichte deeltijdse arbeid te stimuleren, die bestemd is om indienstnemingen mogelijk te maken, die anders voor het jaar 1984 ongeveer 600 eenheden lager zou gelegen hebben.

Het gaat dus wel om een maatregel tot behoud van de tewerkstelling in de zin van artikel 1, 8<sup>o</sup>, van de wet van 6 juli 1983.

2. Het koninklijk besluit nr. 279 betreffende de betaling na vervallen termijn voor de wedden van sommige personeelsleden van de openbare sector.

Dit besluit maakt deel uit van de doelstelling tot budgettaire sanering die de Regering voor het jaar 1984 heeft gesteld. Het moet een besparing mogelijk maken op de loonmassa die rechtstreeks of onrechtstreeks ten laste van de Staat valt. De rechtvaardiging van deze besparing werd gegeven in de algemene toelichting van de begroting (zie begroting van ontvangsten en uitgaven voor 1984. *Algemene toelichting*, Kamer, 1983-1984, *Stuk* nr. 4, blz. 8), gevoegd bij de Rijksmiddelenbegroting die in december door het Parlement werd goedgekeurd (wet van 29 december 1983 op de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1984).

Het koninklijk besluit nr. 279 concretiseert de bepalingen die voortvloeien uit de onderhandeling van september 1983 met de vakorganisaties van de openbare sector. Het organiseert de overgang in de maand juli 1984 van de betaling vooraf naar de betaling na vervallen termijn van de wedden van de ambtenaren in de gehele openbare sector, met uitzondering van de diensten die ressorteren onder de wetgevende macht, de plaatselijke besturen en sommige openbare financiële inrichtingen.

De ambtenaren zullen op 1 juli 1984 hun eindejaarstoelagen, voor 1983 en 1984 ontvangen, en tevens een overbruggingspremie op 30 november 1984, teneinde de gevolgen te verzachten van de overgang van de betaling na vervallen termijn.

Bovendien zullen de ambtenaren die een maandwedde ontvangen die lager ligt dan, of gelijk is aan 70 000 frank bruto, de waarborg hebben dat ze op 1 juli het netto-equivalent van hun wedde ontvangen. Deze waarborg zal ook gelden voor de ambtenaren die, om verschillende redenen, geen recht op een eindejaarspremie voor 1983 noch voor 1984 zouden hebben of die slechts recht zouden hebben op onvolledige premies. Voor hen zal evenwel een terugvordering op de overbruggingspremie gebeuren, zonder dat de terugvordering deze premie mag overschrijden.

Vanaf de maand juli 1984 zullen de wedden van de ambtenaren waarop dit besluit slaat, betaald worden na vervallen termijn, met name op de laatste werkdag van de maand, behalve de uitbetaling van de wedde van december, die zal gebeuren op de eerste werkdag van de maand januari van het volgend jaar. Hetzelfde zal gelden samen voor de toelagen en voor elk ander weddebestanddeel die samen met de wedde worden uitbetaald, met uitzondering van de kinderbijslagen, waarop dit besluit niet toepasselijk is.

3. Koninklijk besluit nr. 280 tot wijziging van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector.

De bepalingen van het besluit nr. 280 wijzigen de wet van 3 juli 1967 op de arbeidsongevallen en de beroepsziekten in de overheidssector. Zowel in die sector als in de privé-sector geeft het arbeidsongeval dat een blijvende arbeidsongeschiktheid te weegbrengt recht op een rente die wordt berekend op basis van de graad van ongeschiktheid en van de wedde. Hetzelfde geldt voor de beroepsziekten.

De in aanmerking te nemen bezoldiging is evenwel begrensd.

Aldus bepaalt de thans op de overheidssector toepasselijke wetgeving dat de bezoldigingsgrens er dezelfde is als die welke wordt toegepast voor de privé-sector. Deze grens is indexeerbaar

depuis 1971. Mais dans le secteur public, à la différence du secteur privé, on prend comme base de comparaison les traitements tels qu'ils sont fixés dans les statuts pécuniaires, c'est-à-dire à 100 % et donc avant index. Ce qui aboutit au relèvement progressif de ce plafond, et donc virtuellement à sa suppression.

L'arrêté n° 280 rétablit le plafond en le fixant à 710 496 francs, soit la valeur du plafond initial (300 000 francs) réajusté à l'index actuel. Il n'entrera en vigueur qu'au moment où les traitements à 100 % auront eux aussi été réajustés à l'index actuel dans les statuts pécuniaires (projets en cours). Ce plafond sera désormais fixe pour le secteur public, c'est-à-dire non indexable.

Quant au mode de calcul proposé, il est inverse de celui utilisé pour le secteur privé (vu la nécessaire référence aux statuts pécuniaires), mais le résultat est identique.

L'arrêté prévoit en outre d'exclure les maladies professionnelles du système de conversion de la rente en capital. Pour les accidents de travail, lorsque le taux d'invalidité est inférieur à 10 %, on paie non une rente mensuelle, mais un capital. La liquidation du capital ne peut néanmoins intervenir avant l'expiration d'un délai de révision. Ce délai permet de revoir le taux d'invalidité endéans les trois ans qui suivent la consolidation, c'est-à-dire la première constatation de l'incapacité (celle-ci pouvant évoluer). Il est à remarquer que pendant ce délai, une rente mensuelle est versée.

En ce qui concerne les maladies professionnelles, la révision peut forcément toujours intervenir, sans limitation de délai. C'est pourquoi, l'arrêté exclut pour ceux qui en sont victimes, la possibilité d'obtenir un capital au lieu d'une rente. Une révision à la baisse devrait en effet impliquer une récupération du capital perçu en trop par la victime, ce qui est irréalisable tant pour des raisons pratiques évidentes que pour des raisons juridiques (étant donné que les effets de la révision ne sont pas rétroactifs à la date de la consolidation, mais à la date de la demande en révision qui est ultérieure).

Il ressort du commentaire qui précède que l'arrêté s'inscrit clairement dans un objectif de limitation des dépenses publiques, tant en éliminant le rehaussement progressif du plafond de rémunération que par les autres mesures prévues, lesquelles se traduiront également par des économies par rapport à la situation actuelle. Le fondement légal est donc l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

### § 3. Ministre des Affaires économiques et Secrétaire d'Etat à l'Energie

#### A. Base légale

Article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup>, et l'article 2, § 2, de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, déterminent ce qui suit :

« Article 1<sup>er</sup>. — Afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques et la création d'emplois, le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :

» 1<sup>o</sup> de limiter ou de réduire les dépenses publiques, notamment en fixant le montant et les modalités d'octroi des subventions, indemnités et allocations qui sont en tout ou en partie, directement ou indirectement, à charge de l'Etat;

» 2<sup>o</sup> d'assurer l'équilibre financier de l'ensemble des régimes de sécurité sociale des travailleurs salariés et des indépendants en

sinds 1971. Maar in de overheidssector neemt men, in tegenstelling tot de privé-sector, de wedden als grondslag zoals ze zijn vastgesteld in de bezoldigingsregelingen, d.w.z. tegen 100 % en dus vóór de indexering. Dit leidt tot het geleidelijk verhogen van de maximumgrens en dus virtueel tot de opheffing ervan.

Het besluit nr. 280 stelt de maximumgrens opnieuw vast en bepaalt ze op 710 496 frank wat de waarde is van de oorspronkelijke grens (300 000 frank) aangepast aan de huidige index. Het zal slechts van kracht worden op het ogenblik dat de wedden tegen 100 % in de bezoldigingsregelingen eveneens zullen heraanangepast zijn aan de huidige index (aan deze ontwerpen wordt thans gewerkt). Deze grens zal voortaan vastliggen voor de overheidssector, d.w.z. niet indexeerbaar zijn.

Wat de voorgestelde berekeningswijze betreft, die is het omgekeerde van die welke in de privé-sector wordt gebruikt (gelet op de noodzakelijke verwijzing naar de bezoldigingsregelingen), maar het resultaat is hetzelfde.

Het besluit wil tevens de beroepsziekten uitsluiten van het systeem van omzetting van de rente in kapitaal. Voor de arbeidsongevallen betaalt men, wanneer de invaliditeitsgraad lager ligt dan 10 %, niet een maandelijkse rente, maar een kapitaal. De vereffening van het kapitaal kan evenwel niet plaatshebben voor het verstrijken van een herzieningstermijn. Deze termijn maakt het mogelijk de invaliditeitsgraad te herzien binnen de drie jaar volgend op de consolidatie, d.w.z. de eerste vaststelling van de ongeschiktheid (deze kan evolueren). Op te merken valt dat, tijdens deze termijn, een maandelijkse rente wordt gestort.

Indake de beroepsziekten kan de herziening uiteraard altijd plaatshebben, zonder beperking van termijn. Daarom sluit het ontwerp voor hen die er het slachtoffer van zijn, de mogelijkheid uit om een kapitaal te bekomen i.p.v. een rente. Een herziening in de zin van een verlaging zou inderdaad een terugvordering moeten impliceren van het teveel door het slachtoffer geïnde kapitaal, wat om evidente praktische redenen onmogelijk is, zowel als om juridische redenen (vermits de gevolgen van de herziening geen terugwerkende kracht hebben tot op de datum van de consolidatie, maar tot op de datum van de vraag tot herziening, die later valt).

Uit de bespreking hierboven volgt dat het besluit duidelijk een vermindering van de openbare uitgaven beoogt, zowel door de progressieve verhoging van het bezoldigingsplafond ongedaan te maken als door de andere voorziene maatregelen die eveneens een besparing betekenen ten opzichte van de bestaande toestand. De wettelijke basis is bijgevolg artikel 1, 1<sup>o</sup>, van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

### § 3. Minister van Economische Zaken en Staatssecretaris voor Energie

#### A. Wettelijke grondslag

Artikel 1, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> en 9<sup>o</sup>, en artikel 2, § 2, van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning bepalen wat volgt :

« Artikel 1. — Met het oog op het economisch en financieel herstel, de vermindering van de openbare lasten, de gezondmaking van de openbare financiën en het scheppen van werkgelegenheid, kan de Koning bij in Ministerraad overlegde besluiten, alle nuttige maatregelen nemen ten einde :

» 1<sup>o</sup> de openbare uitgaven te beperken of te verminderen, onder meer door het bedrag en de toekenningsmodaliteiten van de subsidies, vergoedingen en uitkeringen vast te stellen die, geheel of ten dele, rechtstreeks of onrechtstreeks, ten laste van de Staat zijn;

» 2<sup>o</sup> het financieel evenwicht van het geheel van de stelsels van de sociale zekerheid van de werknemers en van de zelfstandigen

veillant, en ce qui concerne les revenus de remplacement et autres allocations sociales, à sauvegarder intégralement le pouvoir d'achat des personnes les moins favorisées et sans porter atteinte aux principes généraux qui régissent chacun des régimes de la sécurité sociale, tels qu'ils sont énumérés, en ce qui concerne les travailleurs salariés, aux articles 5 à 13, de la loi du 29 juin 1981 établissant des principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés;

» 3° en ce qui concerne les organismes d'intérêt public, les établissements publics relevant de l'Etat, ainsi que de toute institution de droit belge qui répond à des besoins collectifs d'intérêt général et dans la création ou la direction de laquelle on constate la prépondérance de l'Etat;

» a) d'en opérer la suppression, la transformation, la réorganisation ou la fusion et d'adapter à cette fin le statut du personnel;

» b) d'en améliorer le fonctionnement, l'organisation, la gestion et l'activité ainsi que d'en renforcer le contrôle;

» c) d'en limiter les dépenses de fonctionnement;

» 7° d'assurer la restructuration et la viabilité des entreprises des secteurs considérés par l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VI, 4°, deuxième partie, 1°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, comme secteurs relevant de la politique nationale et, dans le cadre de cette restructuration et afin d'assurer cette viabilité, de fixer des règles spécifiques en matière de rémunérations, d'indemnités et d'avantages, en ce compris toute forme d'indemnités aux administrateurs et commissaires dans les entreprises de ces mêmes secteurs, par dérogation aux lois, conventions collectives, conventions individuelles et décisions unilatérales de l'employeur pour autant que soient respectées les dispositions relatives à la garantie du salaire mensuel minimum moyen prévues par les conventions collectives du travail nos 21 et 23 des 15 mai 1975 et 25 juillet 1975;

» 9° de fixer les modalités:

» a) d'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi prévue au chapitre II de l'arrêté royal n° 180 du 30 décembre 1982 portant certaines mesures en matière de modération des rémunérations;

» b) du contrôle de cette modération et de son utilisation;

» c) de diminution des cotisations patronales de sécurité sociale visée par l'arrêté royal n° 157 du 30 décembre 1982 modifiant la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés;

» Art. 2, § 2. Sous réserve du § 1<sup>er</sup>, les arrêtés visés à l'article 1<sup>er</sup> peuvent, en cas d'urgence, être pris sans qu'il faille solliciter les avis ou attendre les propositions prescrits par des dispositions autres que celles de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980. »

#### B. Enumération des arrêtés

— Arrêté royal n° 229 modifiant l'arrêté royal n° 20 du 23 mars 1982 concernant l'émission d'actions privilégiées sans droit de vote dans le cadre de la restructuration de l'industrie textile (*Moniteur belge* du 16 décembre 1983);

— Arrêté royal n° 245 relatif à l'émission d'actions privilégiées sans droit de vote dans le cadre de la restructuration de l'industrie sidérurgique (*Moniteur belge* du 21 janvier 1984);

— Arrêté royal n° 246 modifiant l'arrêté royal n° 18 du 18 mars 1982 portant réglementation et organisation du contrôle de l'usage de l'effet de la politique de modération dans les entreprises (*Moniteur belge* du 21 janvier 1984);

te verzekeren, erover wakend dat, wat de vervangingsinkomens en de andere sociale vergoedingen betreft, de koopkracht van de minstbegoeden integraal beveiligd wordt en zonder afbreuk te doen aan de algemene beginselen in elk der stelsels van de sociale zekerheid zoals zij voor wat de werknemers betreft reeds werden opgesomd in de artikelen 5 tot en met 13 van de wet van 29 juni 1981 houdende algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers;

» 3° met betrekking tot de instellingen van openbaar nut, de openbare instellingen die afhangen van de Staat, alsook tot elke instelling naar Belgisch recht, die voldoet aan collectieve noodwendigheden van algemeen belang en in welke oprichting of bestuur het overwicht van de Staat wordt vastgesteld;

» a) over te gaan tot de opheffing, de omvorming, de reorganisatie of de samenstelling ervan en te dien einde het personeelsstatuut aan te passen;

» b) de werking, de organisatie, het beheer en de activiteit ervan te verbeteren, alsmede de controle ervan te versterken;

» c) de werkingsuitgaven ervan te beperken;

» 7° de herstructurering en de leefbaarheid te verzekeren van de ondernemingen in de sectoren die door artikel 6, § 1, VI, 4°, tweede deel, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, erkend worden als sectoren die behoren tot het nationaal beleid en, in het kader van deze herstructurering en ten einde de leefbaarheid te verzekeren, specifieke regelen vast te stellen inzake bezoldigingen, vergoedingen en voordelen, met inbegrip van elke vorm van vergoeding van de beheerders en commissarissen in de ondernemingen van diezelfde sectoren, in afwijking van de wetten, collectieve overeenkomsten, individuele overeenkomsten en unilaterale beslissingen van de werkgever, voor zover de bepalingen betreffende de waarborg van het gemiddeld minimum maandinkomen die in de collectieve arbeidsovereenkomsten nrs. 21 en 23 van 15 mei 1975 en 25 juli 1975 zijn opgenomen, worden in acht genomen;

» 9° de modaliteiten te regelen:

» a) voor de aanwending van de bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling voorzien in hoofdstuk II van het koninklijk besluit nr. 180 van 30 december 1982 houdende bepaalde maatregelen inzake loonmatiging;

» b) van de controle op deze matiging en haar aanwending;

» c) van de vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgevers bedoeld bij koninklijk besluit nr. 157 van 30 december 1982 tot wijziging van de wet van 29 juni 1981 houdende algemene beginselen van de sociale zekerheid der werknemers;

» Art. 2, § 2. Onder voorbehoud van § 1, kunnen de in artikel 1 bedoelde besluiten, in geval van dringende noodzakelijkheid, worden genomen zonder de adviezen te moeten vragen of de voorstellen te moeten afwachten die voorgeschreven zijn door andere bepalingen dan die van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. »

#### B. Opsomming van de besluiten

— Koninklijk besluit nr. 229 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 23 maart 1982 betreffende de uitgifte van bevoorrechte aandelen zonder stemrecht in het kader van de herstructurering van de textielnijverheid (*Belgisch Staatsblad* van 16 december 1983);

— Koninklijk besluit nr. 245 betreffende de uitgifte van bevoorrechte aandelen zonder stemrecht in het kader van de herstructurering van de staalnijverheid (*Belgisch Staatsblad* van 21 januari 1984);

— Koninklijk besluit nr. 246 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 18 van 18 maart 1982 houdende reglementering en organisatie van de controle op de aanwending van het effect van het matigingsbeleid in de ondernemingen (*Belgisch Staatsblad* van 21 januari 1984);



- Arrêté royal n° 247 modifiant l'arrêté royal n° 92 du 9 septembre 1982 portant réglementation des modalités de communication du rapport visé à l'article 3 de l'arrêté royal n° 18 du 18 mars 1982 portant réglementation et organisation du contrôle de l'usage de l'effet de la politique de modération dans les entreprises (*Moniteur belge* du 21 janvier 1984);
- Arrêté royal n° 248 prorogeant partiellement la loi du 9 juillet 1975 abrogeant l'article 62 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier et instituant un régime des prix pour les spécialités pharmaceutiques et autres médicaments (*Moniteur belge* du 21 janvier 1984);
- Arrêté royal n° 249 du 31 décembre 1983 modifiant la loi du 24 décembre 1968 étendant, à titre provisoire, les attributions du Fonds commun de garantie agréé par l'arrêté royal du 31 janvier 1957 (*Moniteur belge* du 21 janvier 1984);
- Arrêté royal n° 250 portant suppression de l'Office de promotion industrielle (*Moniteur belge* du 21 janvier 1984);
- Arrêté royal n° 251 portant modification des statuts de la société anonyme « Distrigaz » (*Moniteur belge* du 21 janvier 1984);
- Arrêté royal n° 252 portant des mesures en matière de modalités d'occupation des réparateurs de navires dans la région du port d'Anvers (*Moniteur belge* du 25 janvier 1984).

#### C. Commentaire

##### Article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>.

En exécution de l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la loi du 6 juillet 1983 a été pris l'arrêté royal suivant :

— Arrêté royal n° 249 du 31 décembre 1983.

L'arrêté royal n° 249 qui a été promulgué dans l'optique d'un assainissement des finances publiques, vise à créer les conditions propres à clôturer définitivement la gestion provisoire confiée pour compte de l'Etat au Fonds commun de garantie, suite aux faillites de six entreprises d'assurances, échelonnées de 1967 à 1970. A cette fin, le présent arrêté donne au Fonds une compétence de transaction ou de renonciation au recours pour certaines sommes qui ont été avancées grâce aux deniers publics. Par conséquent, il sera possible d'une part, de récupérer lesdites sommes au bénéfice du Trésor public et d'autre part, d'éviter dans d'autres cas, des procédures incertaines et coûteuses.

##### Article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>.

En exécution de l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi du 6 juillet 1983 a été pris l'arrêté royal suivant :

— Arrêté royal n° 248 du 31 décembre 1983.

L'arrêté royal n° 248 a pour objet de proroger la validité de la loi du 9 juillet 1975, prorogée par les lois du 22 décembre 1977, 24 novembre 1978, 23 décembre 1980 et partiellement prorogée par l'arrêté royal n° 109 du 9 décembre 1982, jusqu'au 31 décembre 1988, en ce qui concerne les spécialités remboursées dans le cadre de l'assurance-maladie obligatoire ou dont le remboursement sera demandé, et ce en vue d'assurer l'équilibre financier des régimes de sécurité sociale.

En même temps, cet arrêté permet une fixation de prix par le biais de contrats entre le Ministre des Affaires économiques et le Ministre des Affaires sociales d'une part, et des entreprises indivi-

- Koninklijk besluit nr. 247 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 92 van 9 september 1982 houdende regeling van de mededelingsmodaliteiten van het verslag bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 18 van 18 maart 1982 houdende reglementering en organisatie van de controle op de aanwending van het effect van het matigingsbeleid in de ondernemingen (*Belgisch Staatsblad* van 21 januari 1984);
- Koninklijk besluit nr. 248 houdende gedeeltelijke verlenging van de wet van 9 juli 1975 tot opheffing van artikel 62 van de wet van 14 februari 1961 voor de economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, en tot instelling van een regime betreffende de prijzen van de farmaceutische producten en andere medicamenten (*Belgisch Staatsblad* van 21 januari 1984);
- Koninklijk besluit nr. 249 tot wijziging van de wet van 24 december 1968 tot voorlopige uitbreiding van de bevoegdheid van het Gemeenschappelijk Waarborgfonds, toegelaten bij koninklijk besluit van 31 januari 1957 (*Belgisch Staatsblad* van 21 januari 1984);
- Koninklijk besluit nr. 250 tot opheffing van de Dienst voor nijverheidsbevordering (*Belgisch Staatsblad* van 21 januari 1984);
- Koninklijk besluit nr. 251 tot wijziging van de statuten van de naamloze vennootschap « Distrigas » (*Belgisch Staatsblad* van 21 januari 1984);
- Koninklijk besluit nr. 252 houdende maatregelen inzake de modaliteiten van tewerkstelling van de scheepsherstellers in het Antwerps havengebied (*Belgisch Staatsblad* van 25 januari 1984).

#### C. Toelichting

##### Artikel 1, 1<sup>o</sup>.

In uitvoering van artikel 1, 1<sup>o</sup>, van de wet van 6 juli 1983, werd volgend koninklijk besluit genomen :

— Koninklijk besluit nr. 249 van 31 december 1983.

Het koninklijk besluit nr. 249 dat uitgevaardigd werd met het oog op de gezondmaking van de overheidsfinanciën, heeft tot doel de voorwaarden te scheppen om een definitief einde te stellen aan het voorlopig beheer dat het Gemeenschappelijk Waarborgfonds voor rekening van de Schatkist uitoefent tengevolge van het faillissement van zes verzekeringsondernemingen tussen 1967 en 1970. Daartoe wordt door dit besluit aan het Fonds de bevoegdheid gegeven tot dading of tot afstand van verhaal van zekere sommen die met openbare gelden werden voorgeschoten. Aldus zal het mogelijk worden enerzijds de genoemde sommen te recupereren ten voordele van de Schatkist en anderzijds kostelijke en onzekere procedures te vermijden in andere gevallen.

##### Artikel 1, 2<sup>o</sup>.

In uitvoering van artikel 1, 2<sup>o</sup>, van de wet van 6 juli 1983, werd volgend koninklijk besluit genomen :

— Koninklijk besluit nr. 248 van 31 december 1983.

Het koninklijk besluit nr. 248 beoogt de toepassing van de wet van 9 juli 1975, verlengd bij de wetten van 22 december 1977, 24 november 1978, 23 december 1980 en gedeeltelijk verlengd bij het koninklijk besluit nr. 109 van 9 december 1982, te verlengen tot 31 december 1988, voor wat de in het kader van de verplichte ziekteverzekering terugbetaalde specialiteiten betreft of waarvoor de terugbetaling zal worden aangevraagd, en dit ten einde het financieel evenwicht van de stelsels van sociale zekerheid te verzekeren.

Dit besluit laat tevens een prijsbepaling toe bij middel van overeenkomsten afgesloten tussen de Minister van Economische Zaken en de Minister van Sociale Zaken enerzijds, en individuele

duelles ou groupées, ou avec le secteur de l'industrie pharmaceutique, d'autre part.

#### Article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>.

En exécution de l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, de la loi du 6 juillet 1983, a été pris l'arrêté royal suivant :

— Arrêté royal n° 251 du 31 décembre 1983.

L'arrêté n° 251 prévoit une modification de l'article 14 des statuts de Distrigaz. Les modalités plutôt techniques sont inspirées par les souci de rendre possible une gestion plus efficace et plus expéditive de la société.

#### Article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, et art. 2, § 2.

En exécution de l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, et de l'article 2, § 2, de la loi du 6 juillet 1983, a été pris l'arrêté royal suivant :

— Arrêté royal n° 250 du 31 décembre 1983.

L'arrêté royal n° 250 supprime l'Office de promotion industrielle. En effet, dans la mesure où l'O.P.I. remplit sa mission statutaire dans les matières qui relèvent de la compétence des Régions, il existe un chevauchement avec les activités de promotion industrielle développées par les régions. Etant donné le caractère limité des activités que l'O.P.I. pourrait encore entreprendre en tant qu'institut national, le Gouvernement est d'avis qu'il n'est pas pour des raisons budgétaires, souhaitable de conserver l'O.P.I. en tant qu'organisme d'utilité publique.

#### Article 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>.

En exécution de l'article 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, de la loi du 6 juillet 1983, ont été pris les arrêtés royaux suivants :

— Arrêté royal n° 229 du 9 décembre 1983.

— Arrêté royal n° 245 du 31 décembre 1983.

— Arrêté royal n° 252 du 31 décembre 1983.

L'arrêté royal n° 229 prolonge pour les entreprises appartenant au secteur du textile et de la confection, la possibilité d'émettre des actions privilégiées sans droit de vote jusqu'au 31 décembre 1984. L'émission de telles actions a été rendue possible pour la première fois en Belgique par l'arrêté royal n° 20.

L'arrêté royal n° 245 vise à introduire les actions privilégiées, sans droit de vote, dans les entreprises du secteur sidérurgique.

Cette possibilité reste limitée au 31 décembre 1985. Seules les filiales S.N.I. dans lesquelles la S.N.I. possède une participation d'au moins 50 % peuvent souscrire ces actions privilégiées sans droit de vote. La renonciation au droit de vote peut s'étendre au maximum sur 20 ans, en opposition au secteur textile où la période est limitée à 15 ans.

L'arrêté royal n° 252 fixe un cadre juridique complet pour l'embauche et l'occupation des réparateurs de navires dans le port d'Anvers et d'instaurer ainsi la restructuration nécessaire. Ce cadre juridique permet une intervention urgente et réelle de l'autorité par voie d'arrêté royal, afin de préserver la viabilité de ce secteur.

— Arrêté royal n° 246 du 31 décembre 1983.

— Arrêté royal n° 247 du 31 décembre 1983.

of gegroepeerde ondernemingen, of met de sector van de farmaceutische industrie, anderzijds.

#### Artikel 1, 3<sup>o</sup>.

In uitvoering van artikel 1, 3<sup>o</sup>, van de wet van 6 juli 1983, werden volgende koninklijke besluiten genomen :

— Koninklijk besluit nr. 251 van 31 december 1983.

Het besluit nr. 251 voorziet in een wijziging van artikel 14 van de statuten van Distrigas. Deze eerder technische wijzigingen zijn ingegeven door de zorg om een efficiënter en meer expeditief beheer van de vennootschap mogelijk te maken.

#### Artikel 1, 3<sup>o</sup>, en art. 2, § 2.

In uitvoering van artikel 1, 3<sup>o</sup>, en artikel 2, § 2, van de wet van 6 juli 1983, werd volgend koninklijk besluit genomen :

— Koninklijk besluit nr. 250 van 31 december 1983.

Met koninklijk besluit nr. 250 wordt de Dienst voor nijverheidsbevordering opgeheven. Immers, in de mate dat de D.N.B. zijn statutaire opdracht zou vervullen in aangelegenheden waar de Gewesten bevoegd zijn, bestaat overlapping van de activiteiten van nijverheidsbevordering die de gewesten ontwikkelen. Gelet op het beperkt karakter van de activiteiten die de D.N.B. als nationaal instituut nog zou kunnen ontwikkelen is de Regering van oordeel dat het om budgettaire redenen niet aangewezen is de D.N.B. als afzonderlijke nationale instelling van openbaar nut te behouden.

#### Artikel 1, 7<sup>o</sup>.

In uitvoering van artikel 1, 7<sup>o</sup>, van de wet van 6 juli 1983, werden volgende koninklijke besluiten genomen :

— Koninklijk besluit nr. 229 van 9 december 1983.

— Koninklijk besluit nr. 245 van 31 december 1983.

— Koninklijk besluit nr. 252 van 31 december 1983.

Met koninklijk besluit nr. 229 wordt de mogelijkheid tot uitgifte van bevoorrechte aandelen zonder stemrecht door bedrijven uit de textiel- en confectiesector, verlengd tot 31 december 1984. De uitgifte van dergelijke aandelen in België werd voor het eerst mogelijk gemaakt door het koninklijk besluit nr. 20 van 23 maart 1982.

Koninklijk besluit nr. 245 strekt ertoe de bevoorrechte aandelen zonder stemrecht te introduceren in de ondernemingen uit de staalnijverheid.

Die mogelijkheid houdt op te bestaan vanaf 31 december 1985. Enkel de dochtermaatschappijen van de N.I.M. waarin de N.I.M. een participatie van tenminste 50 % bezit, kunnen deze bevoorrechte aandelen zonder stemrecht onderschrijven. De afstand van stemrecht kan maximaal 20 jaar bedragen, dit in tegenstelling tot de textielsector, waar deze periode beperkt is tot 15 jaar.

Koninklijk ban artikel 1, 9<sup>o</sup>, van de wet van 6 juli 1983, werden volgende koninklijke besluiten genomen :

— Koninklijk besluit nr. 246 van 31 december 1983.

— Koninklijk besluit nr. 247 van 31 december 1983.



L'arrêté royal n° 246 assure pour 1983 et 1984 la continuité du contrôle de l'effet de la politique de modération dans les entreprises, en exécution des mesures prises pour 1982 dans le cadre du renforcement de la compétitivité des entreprises.

Il fixe aussi les modalités du contrôle sur l'effet de la politique de modération dans les entreprises, en exécution des mesures prises et à prendre pour 1983 et 1984 dans le cadre de la redistribution du travail disponible et du développement de l'emploi.

L'arrêté royal n° 247 règle les modalités de communication du rapport visé à l'article 3 de l'arrêté royal n° 18 du 18 mars 1982 portant réglementation et organisation du contrôle de l'usage de l'effet de la politique de modération dans les entreprises. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1983, le chef d'entreprise doit communiquer à la délégation syndicale deux rapports distincts et cela selon les modalités prévues par les articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrêté royal n° 246 du 31 décembre 1983. La périodicité de cette information est également modifiée.

#### § 4. Ministre des Classes moyennes

##### Section A — Modération des revenus

###### A. Base légale

L'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, de la loi du 6 juillet 1983, donne au Roi le pouvoir, « fin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques... de prendre toutes les mesures utiles en vue :

1<sup>o</sup> de limiter ou de réduire les dépenses publiques...,

2<sup>o</sup> d'assurer l'équilibre financier de l'ensemble des régimes de sécurité sociale des travailleurs salariés et des indépendants en veillant, en ce qui concerne les revenus de remplacement et autres allocations sociales, à sauvegarder intégralement le pouvoir d'achat des personnes les moins favorisées et sans porter atteinte aux principes généraux qui régissent chacun des régimes de la sécurité sociale... ».

###### B. Énumération des arrêtés

Arrêté royal n° 289 du 31 mars 1984 portant certaines mesures temporaires relatives à la modération des revenus des travailleurs indépendants en vue de la réduction des charges publiques et l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants.

###### C. Commentaire

Dans le cadre de sa politique de redressement, le Gouvernement a demandé aux travailleurs indépendants de participer à l'effort de modération des revenus et des allocations sociales demandé aux autres catégories sociales.

Pour soumettre les indépendants au même effort de modération que les salariés, l'arrêté royal n° 289 du 31 mars 1984 prévoit une cotisation de modération des revenus, représentant, en 1984, 1985 et 1986, un effort de deux pourcent sur la part de l'accroissement de leurs revenus annuels correspondant à l'inflation. Cet effort sera équivalent, à tous égards, à celui demandé aux salariés mais évitera la pénalisation de la progression des revenus due au travail.

Cette mesure prolonge, en fait, celles prises pour les années 1982 et 1983 par les arrêtés royaux n° 12 du 26 février 1982 et 186 du 30 décembre 1982.

Le produit de cette modération sera affecté à l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants. Cette affectation contribuera à l'assainissement des finances publiques par la diminution des subsides organiques de l'Etat en faveur du statut sociale des indépendants.

Het koninklijk besluit nr. 246 verzekert voor 1983 en 1984 de continuïteit van de controle op het effect van het matigingsbeleid in de ondernemingen in uitvoering van de voor 1982 genomen maatregelen ter versterking van de concurrentiekracht van de ondernemingen.

Dit besluit legt ook de modaliteiten vast (te bepalen bij ministerieel besluit) van de controle op het effect van het matigingsbeleid in de ondernemingen; in uitvoering van de voor 1983 en 1984 genomen en te nemen maatregelen met als doel de beschikbare arbeid te herverdelen en de werkgelegenheid te bevorderen.

Het koninklijk besluit nr. 247 regelt de mededelingsmodaliteiten van het verslag bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 18 van 18 maart 1982 houdende reglementering en organisatie van de controle op de aanwending van het effect van het matigingsbeleid in de ondernemingen. Vanaf 1 januari 1983 dient het ondernemingshoofd aan de vakbondsafvaardiging twee onderscheiden verslagen mee te delen volgens de modaliteiten bepaald in de artikelen 1 en 2 van het koninklijk besluit nr. 246 van 31 december 1983. Tevens wordt de periodiciteit van deze informatie gewijzigd.

#### § 4. Minister van Middenstand

##### Sectie A — Matiging van de inkomsten

###### A. Wettelijke basis

Artikel 1, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, van de wet van 6 juli 1983 geeft de Koning de macht, « met het oog op het economisch en financieel herstel, de vermindering van de openbare lasten, de gezondmaking van de openbare financiën... alle nuttige maatregelen (te) nemen ten einde :

1<sup>o</sup> de openbare uitgaven te beperken of te verminderen...,

2<sup>o</sup> het financieel evenwicht van het geheel van de stelsels van de sociale zekerheid van de werknemers en van de zelfstandigen te verzekeren, erover wakend dat, wat de vervangingsinkomens en de andere sociale vergoedingen betreft, de koopkracht van de minstbegoeden integraal beveiligd wordt en zonder afbreuk te doen aan de algemene beginselen in elk der stelsels van de sociale zekerheid... ».

###### B. Opsomming van de besluiten

Koninklijk besluit nr. 289 van 31 maart 1984 houdende tijdelijke maatregelen inzake matiging van de inkomsten der zelfstandigen met het oog op de vermindering van de openbare lasten en het financieel evenwicht van het sociaal statuut van de zelfstandigen.

###### C. Commentaar

In het kader van haar politiek van herstel, heeft de Regering aan de zelfstandigen gevraagd deel te nemen aan de inspanning betreffende de matiging van de inkomsten en toelagen aan de andere sociale categorieën.

Om de zelfstandigen aan dezelfde inspanning tot matiging te onderwerpen als de werknemers, voorziet het koninklijk besluit nr. 289 van 31 maart 1984 een bijdrage tot matiging van de inkomsten; de zelfstandigen zullen in de jaren 1984, 1985 en 1986, 2 % inleveren op de aangroei van hun jaarinkomen dat overeenkomt met de inflatie. Deze inspanning zal in alle opzicht gelijk zijn aan deze gevraagd aan de werknemers maar zal de bekrachtiging vermijden van de toename der inkomsten toe te schrijven aan het werk.

Deze maatregel verlengt in feite de maatregelen getroffen voor 1982 en 1983 bij koninklijk besluit nr. 12 van 26 februari 1982 en 186 van 30 december 1983.

De opbrengst van deze matiging zal aangewend worden voor het financieel evenwicht van het sociaal statuut der zelfstandigen. Deze bestemming zal bijdragen tot de gezondmaking van de openbare financiën door de vermindering van de organieke toelagen van de Staat ten voordele van het sociaal statuut van de zelfstandigen.

Il convient enfin de noter que le Roi pourra décider par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, que la modération pour 1986 ne sera pas ou ne sera que partiellement appliquée si par assainissement structurel ou grâce à la croissance de l'activité économique, un résultat équivalent peut être obtenu pour les finances publiques.

#### Section B — Sécurité sociale

##### A. Base légale

L'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi du 6 juillet 1983 donne au Roi le pouvoir, « afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques... de prendre toutes les mesures utiles en vue :

» 2<sup>o</sup> d'assurer l'équilibre financier de l'ensemble des régimes de sécurité sociale des travailleurs salariés et des indépendants en veillant, en ce qui concerne les revenus de remplacement et autres allocations sociales, à sauvegarder intégralement le pouvoir d'achat des personnes les moins favorisées et sans porter atteinte aux principes généraux qui régissent chacun des régimes de la sécurité sociale... »

##### B. Énumération des arrêtés

- Arrêté royal n° 217 du 7 novembre 1983 portant diminution des allocations familiales pour travailleurs indépendants se rapportant à l'année 1984.
- Arrêté royal n° 218 du 7 novembre 1983 fixant, dans le secteur des travailleurs indépendants, pour l'année 1984, une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfant.
- Arrêté royal n° 223 du 7 décembre 1983 modifiant l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.
- Arrêté royal n° 235 du 31 décembre 1983 modifiant l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.
- Arrêté royal n° 290 du 31 mars 1984 fixant, dans le secteur des travailleurs indépendants, une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfant.
- Arrêté royal n° 291 du 31 mars 1984 portant diminution des allocations familiales pour travailleurs indépendants.

##### C. Commentaire

###### 1. Allocations familiales

Les arrêtés royaux n° 217 du 7 novembre 1983 et n° 291 du 31 mars 1984 poursuivent le même objectif que les arrêtés royaux n° 37 du 30 mars 1982 et n° 159 du 30 décembre 1982, en ce sens qu'ils diminuent, respectivement pour 1984 et à partir de 1985, les allocations familiales d'un montant mensuel forfaitaire.

Toutefois, cette retenue mensuelle est ramenée de 500 à 375 francs par attributaire.

Comme précédemment, cette réduction ne sera appliquée que lorsque l'attributaire aura le droit aux allocations familiales ordinaires, tandis que les pensionnés ou les personnes aux revenus limités restent dispensés de cette mesure.

Les arrêtés royaux n° 218 du 7 novembre 1983 et n° 290 du 31 mars 1984 prolongent, respectivement pour 1984 et à partir de 1985 le système de cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfant instauré par les arrêtés royaux n° 38 du 30 mars 1982 et n° 160 du 30 décembre 1982.

Toutefois le montant mensuel de la cotisation est réduit de 25 % et ramené de 832 à 624 francs.

Il convient enfin de noter que les arrêtés royaux n° 290 et 291 donnent au Roi le pouvoir de réduire, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les taux de 375 et 624 francs en fonction

Er dient uiteindelijk gewezen op het feit dat, bij in Minister-raad overlegd besluit, de Koning zal kunnen beslissen dat de matiging voor 1986 niet of slechts gedeeltelijk zal toegepast worden indien door structurele gezondmaking of dank zij de groei van de economische activiteiten een gelijkwaardig resultaat kan bekomen worden voor de openbare financiën

#### Sectie B — Sociale zekerheid

##### A. Wettelijke basis

Artikel 1, 2<sup>o</sup>, van de wet van 6 juli 1983 geeft de Koning de macht « met het oog op het economisch en financieel herstel, de vermindering van de openbare lasten, de gezondmaking van de openbare financiën... alle nuttige maatregelen te nemen ten einde :

» 2<sup>o</sup> het financieel evenwicht van het geheel van de stelsels van de sociale zekerheid van de werknemers en van de zelfstandigen te verzekeren, erover wakend dat, wat de vervangingsinkomens en de andere sociale vergoedingen betreft, de koopkracht van de minstbegoeden integraal beveiligd wordt en zonder afbreuk te doen aan de algemene beginselen in elk der stelsels van de sociale zekerheid... ».

##### B. Opsomming van de besluiten

- Koninklijk besluit nr. 217 van 7 november 1983 houdende vermindering van de kinderbijslag voor zelfstandigen met betrekking tot het jaar 1984.
- Koninklijk besluit nr. 218 van 7 november 1983 tot vaststelling, in de sector der zelfstandigen, voor het jaar 1984, van een bijzondere bijdrage ten laste van de alleenstaanden en van de gezinnen zonder kinderen.
- Koninklijk besluit nr. 223 van 7 december 1983 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen.
- Koninklijk besluit nr. 235 van 31 december 1983 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen.
- Koninklijk besluit nr. 290 van 31 maart 1984 tot vaststelling, in de sector van de zelfstandigen, van een bijzondere bijdrage ten laste van de alleenstaanden en van de gezinnen zonder kinderen.
- Koninklijk besluit nr. 291 van 31 maart 1984 houdende vermindering van de kinderbijslag voor zelfstandigen.

##### C. Commentaar

###### 1. Kinderbijslag

De koninklijke besluiten nr. 217 van 7 november 1983 en nr. 291 van 31 maart 1984 vervolgen hetzelfde doel als de koninklijke besluiten nr. 37 van 30 maart 1982 en nr. 159 van 30 december 1982 in die zin dat ze de kinderbijslag met een maandelik forfaitair bedrag verminderen respectievelijk voor 1984 en vanaf 1985.

Nochtans wordt deze maandelijks afhouding per rechthebbende van 500 op 375 frank teruggebracht.

Zoals voorheen zal deze vermindering slechts toegepast worden als de rechthebbende het recht op gewone kinderbijslag zal hebben, terwijl gepensioneerden en personen met beperkte inkomsten aan deze maatregel onttrokken blijven.

De koninklijke besluiten nr. 218 van 7 november 1983 en nr. 290 van 31 maart 1984 verlengen, respectievelijk voor 1984 en vanaf 1985 het stelsel van de bijzondere bijdrage ten laste van de alleenstaanden en van de gezinnen zonder kinderen, ingericht door de koninklijke besluiten nr. 38 van 30 maart 1982 en nr. 160 van 30 december 1982.

Nochtans wordt het maandelijks bedrag van de bijdrage met 25 % verminderd en van 832 op 624 frank teruggebracht.

Er dient uiteindelijk op gewezen, dat de koninklijke besluiten nr. 290 en nr. 291 de Koning ertoe machtigen, bij in Minister-raad overlegd besluit, de bedragen van 375 en 624 frank te

des résultats de la politique gouvernementale tendant à l'assainissement des finances publiques et des régimes de sécurité sociale.

## 2. Adaptation des cotisations

En vue d'assurer l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants et de lui ouvrir des perspectives financières valables, le Gouvernement a dû procéder à des adaptations des cotisations.

L'arrêté royal n° 223 du 7 décembre 1983 porte de 2,55 à 3,30 % la cotisation dans le secteur soins de santé à partir du quatrième trimestre 1983. Toutefois, afin de laisser aux assujettis un délai suffisant pour payer ce supplément sans encourir de majoration, ledit supplément a été considéré comme une cotisation se rapportant au deuxième trimestre de l'année 1984.

L'arrêté royal n° 235 du 31 décembre 1983, quant à lui, a pour objet de majorer le taux de cotisation des secteurs autres que le secteur soins de santé.

Ce taux passe de 11,80 à 12 % au 1<sup>er</sup> janvier 1984.

En outre, il tend à adapter les clés de répartition du produit des cotisations de manière telle que cette majoration profite au régime des pensions de retraite et de survie.

### Section C — Politique de l'emploi

#### A. Base légale

L'article 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>, f) et 9<sup>o</sup>, b), de la loi du 6 juillet 1983 donne au Roi le pouvoir « afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques et la création d'emploi, de prendre toutes les mesures utiles en vue :

» 8<sup>o</sup> f) de réaliser un programme de sauvegarde et de promotion de l'emploi et de résorption du chômage... par des mesures visant à compléter ou modifier les programmes actuels de résorption du chômage;

» 9<sup>o</sup> b) de fixer les modalités du contrôle de cette modération (salariale complémentaire pour l'emploi) et de son utilisation. »

#### B. Énumération des arrêtés

Arrêté royal n° 236 du 31 décembre 1983 modifiant l'arrêté royal n° 185 du 30 décembre 1982 organisant pour les petites et moyennes entreprises, un régime spécifique d'utilisation de la modération salariale pour l'emploi.

#### C. Commentaires

L'arrêté royal n° 236 du 31 décembre 1983 a modifié l'arrêté royal n° 185 du 30 décembre 1982 organisant, pour les petites et moyennes entreprises, un régime spécifique d'utilisation de la modération salariale.

Le présent arrêté vise à assurer, sur le plan technique, un parallélisme total avec l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 créant un Fonds en vue de l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi. Une nouvelle dispense de versement au Fonds pour l'emploi est ainsi prévue en faveur des P.M.E. connaissant des circonstances économiques exceptionnellement défavorables.

Cette possibilité de dispense était déjà prévue par l'arrêté royal n° 181 précité et rien ne justifiait le maintien d'une telle discordance entre les deux régimes d'utilisation du produit de la modération salariale pour l'emploi.

verminderen, in functie van de gevolgen van het Regeringsbeleid in verband met de gezondmaking van de openbare financiën en de stelsels van sociale zekerheid.

## 2. Aanpassing van de bijdragen

Met het oog op het financieel evenwicht van het sociaal statuut van de zelfstandigen en om dit statuut geldige financiële vooruitzichten te scheppen, heeft de Regering tot aanpassingen van de bijdragen moeten overgaan.

Het koninklijk besluit nr. 223 van 7 december 1983 brengt de bijdrage van 2,55 tot 3,30 % in de sector der gezondheidszorgen vanaf het vierde kwartaal 1983. Nochtans, om de onderworpenen voldoende tijd te laten om het verschuldigd supplement te betalen zonder verhogingen op te lopen, werd onderhavig supplement beschouwd als een bijdrage betreffende het tweede kwartaal 1984.

Het koninklijk besluit nr. 235 van 31 december 1983, heeft tot doel het bedrag van de bijdragen te verhogen van de andere sectoren dan de sector der gezondheidszorgen.

Het percentage gaat van 11,80 over tot 12 met ingang van 1 januari 1984.

Bovendien beoogt bovenvermeld koninklijk besluit de aanpassing van de verdeelsleutel zodanig dat de opbrengst van die verhoging ten goede komt van het stelsel van de rust- en overlevingspensioenen.

### Sectie C — Tewerkstellingsbeleid

#### A. Wettelijke basis

Artikel 1, 8<sup>o</sup>, f) en 9<sup>o</sup>, b), van de wet van 6 juli 1983 machtigt de Koning « met het oog op het economisch en financieel herstel, de vermindering van de openbare lasten, de gezondmaking van de openbare financiën, alle nuttige maatregelen te nemen ten einde :

» 8<sup>o</sup> f) een programma tot vrijwaring en bevordering van de werkgelegenheid en tot opslorping van de werkloosheid te verwezenlijken... door maatregelen tot aanvulling of wijziging van de huidige programma's ter opslorping van de werkloosheid;

» 9<sup>o</sup> b) de modaliteiten te regelen van de controle op deze matiging (bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling) en haar aanwending. »

#### B. Opsomming van de besluiten

Koninklijk besluit nr. 236 van 31 december 1983 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 185 van 30 december 1982 houdende de organisatie, voor de kleine en middelgrote ondernemingen van een specifiek stelsel voor de aanwending van de loonmatiging voor de tewerkstelling.

#### C. Commentaren

Het koninklijk besluit nr. 236 van 31 december 1983 heeft het koninklijk besluit nr. 185 van 30 december 1982 houdende de organisatie, voor kleine en middelgrote ondernemingen, van een specifiek stelsel voor de aanwending van de loonmatiging voor de tewerkstelling, gewijzigd.

Het onderhavig besluit heeft tot doel een volledig parallelisme, in een technisch opzicht, met het koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982 tot oprichting van een Fonds ter aanwending van de bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling te verzekeren. Een nieuwe vrijstelling van storting aan het Fonds voor de tewerkstelling wordt aldus voorzien ten gunste van de K.M.O.'s die in buitengewoon ongunstige economische omstandigheden verkeren.

Deze mogelijkheid om vrijgesteld te worden was reeds voorzien in hogervermeld koninklijk besluit nr. 181 en er bestond geen enkele reden om een dergelijke tegenstrijdigheid tussen de twee stelsels voor de aanwending van de opbrengst van de loonmatiging voor de tewerkstelling te handhaven.

Les critères d'application de cette dérogation seront identiques à ceux généralement admis pour l'arrêté royal n° 181, à savoir faillite, liquidation, catastrophe naturelle, accident technique majeur, plan de restructuration financière.

§ 5. Ministre des Communications et des P.T.T.  
et Secrétaire d'Etat aux P.T.T.

A. Base légale

L'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, et l'article 2, § 2, de la loi du 6 juillet 1983 déterminent ce qui suit :

« Article 1<sup>er</sup>. — Afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques et la création d'emplois, le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :

» 1<sup>o</sup> de limiter ou de réduire les dépenses publiques, notamment, en fixant le montant et les modalités d'octroi des subventions, indemnités et allocations qui sont en tout ou en partie, directement ou indirectement, à charge de l'Etat;

» 3<sup>o</sup> en ce qui concerne les organismes d'intérêt public, les établissements publics relevant de l'Etat, ainsi que toute institution de droit belge qui répond à des besoins collectifs d'intérêt général et dans la création ou la direction de laquelle on constate la prépondérance de l'Etat :

» a) d'en opérer la suppression, la transformation, la réorganisation ou la fusion et d'adapter à cette fin le statut du personnel;

» b) d'en améliorer le fonctionnement, l'organisation, la gestion et l'activité, ainsi que d'en renforcer le contrôle;

» c) d'en limiter les dépenses de fonctionnement;

» Art. 2. — § 2. Sous réserve du § 1<sup>er</sup>, les arrêtés visés à l'article 1<sup>er</sup> peuvent, en cas d'urgence, être pris sans qu'il faille solliciter les avis ou attendre les propositions prescrites par les réformes institutionnelles du 8 août 1980. »

B. Enumération des arrêtés

31 décembre 1983. — Arrêté royal n° 237 relatif aux mesures d'assainissement applicables à la Régie des télégraphes et des téléphones (*Moniteur belge* du 18 janvier 1984);

31 décembre 1983. — Arrêté royal n° 238 modifiant la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges et l'arrêté royal n° 174 du 30 décembre 1982 instaurant l'adaptation annuelle des tarifs pour le transport de voyageurs appliqués par les sociétés de transport en commun (*Moniteur belge* du 13 janvier 1984);

31 décembre 1983. — Arrêté royal n° 239 relatif à certains comités et commissions du Ministère des Communications (*Moniteur belge* du 13 janvier 1984);

31 décembre 1983. — Arrêté royal n° 240 relatif aux mesures d'assainissement applicables à la Régie des voies aériennes (*Moniteur belge* du 13 janvier 1984);

31 décembre 1983. — Arrêté royal n° 241 relatif aux mesures d'amélioration des résultats d'exploitation de la Régie des transports maritimes (*Moniteur belge* du 13 janvier 1984);

31 mars 1984. — Arrêté royal n° 292 relatif à certains organismes d'intérêt public dépendant du Ministère des Communications (*Moniteur belge* du 13 avril 1984).

De toepassingscriteria van deze afwijking zullen precies dezelfde zijn als in't algemeen aangenomen voor het koninklijk besluit nr. 181, namelijk faillissement, liquidatie, natuurramp, belangrijk technisch ongeval, financieel herstructureringsplan.

§ 5. Minister van Verkeerswezen en P.T.T.  
en Staatssecretaris voor P.T.T.

A. Wettelijke grondslag

Artikel 1, 1<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup> en artikel 2, § 2, van de wet van 6 juli 1983 bepalen hetgeen volgt :

« Artikel 1. — Met het oog op het economisch en financieel herstel van de openbare lasten, de gezondmaking van de openbare financiën en het scheppen van werkgelegenheid, kan de Koning bij in Ministerraad overlegde besluiten, alle nuttige maatregelen nemen ten einde :

» 1<sup>o</sup> de openbare uitgaven te beperken of te verminderen, onder meer door het bedrag en de toekenningsmodaliteiten van de subsidies, vergoedingen en uitkeringen vast te stellen die, geheel of ten dele, rechtstreeks of onrechtstreeks, ten laste van de Staat zijn;

» 3<sup>o</sup> met betrekking tot de instellingen van openbaar nut, de openbare instellingen die afhangen van de Staat, alsook tot elke instelling naar Belgisch recht, die voldoet aan collectieve noodwendigheden van algemeen belang en in welke oprichting of bestuur het overwicht van de Staat wordt vastgesteld;

» a) over te gaan tot de opheffing, de omvorming, de reorganisatie of de samensmelting ervan en te dien einde het personeelsstatuut aan te passen;

» b) de werking, de organisatie, het beheer en de activiteit ervan te verbeteren, alsmede de controle ervan te versterken;

» c) de werkingsuitgaven ervan te beperken.

» Art. 2. — § 2. Onder voorbehoud van § 1, kunnen de in artikel 1 bedoelde besluiten, in geval van dringende noodzakelijkheid, worden genomen zonder de adviezen te moeten vragen of de voorstellen te moeten afwachten die voorgeschreven zijn door andere bepalingen dan die van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. »

B. Opsomming van de besluiten

31 december 1983. — Koninklijk besluit nr. 237 betreffende de saneringsmaatregelen van toepassing op de Regie van telegrafie en telefonie (*Belgisch Staatsblad* van 18 januari 1984);

31 december 1983. — Koninklijk besluit nr. 238 tot wijziging van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en van het koninklijk besluit nr. 174 van 30 december 1982 houdende invoering van een jaarlijkse aanpassing van de tarieven voor het vervoer van reizigers toegepast door de maatschappijen voor gemeenschappelijk vervoer (*Belgisch Staatsblad* van 13 januari 1984);

31 december 1983. Koninklijk besluit nr. 239 betreffende bepaalde comités en commissies van het Ministerie van Verkeerswezen (*Belgisch Staatsblad* van 13 januari 1984);

31 december 1983. — Koninklijk besluit nr. 240 betreffende de saneringsmaatregelen van toepassing op de Regie der luchtwegen (*Belgisch Staatsblad* van 13 januari 1984);

31 december 1983. — Koninklijk besluit nr. 241 betreffende maatregelen tot verbetering van de bedrijfsresultaten van de Regie voor maritiem transport (*Belgisch Staatsblad* van 13 januari 1984);

31 maart 1984. — Koninklijk besluit nr. 292 betreffende sommige instellingen van openbaar nut behorend tot het Ministerie van Verkeerswezen (*Belgisch Staatsblad* van 13 april 1984).



## C. Commentaire

Arrêté royal n° 237 du 31 décembre 1983 relatif aux mesures d'assainissement applicables à la Régie des télégraphes et des téléphones.

L'arrêté royal n° 237 qui prévoit l'introduction d'un plan de rationalisation et d'assainissement pour la Régie des télégraphes et des téléphones, a été pris dans le cadre de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, afin d'assurer l'assainissement de la situation financière de ladite Régie et dans le but d'optimiser son exploitation.

Ce plan tiendra spécialement compte des objectifs suivants :

- la maîtrise des nouvelles applications technologiques;
- une politique commerciale dynamique;
- un meilleur service à la clientèle;
- rencontrer les besoins des utilisateurs;
- une association plus étroite à la gestion des circonscriptions des télégraphes et des téléphones grâce à une décentralisation plus poussée qui donnera à ces services le caractère de centre de profit;
- le démantèlement, avant 1987, de branches de service dépassées et déficitaires pour lesquelles une solution de substitution existe ou peut être trouvée.

La politique commerciale trouve déjà une application dans l'aménagement systématique de télé-boutiques et du service téléphonique à la clientèle.

La suppression des télégrammes de charité déficitaires a été compensée par l'introduction du Postogram.

La fermeture de certains bureaux télégraphiques le samedi et le dimanche, a été rendue possible grâce au nombre croissant de cabines téléphoniques.

Sur le plan financier, des mesures sont prévues qui permettront l'assainissement de la Régie des télégraphes et des téléphones à moyen terme, telles que :

- le relèvement progressif du pourcentage d'amortissement moyen;
- l'adaption annuelle des tarifs;
- l'amélioration de l'auto-financement;
- la possibilité de recourir à des modes de financement alternatifs;
- la possibilité pour l'Etat de contribuer à l'augmentation des moyens propres de la Régie des télégraphes et des téléphones ayant pour but l'amélioration du rapport entre ces moyens propres et l'endettement global.

Ces mesures se refléteront dans le budget de 1985.

Le plan fixera également, pour la même période, la politique du personnel. Le recrutement des agents s'effectuera uniquement sur une base sélective, eu égard à la qualification requise et aux besoins en personnel dans les différents services. L'administrateur général de la Régie des télégraphes et des téléphones décidera de l'affectation des membres du personnel.

Les organisations syndicales représentatives seront consultées et pourront donner leurs avis.

En outre, l'association sans but lucratif « Œuvres Sociales des T.T. » doit dorénavant inclure chaque année ses objectifs dans un budget qui est soumis à l'approbation du Ministre qui a les télégraphes et les téléphones dans ses attributions.

L'accord de l'administrateur général de la Régie est indispensable pour la fixation et l'utilisation des crédits relatifs aux frais de fonctionnement.

## C. Commentaar

Koninklijk besluit nr. 237 van 31 december 1983 betreffende de saneringsmaatregelen van toepassing op de Regie van telegrafie en telefonie.

Het koninklijk besluit nr. 237, dat het indienen voorziet van een plan tot rationalisatie en sanering van de Regie van telegrafie en telefonie, werd getroffen in het kader van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, met het oog op de gezondmaking van de financiële toestand van voormelde Regie en met het doel haar exploitatie te optimaliseren.

Dit plan zal in het bijzonder rekening houden met volgende doelstellingen :

- de beheersing van de nieuwe technologische toepassingen;
- een dynamische commerciële politiek;
- een betere dienstverlening aan de cliënteel;
- tegemoetkomen aan de behoeften van de gebruikers;
- een sterker bij het beheer betrekken van de gewesten van telegrafie en telefonie door middel van een verder doorgevoerde centralisatie waardoor deze diensten het karakter van profit centra krijgen;
- de afbouw, voor 1987, van achterhaalde en verlieslatende takken waarvoor een vervangende oplossing bestaat of kan gevonden worden.

De commerciële politiek vindt reeds toepassing in de systematische oprichting van telefoonwinkels en telefonische klantendiensten.

De afschaffing van de verlieslatende liefdadigheidstelegrammen werd opgevangen door het invoeren van het Postogram.

De sluiting van sommige telegraafkantoren op zaterdag en zondag werd mogelijk dank zij het toenemend aantal openbare telefooncellen.

Op financieel vlak worden maatregelen in het vooruitzicht gesteld die de gezondmaking van de Regie van telegrafie en telefonie op middellange termijn mogelijk maken, zoals :

- het geleidelijk optrekken van het gemiddeld afschrijvingspercentage;
- het jaarlijks aanpassen van de tarieven;
- het verbeteren van de autofinanciering;
- de mogelijkheid gebruik te maken van alternatieve financieringswijzen;
- de mogelijkheid voor de Staat om bij te dragen tot de verhoging van het eigen vermogen van de Regie van telegrafie en telefonie met de bedoeling de verhouding van dit eigen vermogen tot de globale schuldenlast te verbeteren.

Deze maatregelen zullen hun weerslag vinden in de begroting voor 1985.

Het plan zal eveneens het personeelsbeleid voor dezelfde periode vastleggen. De aanwerving van personeelsleden zal uitsluitend gebeuren op selectieve basis met inachtneming van de vereiste kwalificatie en volgens de personeelsbehoeften in de verschillende diensten. De administrateur-generaal van de Regie van telegrafie en telefonie, zal beslissen over de dienstaanwijzing van de personeelsleden.

De representatieve syndicale organisaties zullen geraadpleegd worden en hun advies kunnen verstrekken.

Bovendien moet de vereniging zonder winstdoelmerk « Sociale Werken van T.T. » voortaan jaarlijks haar doelstellingen opnemen in een begroting die aan de goedkeuring onderworpen is van de Minister die de telegrafie en telefonie in zijn bevoegdheid heeft.

Het akkoord van de administrateur-generaal van de Regie is vereist voor de vaststelling en de aanwending van de kredieten met betrekking tot de werkingskosten.



Ces mesures permettront un contrôle plus strict sur les dépenses des « Œuvres Sociales des T.T. »

Arrêté royal n° 238 du 31 décembre 1983 modifiant la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges et l'arrêté royal n° 174 du 30 décembre 1982 instaurant l'adaptation annuelle des tarifs pour le transport de voyageurs appliqués par les Sociétés de transports en commun.

Comme moyen supplémentaire de réaliser le plan d'assainissement élaboré suite à l'arrêté royal n° 97 du 28 septembre 1982 relatif à l'assainissement des finances de certains organismes d'intérêt public dépendant du Ministère des Communications, en ce qui concerne la Société nationale des chemins de fer belges, l'arrêté royal n° 238 du 31 décembre 1983 (*Moniteur belge* du 13 janvier 1984) a été pris, en se fondant sur les articles 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, et 2, § 2, de la loi du 6 juillet 1983.

Cet arrêté royal vise à mieux déterminer les pouvoirs et les responsabilités en ce qui concerne la fixation des tarifs pour le transport par chemin de fer et à mettre à disposition de la S.N.C.B. un instrument lui permettant de mener une politique commerciale plus dynamique et plus efficace.

Dorénavant la fixation des tarifs pour les prestations de transport qui ne sont pas soumises à l'obligation de service public demeure de la seule compétence et responsabilité de la Société et de son organe de gestion.

En d'autres termes, pour ces prestations (notamment pour le transport de marchandises, le transport international de voyageurs et le transport de voyageurs en service intérieur où la Société accorde, de sa propre initiative, des réductions tarifaires afin d'attirer une clientèle supplémentaire — principalement les voyages de groupes et les voyages touristiques) aucune intervention de l'Etat n'est prévue.

Arrêté royal n° 239 du 31 décembre 1983 relatif à certains comités et commissions du Ministère des Communications.

Dans le double but de :

- limiter les dépenses publiques et contribuer à l'assainissement des finances publiques d'une part et
  - accélérer et rationaliser certaines procédures consultatives d'autre part,
- le Comité ministériel de coordination économique et sociale a décidé le jeudi 15 septembre 1983 de supprimer, fusionner ou réorganiser certains conseils, commissions et comités.

L'arrêté royal n° 239 exécute cette décision à condition que les conseils et commissions ressortissent au département des Communications et pour autant que ces conseils et commissions soient instaurés et réglés par une loi par laquelle des modifications ne peuvent être appliquées que sur base de la loi du 6 juillet 1983 attribuant des pouvoirs spéciaux au Roi.

Par conséquent l'arrêté royal n° 239 prévoit :

1<sup>o</sup> l'intégration du comité consultatif national des taxis dans le Comité consultatif des transports de personnes par route.

Le comité consultatif des transports de personnes par route est ainsi rendu également compétent pour émettre un avis à la demande du Ministre qui a le transport dans ses attributions, sur tous les problèmes qui ont un rapport avec les services de taxis; cette problématique est de ce fait intégrée dans l'ensemble du secteur du transport routier.

La mission de ce comité consultatif pour le transport de personnes par route sera donc dorénavant le suivant :

Deze maatregelen zullen een nauwkeuriger controle toelaten op de uitgaven van de « Sociale Werken van T.T. ».

Koninklijk besluit nr. 238 van 31 december 1983 tot wijziging van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en van het koninklijk besluit nr. 174 van 30 december 1982 houdende invoering van een jaarlijkse aanpassing van de tarieven voor het vervoer van reizigers toegepast door de maatschappijen voor gemeenschappelijk vervoer.

Als bijkomend middel tot verwezenlijking van het saneringsplan opgesteld ingevolge het koninklijk besluit nr. 97 van 28 september 1982 betreffende het saneren van de financiën van sommige instellingen van openbaar nut behorend tot het Ministerie van Verkeerswezen, werd voor de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen het koninklijk besluit nr. 238 van 31 december 1983 (*Belgisch Staatsblad* van 13 januari 1984) genomen, dat steunde op de artikelen 1, 3<sup>o</sup> en 2, § 2, van de wet van 6 juli 1983.

Dit koninklijk besluit heeft tot doel de bevoegdheid en de verantwoordelijkheid met betrekking tot het vaststellen van de tarieven voor het vervoer per spoor beter af te bakenen en aan de N.M.B.S. het middel te bieden tot het voeren van een meer efficiënt en meer dynamisch commercieel beleid.

Voortaan behoort het vaststellen van de tarieven voor vervoerprestaties die niet aan de verplichting van openbare dienst zijn onderworpen immers tot de volledige bevoegdheid en verantwoordelijkheid van de Maatschappij en haar beheersorgaan.

Dit betekent dat voor deze prestaties (met name het goederenvervoer, het internationaal reizigersvervoer en het vervoer van reizigers in binnenlands verkeer waarbij de Maatschappij op eigen initiatief verminderingen toekent op de officiële tarieven ten einde een bijkomende clientèle aan te trekken — hoofdzakelijk groepsreizen en toeristische reizen) geen financiële tussenkomst van de Staat meer is voorzien.

Koninklijk besluit nr. 239 van 31 december 1983 betreffende bepaalde comités en commissies van het Ministerie van Verkeerswezen.

Met een dubbel doel voor ogen, nl. :

- de openbare uitgaven beperken en een bijdrage leveren tot de gezondmaking van de publieke financiën enerzijds en
  - bepaalde consultatieve procedures versnellen en rationaliseren anderzijds,
- besliste het Ministerieel Comité voor Economische en Sociale Coördinatie op donderdag 15 september 1983, bepaalde raden, commissies en comités af te schaffen, te fusioneren of te reorganiseren.

Het koninklijk besluit nr. 239 voert deze beslissing uit, voor zover het raden en commissies betreft die onder het departement van Verkeerswezen ressorteren en voor zover deze raden en commissies werden opgericht en geregeld door een wet, waardoor dus wijzigingen slechts konden worden doorgevoerd op basis van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

Bijgevolg voorziet het koninklijk besluit nr. 239:

1<sup>o</sup> de integratie van het nationaal comité van advies voor de taxi's in het comité van advies voor de personenvervoerdiensten over de weg.

Hierdoor wordt het comité van advies voor de personenvervoerdiensten over de weg eveneens bevoegd gemaakt om, op vraag van de Minister die het vervoer onder zijn bevoegdheid heeft, advies uit te brengen over alle vraagstukken die verband houden met de taxidiensten, waardoor deze problematiek ingeschakeld wordt in het geheel van de sector van het wegvervoer.

De taak van het comité van advies voor de personenvervoerdiensten over de weg is dus voortaan de volgende :

— à la demande du Ministre, donner son avis à propos de toutes les affaires concernant les services régis par l'arrêté-loi portant révision et coordination de la législation concernant le transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles.

— émettre un avis à propos de toutes les affaires concernant les services de taxis.

2° la suppression de la commission des tarifs routiers par transfert de ses compétences à la commission du transport par route.

La commission du transport par route est ainsi chargée d'émettre un avis motivé :

— à propos de chaque affaire en rapport avec le transport de choses par route;

— avant le refus ou le retrait d'un certificat ou d'une autorisation de transport;

— sur la fixation des prix et conditions du transport rémunéré de choses.

3° la fusion des organes consultatifs instaurés par la loi du 26 juin 1967 concernant le statut des auxiliaires de transport de marchandises.

Cette modification entraîne la suppression des comités consultatifs, ainsi que, le cas échéant de leur bureau permanent, pour chacune des trois professions visées définies à l'article 1<sup>er</sup> de la loi précitée (commissionnaire de transport, courtier de transport et commissionnaire expéditeur du transport) et leur remplacement par un comité consultatif unique.

Le comité a les mêmes compétences que les comités consultatifs supprimés.

Arrêté royal n° 240 relatif aux mesures d'assainissement applicables à la Régie des voies aériennes.

L'arrêté royal n° 240, pris en vertu de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, vise à introduire des mesures d'assainissement applicables à la Régie des voies aériennes (R.V.A.).

L'objectif essentiel est d'améliorer le fonctionnement de l'organisme et de garantir l'équilibre de son compte d'exploitation au moins jusqu'en 1990.

Les règles édictées concernent le fonctionnement, l'organisation, la limitation des dépenses de fonctionnement et prévoient la possibilité de porter remède à certaines déficiences en matière de qualification des agents.

Parmi les dispositions arrêtées il convient de souligner spécialement l'obligation pour le fonctionnaire dirigeant de la Régie des voies aériennes de proposer avant fin septembre 1984 un plan de réorganisation qui garantisse pour la période 1984-1990, à tout le moins, l'équilibre des comptes d'exploitation. Le plan sera rendu obligatoire par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

La stabilisation des effectifs pendant la période sous revue constitue un élément de nature à limiter les dépenses de fonctionnement et à accroître la productivité.

Les règles édictées visent encore à clarifier les opérations comptables de la Régie de voies aériennes et à limiter l'alimentation de son fonds de réserve par les boni annuels et les revenus de son avoir.

— op vraag van de Minister advies verstrekken omtrent iedere aangelegenheid inzake de diensten beheerd door de besluitwet van 30 december 1946 houdende de herziening en coördinatie van de wetgeving betreffende het bezoldigd vervoer van personen door middel van automobielen.

— advies uitbrengen over alle aangelegenheden betreffende de taxidiensten.

2° de opheffing van de commissie voor wegtarieven, door de overheveling van haar bevoegdheden aan de commissie voor wegvervoer.

Hierdoor wordt de commissie voor wegvervoer belast met het uitbrengen van een gemotiveerd advies :

— omtrent iedere aangelegenheid in verband met het vervoer van zaken over de weg;

— voor de weigering of de intrekking van een vervoercertificaat of een vervoervergunning;

— over de vaststelling van de prijzen en de voorwaarden van het vervoer van zaken tegen vergoeding.

3° de samenvoeging van de raadgevende organen opgericht door de wet van 26 juni 1967 betreffende het statuut van de tussenpersonen op het gebied van het goederenvervoer.

Deze wijziging brengt de opheffing met zich van de raadgevende organen, alsook in voorkomend geval van hun vast bureau, voor elk van de drie beroepscategorieën bepaald in artikel 1 van de voornoemde wet (vervoercommissarissen, vervoersmakelaars en commissarissen-expeditoren) en de vervanging ervan door één enkel raadgevend comité.

Aan dit comité worden dezelfde bevoegdheden toegekend als aan de opgeheven raadgevende comités.

Koninklijk besluit nr. 240 betreffende de saneringsmaatregelen van toepassing op de Regie der luchtwegen.

Het koninklijk besluit nr. 240, genomen in toepassing van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, heeft tot doel saneringsmaatregelen te introduceren, van toepassing op de Regie der luchtwegen (R.L.W.).

Het essentiële doel bestaat erin de werking van het organisme te verbeteren en een evenwicht van haar exploitatierekening te waarborgen tot minstens 1990.

De uitgevaardigde maatregelen betreffen de werking, de organisatie, de beperking van de werkingsuitgaven en voorzien de mogelijkheid om aan bepaalde tekortkomingen inzake kwalificatie van de beambten te verhelpen.

Onder de genomen besluiten dient in het bijzonder de verplichting voor de leidende ambtenaar van de Regie der luchtwegen onderstreept te worden om vóór eind september 1984 een reorganisatieplan voor te stellen dat voor de periode 1984-1990 tenminste het evenwicht van de exploitatierekening waarborgt. Het plan zal bindend worden verklaard bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

De stabilisering van het personeelseffectief gedurende de voormelde periode is van aard de werkingskosten te beperken en de produktiviteit te verhogen.

De uitgevaardigde regels beogen ook de boekhoudkundige operaties van de Regie der luchtwegen doorgzichtiger te maken en de stijging van het reservefonds te beperken tot de jaarlijkse overschotten en de inkomsten van zijn bezit.

Il s'imposait par ailleurs de prévoir la possibilité, compte tenu des constats effectués quant au fonctionnement actuel de certains services, d'amener à la Régie des voies aériennes un personnel hautement qualifié de nature à permettre une gestion rationnelle et dynamique de l'institution. C'est la raison d'être de la disposition qui permet, par analogie avec le statut des agents de l'Etat, de faire appel à des éléments extérieurs, en limitant cependant la portée de ces dispositions jusqu'en 1985.

Un soin particulier a été apporté au mécanisme de financement, de renouvellement et d'amortissement.

L'arrêté royal n° 240 établit des bases nouvelles répondant à une amélioration de la gestion du service public et à la nécessité de maîtriser les finances publiques. Il s'appuie sur les expériences du passé et sur les projections relatives à ce que doit être un service d'exploitation rationnellement géré et structurellement bien organisé.

Arrêté royal n° 241 du 31 décembre 1983 relatif aux mesures visant à améliorer les résultats d'exploitation de la Régie des transports maritimes.

Le Gouvernement s'est proposé de prendre les mesures nécessaires d'assainissement des finances publiques et de restriction budgétaire. Dans le cadre des pouvoirs spéciaux attribués au Roi, l'arrêté royal numéroté 241 a été pris dans ce but pour la Régie des transports maritimes.

En exécution de cet arrêté, la Régie des transports maritimes a reçu pour mission de soumettre un plan de rationalisation et d'assainissement pour la période de 1984-1990, afin d'améliorer le compte d'exploitation de telle sorte que l'équilibre en soit assuré à partir de 1985.

La Régie, au moment de sa fondation en 1971, n'a bénéficié d'aucun capital d'exploitation et a hérité d'une flotte vétuste. De par la nécessité d'investissements importants et d'un bénéfice d'exploitation trop réduit, la Régie s'est vue contrainte à faire des emprunts importants. Les charges financières (remboursement des emprunts et intérêts) ainsi que les amortissements ont eu pour conséquence des pertes annuelles.

Pour les mêmes raisons, la Régie s'est trouvée dans une situation de liquidité de plus en plus contraignante, ce qui a finalement abouti à l'impossibilité de rembourser les sommes avancées par le Service central des dépenses fixes en 1981-1982.

Le plan de rationalisation et d'assainissement devait donc prévoir des mesures qui assureraient l'équilibre de l'exploitation en 1985 et permettraient à la Régie des transports maritimes de satisfaire à ses obligations envers le Trésor Public.

Ce plan a été élaboré en mesures concrètes et prévoit entre autres :

- une diminution du nombre de personnes (réduction de l'effectif statutaire maximal après 1986);
- d'insérer du personnel contractuel pour les activités saisonnières;
- une réorganisation des traversées qui répond à un effort d'accroissement de la capacité de transport, donc de la possibilité de recettes par traversée des navires;
- un changement de la méthodique d'équipage qui doit renforcer la productivité individuelle des agents et minimaliser les frais d'équipage par traversée;
- un changement des conditions particulières de travail en ce qui concerne le paiement de heures supplémentaires;
- une adaptation des qualifications aux besoins fonctionnels pour l'entretien et la surveillance des bateaux;
- des études visant la réorganisation du service d'entretien et de réparation afin d'arriver à une diminution du coût d'entretien;

Anderzijds drong zich de noodzaak op om in de mogelijkheid te voorzien, rekening houdend met de gedane vaststellingen aangaande de huidige werking van bepaalde diensten, om de Regie der luchtwegen te versterken met hoog gekwalificeerd personeel ten einde een rationeel en dynamisch beheer van de instelling toe te laten. Dit is de bestaansreden van de maatregel die toelaat, in analogie met het statuut van de Rijksambtenaar, een oproep te doen op buitenstaanders, weliswaar beperkt in de tijd tot eind 1985.

Bijzondere aandacht is besteed aan het financieringsmechanisme, de vernieuwingen en afschrijvingen.

Het koninklijk besluit nr. 240 legt de nieuwe basis die beantwoordt aan een verbetering van het beheer van een overheidsdienst en de noodzaak om de openbare financiën te beheersen. Het baseert zich op de ervaringen uit het verleden en op de voorspiegelingen van wat een exploitatiedienst moet zijn die rationeel beheerd is en structureel goed georganiseerd is.

Koninklijk besluit nr. 241 van 31 december 1983 betreffende de maatregelen tot verbetering van de bedrijfsresultaten van de Regie voor maritiem transport.

De Regering heeft zich voorgenomen de nodige maatregelen te treffen tot sanering van de openbare financiering en beperking van het budget. In het kader van de bijzondere machten die aan de Koning werden toegekend, werd daartoe voor de Regie voor maritiem transport het genummerd koninklijk besluit nr. 241 genomen.

In uitvoering van dit besluit werd aan de Regie voor maritiem transport opdracht gegeven een rationalisatie- en saneringsplan voor de periode 1984 tot 1990 voor te leggen, ten einde de exploitatierekening van de Regie dermate te verbeteren dat deze vanaf 1985 zal in evenwicht zijn.

Door haar oprichting in 1971, zonder enig bedrijfskapitaal, het overnemen van een verouderde vloot, de noodzaak tot belangrijke investeringen en een te klein exploitatie-overschot werd de Regie voor maritiem transport ertoe gedwongen belangrijke leningen aan te gaan, zodat uiteindelijk deze financiële lasten (delgingen en interesten) en de afschrijvingen geleid hebben tot jaarlijkse verliezen.

Deze factoren hebben ook geleid tot een steeds slechtere liquiditeitspositie van de R.M.T. met uiteindelijk de onmogelijkheid om de gelden uitgegeven door de Centrale Dienst voor vaste uitgaven in 1981-1982 terug te betalen.

Het sanerings- en rationalisatieplan moest derhalve maatregelen voorzien om vanaf 1985 een exploitatie in evenwicht te hebben en om de Regie voor maritiem transport in staat te stellen haar verplichtingen tegenover de Schatkist na te komen.

Dit plan werd concreet uitgewerkt en zal onder meer voorzien in :

- een vermindering van het personeelsbestand (herleiden van het maximum aan statutair effectief na 1986);
- het inschakelen van contractueel personeel voor seizoenactiviteiten;
- een reorganisatie van de overvaarten die beantwoordt aan het streven tot opvoeren van de vervoerscapaciteit, dus van de opbrengstmogelijkheden per overvaart van de schepen;
- een verandering van de bemanningsmethodiek die de productiviteit per personeelslid moet opvoeren en die de bemanningskost per overvaart moet minimaliseren;
- de wijziging van de arbeidsregeling inzake betaling van overuren;
- het aanpassen van de kwalificaties aan de functionele behoeften voor onderhoud en bewaking van schepen;
- studies naar de reorganisatie van de onderhouds- en hersteldienst om tot een vermindering van de onderhoudskost te komen;

— des études, visant la réorganisation du service public-relation et de la direction commerciale afin d'arriver à une meilleure exploitation commerciale;

Quelques mesures sont déjà en voie de réalisation, entre autres la diminution de l'effectif statutaire et l'étude d'un service d'entretien et de réparation plus rationnel, le changement des conditions particulières de travail pour les heures supplémentaires.

En application de l'arrêté royal, pris en vertu des pouvoirs spéciaux, la mobilité interne a déjà été activée en égard à l'aspect très saisonnier des activités de la Régie des transports maritimes, c'est-à-dire, plus de traversées en été, plus de travail d'entretien et de réparation en hiver.

Cette mobilité assure l'occupation optimale du personnel et contribue à améliorer la rentabilité de la Régie des transports maritimes.

Arrêté royal n° 292 du 31 mars 1984 relatif à certains organismes d'intérêt public dépendant du Ministère des Communications.

En mars 1984, le Gouvernement a retenu un plan pluriannuel visant la modération générale en faveur des finances publiques, de l'emploi et de la compétitivité.

Un des objectifs de ce plan pluriannuel consiste à ce que le nombre total d'heures rémunérées par les organismes d'utilité publique soit progressivement réduit de manière à ce que la masse salariale de l'exercice 1987 de chacun d'entre eux soit en diminution de 3,5 % par rapport à la masse salariale afférente à l'exercice 1983. Le produit de cette modération doit profiter au Trésor.

L'arrêté royal n° 292 doit être considéré comme une formulation juridique de l'objectif du plan pluriannuel en ce qui concerne les institutions d'utilité publique dépendant du Ministère des Communications et fut pris sur base de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, en particulier l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et l'article 2, § 2.

Par conséquent, l'arrêté royal n° 292 n'a d'effets qu'envers ces institutions d'utilité publique ressortissant au Ministère des Communications bénéficiant de subsides financiers de l'Etat, vu que pour les autres aucun fondement juridique n'existait dans la loi des pouvoirs spéciaux limités mentionnés ci-dessus (leur situation sera donc réglée par une loi ordinaire).

Les institutions d'utilité publique, ainsi reprises dans l'arrêté royal n° 292 sont :

- la Société nationale des Chemins de fer belges;
- la Société nationale des Chemins de fer vicinaux;
- les Sociétés de transports intercommunaux;
- La Régie des Postes.

Lors de la réalisation de l'objectif précité du plan pluriannuel du Gouvernement par l'arrêté royal n° 292, il a été tenu compte des mesures d'assainissement déjà imposées aux institutions concernées de telle façon que le cumul des mesures d'assainissement a été évité.

## § 6. Ministre de l'Emploi et du travail

### A. Base légale

Les arrêtés pris par le Ministre de l'Emploi et du Travail ont puisé leur valeur juridique dans la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, plus particulièrement l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup>.

De même, ces arrêtés de pouvoirs spéciaux ont largement rencontré les dispositions de l'accord gouvernemental et de la communication du gouvernement du 16 mars 1983, relatives à l'emploi et au travail.

— studies naar de reorganisatie van de public-relationsdienst en de handelsdirectie om tot een betere commerciële uitbating te komen.

Enkele maatregelen zijn reeds in uitvoering o.a. de vermindering van het statutair effectief en het onderzoek naar een rationelere onderhouds- en herstellingsdienst, de wijziging van de arbeidsregeling inzake betaling van overuren.

Met toepassing van het genummerd koninklijk besluit werd reeds de interne mobiliteit van het personeel verder doorgevoerd, gelet op het sterk seizoengebonden zijn van de R.M.T.-activiteiten, nl. drukkerie overvaarten in de zomerperiode en meer onderhouds- en herstellingswerk in de winter.

Deze mobiliteit verzekert een optimale benutting van het personeel en draagt bij tot de verbetering van de rendabiliteit van de Regie voor maritiem transport.

Koninklijk besluit nr. 292 van 31 maart 1984 betreffende sommige instellingen van openbaar nut behorend tot het Ministerie van Verkeerswezen.

Met het oog op de algemene matiging ten voordele van de openbare financiën, de werkgelegenheid en het concurrentievermogen werd door de Regering in maart 1984 een meerjarenplan opgesteld.

Eén van de objectieven van dit meerjarenplan bestaat erin het totaal aantal uren bezoldigd door de instellingen van openbaar nut, geleidelijk te verminderen, derwijze dat de loonmassa van het dienstjaar 1987 van elk van hen 3,5 % lager ligt dan de loonmassa die betrekking heeft op het dienstjaar 1983. Het produkt van deze matiging moet ten gunste van de Schatkist komen.

Het koninklijk besluit nr. 292 dient gezien te worden als een juridische vormgeving aan dit objectief van het meerjarenplan voor wat betreft de instellingen van openbaar nut behorend tot het Ministerie van Verkeerswezen, en werd genomen op grond van de wet van 6 juli 1983, tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op artikel 1, 1<sup>o</sup>, en op artikel 2, § 2.

Bijgevolg slaat het koninklijk besluit nr. 292 enkel op deze instellingen van openbaar nut ressorterend onder het Ministerie van Verkeerswezen die financiële staatsbijdragen genieten, daar voor de andere geen rechtsgrond aanwezig was in de hierboven vermelde beperkte bijzondere volmachtenwet (hun toestand zal worden geregeld bij gewone wet).

De instellingen van openbaar nut die aldus opgenomen werden in het koninklijk besluit nr. 292 zijn :

- de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen;
- de Nationale Maatschappij voor Buurtspoorwegen;
- de Maatschappijen voor intercommunaal vervoer;
- de Regie der Posterijen.

Bij de omzetting van het hierboven gestelde objectief van het meerjarenplan van de Regering door middel van het koninklijk besluit nr. 292, werd rekening gehouden met de reeds opgelegde saneringsmaatregelen aan de betrokken instellingen, zodat cumulatieve van saneringsmaatregelen werd vermeden.

## § 6. Minister van Tewerkstelling en Arbeid

### A. Wettelijke grondslag

De rechtswaarde van de besluiten die door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid genomen werden, werd geput uit de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid uit artikel 1, 1<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup> en 9<sup>o</sup>.

Deze volmachtsbesluiten zijn eveneens ruimschoots tegemoet gekomen aan de bepalingen van het regeerakkoord en de mededeling van de Regering van 16 maart 1983 inzake tewerkstelling en arbeid.



### B. Enumération des arrêtés royaux

- Arrêté royal n° 213 du 26 septembre 1983 relatif à la durée du travail dans les entreprises ressortissant à la Commission paritaire de la construction (*Moniteur belge* 7 octobre 1983).
- Arrêté royal n° 216 du 20 octobre 1983 modifiant l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 créant un fonds en vue de l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi (*Moniteur belge* 25 octobre 1983).
- Arrêté royal n° 224 du 7 décembre 1983, modifiant l'article 81, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 (*Moniteur belge* 15 décembre 1983).
- Arrêté royal n° 225 du 7 décembre 1983 portant des mesures en vue de la limitation du travail supplémentaire (*Moniteur belge* 15 décembre 1983).
- Arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes (*Moniteur belge* 28 décembre 1983).
- Arrêté royal n° 231 du 21 décembre 1983 modifiant l'arrêté royal n° 213 du 26 septembre 1983 relatif à la durée du travail dans les entreprises ressortissant à la Commission paritaire de la construction (*Moniteur belge* 28 décembre 1983).
- Arrêté royal n° 253 du 31 décembre 1983 modifiant l'arrêté royal n° 179 du 30 décembre 1982 relatif aux expériences d'aménagement dans les entreprises en vue d'une redistribution du travail disponible (*Moniteur belge* 21 janvier 1984).
- Arrêté royal n° 254 du 31 décembre 1983 modifiant les articles 49 et 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (*Moniteur belge* 21 janvier 1984).
- Arrêté royal n° 255 du 31 décembre 1983 modifiant l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (*Moniteur belge* 21 janvier 1984).
- Arrêté royal n° 256 du 31 décembre 1983 fixant à titre exceptionnel des règles spécifiques en matière de rémunérations, indemnités et avantages octroyés dans certaines entreprises du secteur sidérurgique (*Moniteur belge* 25 janvier 1984).
- Arrêté royal n° 257 du 31 décembre 1983 modifiant l'arrêté royal n° 123 du 30 décembre 1982 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'expansion économique au bénéfice de petites et moyennes entreprises (*Moniteur belge* 21 janvier 1984).
- Arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises (*Moniteur belge* 21 janvier 1984).

### C. Commentaires

#### 1. Emploi

L'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 s'inscrit dans le cadre des mesures prises en faveur de l'emploi des jeunes par le Conseil européen des Ministres de l'emploi.

L'arrêté reprend l'ensemble des dispositions relatives au stage des jeunes contenues dans la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 tout en y apportant un certain nombre d'aménagements.

### B. Lijst der besluiten

- Koninklijk besluit nr. 213 van 26 september 1983 betreffende de arbeidsduur in de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor het bouwbedrijf ressorteren (*Belgisch Staatsblad* 7 oktober 1983).
- Koninklijk besluit nr. 216 van 20 oktober 1983 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982 tot oprichting van een fonds met het oog op de aanwending van de bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling (*Belgisch Staatsblad* 25 oktober 1983).
- Koninklijk besluit nr. 224 van 7 december 1983 tot wijziging van artikel 81, § 1, van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978 (*Belgisch Staatsblad* 15 december 1983).
- Koninklijk besluit nr. 225 van 7 december 1983 houdende maatregelen met het oog op de beperking van het overwerk (*Belgisch Staatsblad* 15 december 1983).
- Koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces (*Belgisch Staatsblad* 28 december 1983).
- Koninklijk besluit nr. 231 van 21 december 1983 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 213 van 26 september 1983 betreffende de arbeidsduur in de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor het bouwbedrijf ressorteren (*Belgisch Staatsblad* 28 december 1983).
- Koninklijk besluit nr. 253 van 31 december 1983 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 179 van 30 december 1982 betreffende de experimenten van aanpassing van de arbeidstijd in de ondernemingen met het oog op een herverdeling van de beschikbare arbeid (*Belgisch Staatsblad* 21 januari 1984).
- Koninklijk besluit nr. 254 van 31 december 1983 tot wijziging van de artikelen 49 en 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten (*Belgisch Staatsblad* 21 januari 1984).
- Koninklijk besluit nr. 255 van 31 december 1983 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector (*Belgisch Staatsblad* 21 januari 1984).
- Koninklijk besluit nr. 256 van 31 december 1983 tot uitzonderlijke vaststelling van de specifieke regels inzake lonen, vergoedingen en voordelen, toegekend in bepaalde ondernemingen van de staalsector (*Belgisch Staatsblad* 25 januari 1984).
- Koninklijk besluit nr. 257 van 31 december 1983 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 123 van 30 december 1982 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde projecten van economische expansie ten bate van kleine en middelgrote ondernemingen (*Belgisch Staatsblad* 21 januari 1984).
- Koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen (*Belgisch Staatsblad* 21 januari 1984).

### C. Commentaar

#### 1. Werkgelegenheid

Het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 kadert in de context van de maatregelen genomen ten gunste van de tewerkstelling van jongeren door de Europese Ministerraad van de Ministers van Tewerkstelling.

Het besluit herneemt het geheel van de bepalingen betreffende de stage voor jongeren begrepen in de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978 waarvan er een aantal werden aangepast.



Ces aménagements visent à permettre tant aux administrations publiques qu'aux entreprises de réaliser l'objectif quantitatif d'engagement de jeunes stagiaires.

Le stage est organisé d'une manière différente dans le secteur public et le secteur privé, compte tenu de la spécificité de chaque secteur.

Dans les administrations publiques, l'occupation des stagiaires est obligatoirement à temps partiel.

La prise en charge par l'Etat des frais de rémunération des stagiaires occupés dans les entreprises publiques soumises à un plan d'assainissement est organisée.

Les entreprises privées peuvent occuper des stagiaires à temps plein ou à temps partiel, au choix.

Il a paru nécessaire de réaliser une insertion professionnelle définitive des jeunes en créant un certain nombre d'incitants : si, au terme d'un stage une entreprise engage le jeune sous contrat à durée indéterminée, elle bénéficie pour ce travailleur, au cours de la première année, d'une réduction des barèmes minima de rémunération et, au cours de la seconde année, d'une réduction de certaines cotisations patronales.

Par ailleurs, un certain nombre de dérogations à l'obligation légale sont prévues, notamment pour les entreprises en difficulté.

L'effet dissuasif des amendes est renforcé par une majoration de leur montant.

Trois arrêtés royaux ont exécuté cet arrêté royal n° 230 :

L'arrêté royal du 16 janvier 1984 (*Moniteur belge* 2 février 1984) portant exécution des articles 25 et 26, désigne les fonctionnaires chargés de la surveillance de l'application des dispositions de l'arrêté royal n° 230.

L'arrêté royal du 16 janvier 1984 (*Moniteur belge* 8 février 1984) fixant pour les entreprises les mesures d'exécution de l'arrêté royal n° 230, définit la notion d'activité professionnelle, la notion d'entreprise en difficulté et fixe les conditions dans lesquelles le Ministre de l'Emploi et du Travail peut dispenser de l'obligation légale les entreprises créatrices d'emplois. Il définit également la base de perception des cotisations de sécurité sociale et donne un modèle de contrat de stage.

L'arrêté royal du 16 janvier 1984 (*Moniteur belge* 11 février 1984) fixe pour l'administration les mesures d'exécution de l'arrêté royal n° 230. Il définit la notion d'activité professionnelle, détermine les règles d'organisation du stage dans le secteur public, précise la base de perception des cotisations de sécurité sociale et donne un modèle de contrat de stage. Il fixe aussi les règles et conditions auxquelles doivent répondre les services publics à personnalité juridique propre soumis à un plan d'assainissement pour pouvoir bénéficier de stagiaires rémunérés par l'Office national de l'emploi.

L'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 a pour objectif de renforcer l'assistance économique, administrative ou juridique aux petites et moyennes entreprises et de contribuer à la résorption du chômage.

L'arrêté royal prévoit que les organismes, ayant pour mission d'assister ou de conseiller les petites et moyennes entreprises, qui recruteront des chômeurs indemnisés pour les affecter à un programme d'assistance, pourront, moyennant certaines conditions, bénéficier d'une intervention financière de l'Etat. Cette intervention correspondra au traitement et aux cotisations sociales que l'Etat payerait pour un travailleur débutant de même niveau engagé par l'Etat, le salaire d'un agent de niveau 1 étant ramené à 90 %.

Deze aanpassingen hebben tot doel zowel de openbare besturen als de ondernemingen in staat te stellen om de kwantitatieve doelstellingen van tewerkstelling van jonge stagiairs te verwezenlijken.

De stage wordt op een andere manier georganiseerd in de openbare sector en in de privé-sector en dit rekening houdend met de eigenheid van elke sector.

In het openbare besturen worden de stagiairs noodzakelijk deeltijds tewerkgesteld.

Het ten laste nemen door de Staat van de loonkosten voor de stagiairs die tewerkgesteld zijn in overheidsbedrijven die aan een saneringsplan zijn onderworpen, wordt ook geregeld.

De ondernemingen in de privé-sector mogen stagiairs, naar keuze, zowel voltijds als deeltijds tewerkstellen.

Het is noodzakelijk gebleken ervoor te zorgen dat jongeren definitief in het arbeidsproces worden ingeschakeld door het scheppen van een aantal stimuli : indien een onderneeming de jongere, na het volbrengen van een stage, in dienst neemt met een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur, geniet ze, in de loop van het eerste jaar, een vermindering van de minimum loonschalen en, in de loop van het tweede jaar, een vermindering van sommige werkgeversbijdragen.

Bovendien wordt in een aantal afwijkingen van de wettelijke verplichting voorzien, inzonderheid voor de ondernemingen in moeilijkheden.

Het afschrikkingseffect van de boeten is vergroot door een verhoging van hun bedrag.

Drie koninklijke besluiten hebben uitvoering gegeven aan het koninklijk besluit nr. 230 :

Het koninklijk besluit van 16 januari 1984 (*Belgisch Staatsblad* 2 februari 1984) ter uitvoering van de artikelen 25 en 26 duidt de ambtenaren aan die belast zijn met het toezicht op de naleving van de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 230.

Het koninklijk besluit van 16 januari 1984 (*Belgisch Staatsblad* 8 februari 1984) tot vaststelling in de ondernemingen van de uitvoeringsmaatregelen van het koninklijk besluit nr. 230 bepaalt de notie beroepsarbeid, de notie onderneming in moeilijkheid, stelt de voorwaarden vast onder welke de Minister van Tewerkstelling en Arbeid vrijstelling kan verlenen van de wettelijke verplichting voor ondernemingen die arbeidsplaatsen creëren. Het bepaalt eveneens de grondslagen voor de inning van de bijdragen voor sociale zekerheid en legt een model van stageovereenkomst vast.

Het koninklijk besluit van 16 januari 1984 (*Belgisch Staatsblad* 11 februari 1984) stelt de uitvoeringsmaatregelen van het koninklijk besluit nr. 230 vast in de administratie. Het bepaalt de notie beroepsarbeid, legt de regels vast in verband met de inrichting van de stage in de openbare sector, omschrijft de grondslag voor inning van de bijdragen voor de sociale zekerheid en stelt een model van stagecontract vast. Het bepaalt eveneens de regels en de voorwaarden aan welke de openbare diensten met eigen rechtspersoonlijkheid die onderworpen zijn aan een saneringsplan moeten beantwoorden om over stagiairs te kunnen beschikken die bezoldigd worden door de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening.

Het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 heeft als oogmerk de economische, administratieve of juridische bijstand aan de kleine en middelgrote ondernemingen te verstevigen en tot de opslorping van de werkloosheid bij te dragen.

Het koninklijk besluit bepaalt dat de instellingen die tot doel hebben de kleine en middelgrote ondernemingen bij te staan of te adviseren, onder bepaalde voorwaarden in aanmerking kunnen komen voor een staatsubsidie, wanneer zij uitkeringsgerechtigde werklozen in dienst nemen en deze inzetten voor een programma van bijstand. Deze tussenkomst zal overeenkomen met het loon en de sociale bijdragen welke de Staat zou betalen voor een door de Staat aangeworven beginnend werknemer van hetzelfde niveau, met dien verstande dat het salaris van een personeelslid van niveau 1 verminderd wordt tot 90 %.

Les programmes d'assistance sont soumis à l'approbation du Ministre des Classes moyennes, après l'avis de l'autorité régionale.

L'intervention de l'Etat, qui pourra s'étendre sur une durée de 2 ans au maximum et concerner la mise au travail d'un travailleur mi-temps au minimum et de 8 travailleurs à plein temps au maximum, doit faire l'objet d'une convention signée par le demandeur et l'Etat, représenté par le Ministre des Classes moyennes et le Ministre de l'Emploi et du Travail.

Les petites et moyennes entreprises visées par l'arrêté sont les indépendants et les entreprises qui occupent moins de 100 travailleurs inscrits à l'O.N.S.S.

Les mesures d'exécution de l'arrêté royal n° 258 sont en cours d'élaboration; les avis des Exécutifs régionaux ont été recueillis sur les textes élaborés par les Ministres de l'Emploi et du Travail et des Classes moyennes.

L'arrêté royal n° 257 du 31 décembre 1983 modifie l'article 2, § 3, de l'arrêté royal n° 123 du 30 décembre 1982 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'expansion économique au bénéfice de petites et moyennes entreprises. Selon cet article 2, § 3, de l'arrêté royal n° 123 du 30 décembre 1982, l'intervention de l'Etat dans les coûts salariaux afférents à certains projets qui consistent en la réalisation de produits nouveaux, l'application de nouvelles méthodes de production, la promotion des exportations ou l'économie d'énergie ou de matières premières, en faveur d'un même bénéficiaire ne peut être accordée que pour un maximum de deux projets menés simultanément et à condition que ces projets aient un but différent.

L'arrêté royal n° 257 du 31 décembre 1983 lève cette double restriction à l'égard des organismes, associations d'entreprises et organisations d'employeurs visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, de l'arrêté royal n° 123.

L'arrêté royal n° 257 n'a pas nécessité de prise d'arrêté d'exécution; il est entré en vigueur le 31 janvier 1984.

L'arrêté royal n° 224 du 7 décembre 1983 modifie l'article 81, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978.

La modification a pour but de permettre à deux catégories de chômeurs complets non indemnisés d'être occupés dans des projets de cadre spéciaux temporaires :

- les jeunes demandeurs d'emploi de moins de 30 ans, membres de familles belges travaillant dans le cadre des Forces belges en Allemagne fédérale;
- les chômeurs qui ont renoncé volontairement aux allocations de chômage sur base de l'article 123, § 5, de l'arrêté royal du 20 décembre 1963.

La catégorie d'étudiants visée par l'article 124 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 a été exclue. Elle ne se justifiait plus puisque toutes les études du niveau secondaire inférieur ou supérieur donnent droit aux indemnités de chômage à l'issue de la période d'attente.

Par ailleurs, l'arrêté royal du 28 mars 1984 modifiant l'arrêté royal du 29 mars 1982 d'exécution de la section 3, Cadre spécial temporaire, du chapitre III de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 a pour but essentielle-

- de ramener de trois mois à deux mois la durée minimum de déroulement d'un projet;
- de permettre qu'un seul travailleur soit occupé dans un projet;
- de remplacer les conditions relatives à l'engagement du nombre de stagiaires requis, au cadre et au maintien du personnel occupé pendant toute la durée du projet, par une condition

De bijstandsprojecten worden onderworpen aan de goedkeuring van de Minister van Middenstand, na het advies van de gewestelijke overheid.

De staatsstussenkomst, die voor ten hoogste 2 jaar zal kunnen gelden en betrekking heeft op de tewerkstelling van ten minste één halftijdse en van ten hoogste 8 voltijdse werknemers, moet het voorwerp uitmaken van een overeenkomst getekend door de aanvrager en de Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Middenstand en de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

De kleine en middelgrote ondernemingen bedoeld bij het besluit, zijn de zelfstandigen en de ondernemingen die minder dan 100 werknemers in dienst hebben welke bij de R.S.Z. zijn ingeschreven.

De uitvoeringsmaatregelen van het koninklijk besluit nr. 258 worden voorbereid; de adviezen van de Gewestexecutieven over de teksten uitgewerkt door de Ministers van Tewerkstelling en Arbeid en van Middenstand werden ingewonnen.

Het koninklijk besluit nr. 257 van 31 december 1983 wijzigt het artikel 2, § 3, van het koninklijk besluit nr. 123 van 30 december 1982 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde projecten van economische expansie ten bate van kleine en middelgrote ondernemingen. Volgens dit artikel 2, § 3, van het koninklijk besluit nr. 123 van 30 december 1982 kan de staatsstussenkomst in de loonkosten van bepaalde projecten die betrekking hebben op het voortbrengen van nieuwe produkten, het aanwenden van nieuwe produktiemethodes, het bevorderen van de uitvoer of de besparing van energie of van grondstoffen, door eenzelfde rechthebbende slechts bekomen worden voor maximum twee projecten die gelijktijdig worden uitgevoerd en op voorwaarde dat deze projecten een verschillend doel hebben.

Het koninklijk besluit nr. 257 van 31 december 1983 heft deze tweeledige bepreking op voor de instellingen, bedrijfsverenigingen en werkgeversorganisaties omschreven in artikel 3, § 1, 3<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit nr. 123.

Het koninklijk besluit nr. 257 vergde geen uitvoeringsbesluit; het trad in werking op 31 januari 1984.

Het koninklijk besluit nr. 224 van 7 december 1983 wijzigt artikel 81, § 1, van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978.

De wijziging heeft tot doel twee categorieën van volledig werklozen die geen uitkeringsgerechtigden zijn de mogelijkheid te bieden tewerkgesteld te worden in projecten van het bijzonder tijdelijk kader :

- de jonge werkzoekenden van minder dan 30 jaar, familieleden van Belgen werkzaam in het kader van de Belgische strijdkrachten in de Duitse Bondsrepubliek;
- de werklozen die van hun uitkeringen vrijwillig hebben afgezien op basis van artikel 123, § 5, van het koninklijk besluit van 20 december 1963.

De categorie van studenten waarvan sprake in artikel 124 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 werd uitgesloten. Ze was inderdaad niet meer verantwoord vermits alle studies van lager of hoger secundair niveau recht geven op werkloosheidsvergoeding op het einde van de wachttijd.

Bovendien heeft het koninklijk besluit van 28 maart 1984 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 maart 1982 tot uitvoering van afdeling 3, Bijzonder Tijdelijk Kader, van hoofdstuk III van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978 in het bijzonder tot doel :

- de minimumduur van een project terug te brengen van drie tot twee maanden;
- toe te staan dat slechts 1 werknemer wordt tewerkgesteld in een project;
- de voorwaarden betreffende de aanwerving van het wettelijk vereist aantal stagiairs, het personeelskader en het behoud van het personeel gedurende de duur van het project, te

imposant de ne pas occuper moins de travailleurs que le 30 juin 1982 sauf en cas de conclusion de convention particulière d'aménagement du temps de travail ou de raisons budgétaires particulières;

- de permettre que des projets relatifs au secteur de la recherche scientifique introduits par les Ministères de l'Education nationale ou par les services de programmation de la politique scientifique, puissent se dérouler ainsi que des projets relatifs à la formation professionnelle introduits par l'Office national de l'emploi.
- de supprimer le recours prévu auparavant en cas d'avis négatif émis par un comité subrégional de l'emploi à l'égard d'un projet émanant d'un promoteur privé;
- de permettre aux Ministres de déléguer leur compétence d'approbation aux comités subrégionaux de l'emploi en ce qui concerne des projets-type.

L'arrêté royal n° 255 du 31 décembre 1983 apporte des modifications à l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand aux fins de modifier le champ d'application de l'arrêté royal n° 25, de permettre l'exécution efficace du troisième circuit de travail à service rémunéré et d'élargir les possibilités d'intervention du Fonds budgétaire interdépartemental.

En résumé, les modifications concernent les points suivants :

- les candidats aux emplois créés dans le cadre du Fonds budgétaire interdépartemental ne doivent compter qu'une année de chômage, au lieu de deux années;
- outre les personnes qui comptent deux années de chômage, d'autres catégories de chômeur sont désormais prises en considération pour l'obtention d'un emploi dans le troisième circuit de travail;
- la modalité selon laquelle les interventions du Fonds budgétaire interdépartemental ne peuvent être accordées que pour des emplois nouveaux qui peuvent être subventionnés en vertu des lois, des décrets et des arrêtés, a été adaptée; auparavant, ces lois, décrets et arrêtés devaient avoir effet à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal n° 25, c'est-à-dire le 5 avril 1982; cette dernière condition tombe;
- le Roi est habilité à fixer les règles selon lesquelles l'Office national de l'Emploi procède au recouvrement de montants dus en vertu de l'arrêté royal n° 123.

Par ailleurs, l'arrêté royal du 30 janvier 1984 modifiant l'arrêté royal du 6 juin 1983 portant exécution, en ce qui concerne l'occupation d'aides ménagères, des articles 13, troisième alinéa, et 16bis, de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand, a pour objet d'exiger une rétrocession modérée de la part des employeurs qui, soit engagent une aide-ménagère pour la mettre, moyennant rétribution, à la disposition de personnes physiques en application d'une décision ministérielle antérieure au 26 juillet 1983, soit remplacent une aide-ménagère engagée avant le 26 juillet 1983, soit engagent une aide-ménagère destinée à compléter les prestations fournies par un service agréé d'aide aux familles et/ou aux personnes âgées.

Enfin, l'arrêté royal du 27 janvier 1984 modifiant l'article 3, § 6, de l'arrêté royal du 27 mai 1982 d'exécution des articles 13, 18, 23 et 24 de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand, a pour objet d'imposer que l'engagement des travailleurs du Troisième circuit de travail soit réalisé dans un délai de six

remplacer par één enkele voorwaarde die stelt dat het aantal werknemers niet minder mag zijn dan het aantal dat op 30 juni 1982 tewerkgesteld was, behalve in geval dat er een bijzondere overeenkomst betreffende de werktijdregeling gesloten is of wegens behoorlijk gerechtvaardigde budgettaire redenen;

- toe te staan dat projecten betreffende de sectoren onderwijs en wetenschappelijk onderzoek door de Ministeries van Onderwijs of projecten van de Diensten voor Programmatie van het Wetenschapsbeleid kunnen ingediend worden, alsmede projecten betreffende de beroepsopleiding, uitgaande van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening.
- het beroep, dat vroeger bestond ingeval van negatief advies vanwege een subregionaal tewerkstellingscomité t.a.v. een project uitgaande van een privé promotor, af te schaffen.
- de Ministers toe te staan hun bevoegdheid tot goedkeuring van een project over te dragen op de subregionale tewerkstellingscomités, dit wat betreft de type-projecten.

Het koninklijk besluit nr. 255 van 31 december 1983 brengt wijzigingen aan in het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, ten einde het toepassingsgebied van het koninklijk besluit nr. 25 te wijzigen, de doeltreffende uitvoering van het derde arbeidscircuit in bezoldigde dienst toe te laten en de mogelijkheden van tussenkomst van het Interdepartementaal Begrotingsfonds uit te breiden.

Samengevat gaan de wijzigingen over de volgende punten :

- de kandidaten voor de arbeidsplaatsen opgericht in het kader van het Interdepartementaal Begrotingsfonds moeten slechts één jaar werkloos zijn in plaats van twee jaar;
- om een arbeidsplaats in het derde arbeidscircuit te kunnen bekleden komen, naast de personen die ten minste twee jaar werkloos zijn, nu ook andere categorieën van werklozen in aanmerking;
- de modaliteit dat de tegemoetkomingen van het Interdepartementaal Begrotingsfonds alleen maar verleend kunnen worden voor nieuwe arbeidsplaatsen die in aanmerking kunnen komen voor een subsidie krachtens wetten, decreten en besluiten werd aangepast; vroeger moesten deze wetten, decreten en besluiten van kracht zijn op de datum van inwerking-treding van koninklijk besluit nr. 25, namelijk op 5 april 1982; deze laatste voorwaarde vervalt;
- de Koning is gemachtigd om de regels vast te stellen volgens dewelke de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening overgaat tot de terugvordering van bedragen die verschuldigd zijn krachtens het koninklijk besluit nr. 123.

Anderzijds heeft het koninklijk besluit van 30 januari 1984 tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 juni 1983 tot uitvoering, wat de tewerkstelling van huishoudhulpen betreft, van de artiklen 13, derde lid, en 16bis, van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, tot doel een bescheiden terugbetaling te vorderen vanwege de werkgevers die hetzij een huishoudhulp aanwerven om ze tegen retributie ter beschikking te stellen van fysieke personen in toepassing van een vóór 26 juli 1983 getroffen ministeriële beslissing, hetzij een huishoudhulp, aangeworven vóór 26 juli 1983 vervangen, hetzij een huishoudhulp aanwerven ter aanvulling van de door een erkende dienst voor gezins- en bejaardenhulp geleverde prestaties.

Tot slot heeft het koninklijk besluit van 27 januari 1984 tot wijziging van artikel 3, § 6, van het koninklijk besluit van 27 mei 1983 tot uitvoering van de artikelen 13, 18, 23 en 24 van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, tot doel de aanwerving van de werkne-

mois prenant cours le premier jour du mois qui suit l'approbation de la demande concernée.

## 2. Redistribution du travail

L'arrêté royal n° 225 du 7 décembre 1983 portant des mesures en vue de la limitation du travail supplémentaire a pour objectif essentiel une meilleure distribution du travail disponible en imposant la récupération obligatoire des heures supplémentaires.

L'arrêté modifie la loi du 16 mars 1971 sur le travail, la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs ainsi que la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

L'objectif visé est atteint par le recours à la technique suivante : dans la majorité des cas où le dépassement de la durée normale du travail est autorisé par la loi sur le travail, la durée hebdomadaire moyenne de travail doit être respectée sur une période déterminée, en principe un trimestre.

De manière à éviter certains excès, l'arrêté prévoit, en outre, que dans le courant d'un trimestre, l'employeur ne peut dépasser la durée normale de travail de plus de 65 heures sans octroyer immédiatement des repos compensatoires.

Le paiement de la rémunération normale afférente aux heures de travail prestées au-delà de la limite hebdomadaire est différé au moment où le repos compensatoire est octroyé.

L'arrêté tend enfin à éviter le recours abusif au chômage partiel en interdisant toute suspension de l'exécution du contrat de travail pour cause d'accident technique, pour cause économique ou pour cause d'intempéries tant que tous les repos compensatoires auxquels a droit le travailleur n'ont pas été accordés.

Dans le cadre de cet arrêté, il faut signaler les deux arrêtés suivants :

a) Arrêté royal du 18 janvier 1984 relatif à l'information des travailleurs sur l'état de leurs prestations lorsque leur régime de travail est organisé conformément aux articles 20 § 2 et 26bis de la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

Cet arrêté royal, pris en exécution de l'article 13 de l'arrêté royal n° 225, prévoit qu'en cas d'application d'un régime de travail basé sur le principe de la moyenne à respecter sur une période déterminée (en fait, tous les régimes de travail dérogeant du régime normal), l'employeur devra informer le travailleur sur l'état de ses prestations de manière à ce qu'il puisse suivre l'octroi des repos compensatoires et aussi l'état de la créance qu'il conserve à l'égard de son employeur pour les rémunérations différées.

Ces renseignements doivent être communiqués au travailleur lors de chaque règlement définitif de la rémunération en même temps que le décompte de paie. Cette information est assez limitée lorsqu'il s'agit de régime de travail organisé conformément au règlement de travail. C'est en fait l'horaire imposé par le règlement de travail qui permettra au travailleur de suivre l'état de sa créance et de ses prestations. Seul un récapitulatif doit être joint au décompte. Par contre, lorsque les dépassements de la durée du travail se produisent en dehors de l'horaire du règlement de travail (ex., travaux justifiés par un cas de force majeure, par une nécessité imprévue ou par un surcroît extraordinaire de travail), le décompte devra être plus complet afin que le travailleur puisse vérifier s'il correspond bien à ses prestations réelles.

b) Arrêté royal du 20 janvier 1984 modifiant l'arrêté royal du 8 août 1980 relatif à la tenue des documents sociaux. Il s'agit de prévoir compte tenu des modifications apportées par l'arrêté royal n° 225 aux modalités de paiement de la rémunération l'obligation d'inscrire dans le compte individuel du travailleur à chaque paie :

mers in het Derde Arbeidscircuit te realiseren binnen een termijn van zes maanden vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de goedkeuring van de kwestieuze aanvraag.

## 2. Herverdeling van de arbeid

Het koninklijk besluit nr. 225 van 7 december 1983 houdende maatregelen met het oog op de beperking van het overwerk beoogt vooral een betere herverdeling van de beschikbare arbeid door het verplicht inhalen van de overuren.

Het besluit wijzigt de arbeidswet van 16 maart 1971, de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers en de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

De vermelde doelstelling wordt bereikt door de volgende techniek : in de meeste gevallen waar de overschrijdingen van de normale arbeidstijd toegelaten is door de arbeidswet, moet de gemiddelde wekelijkse arbeidsduur over een bepaalde periode, in principe een trimester, worden gerespecteerd.

Om sommige misbruiken te voorkomen, bepaalt dit besluit daarenboven dat in de loop van een trimester de werkgever de normale arbeidsduur niet mag overschrijden met meer dan 65 uren zonder onmiddellijk inhaalrust toe te kennen.

De betaling van het normale loon betreffende de overuren die verricht worden boven de wekelijkse grens wordt uitgesteld tot op het ogenblik waarop de inhaalrust wordt toegekend.

Het besluit wil ten slotte vermijden dat men onrechtmatig beroep doet op gedeeltelijke werkloosheid door elke schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst wegens technische stoornis, wegens economische oorzaken of wegens slecht weder te verbieden zolang de inhaalrust waarop de werknemer recht heeft niet is toegestaan.

In het kader van dit besluit moeten de twee volgende besluiten worden aangestipt :

a) Koninklijk besluit van 18 januari 1984 betreffende de informatie van de werknemers over de staat van hun prestaties wanneer hun arbeidsstelsel georganiseerd is overeenkomstig de artikelen 20, § 2, en 26bis van de arbeidswet van 16 maart 1971.

Dit koninklijk besluit, dat genomen werd ter uitvoering van artikel 13 van het koninklijk besluit nr. 225 voorziet dat in geval van toepassing van een arbeidsstelsel gebaseerd op het beginsel van een gemiddelde dat over een bepaalde periode moet worden nageleefd (in feite elk arbeidsstelsel dat afwijkt van het normale stelsel) de werkgever de werknemer zal moeten inlichten over de staat van zijn prestaties teneinde hem in staat te stellen de toekenning van de inhaalrust op te volgen en tevens de stand van de vordering die hij tegenover zijn werkgever behoudt in verband met de uitgestelde bezoldigingen.

Deze inlichtingen moeten aan de werknemer worden gegeven bij elke definitieve betaling van de bezoldiging terzelfdertijd als de afrekening van het loon. Deze informatie is tamelijk beperkt indien het gaat over een arbeidsstelsel dat ingericht is overeenkomstig het arbeidsreglement. Het is in feite het werkrooster opgelegd door het arbeidsreglement dat de werknemer in staat zal stellen de stand van zijn vordering en van zijn prestaties op te volgen. Enkel een overzicht moet bij de afrekening gevoegd worden. Indien de overschrijdingen evenwel plaats hebben buiten het uurrooster dat door het arbeidsreglement is voorzien (bv. arbeid gerechtvaardigd door een geval van overmacht, door een onvoorziene noodzakelijkheid of door een buitengewone vermeerdering van het werk) moet de afrekening vollediger zijn opdat de werknemer zou kunnen nagaan dat zij wel degelijk overeenstemt met de werkelijke prestaties.

b) Koninklijk besluit van 20 januari 1984 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 augustus 1980 betreffende het bijhouden van sociale documenten. Rekening houdend met de wijzigingen die door het koninklijk besluit nr. 225 werden aangebracht aan de modaliteiten inzake betaling van de bezoldiging, wordt hier de verplichting voorzien in de individuele rekening van de werknemer bij elke betaling in te schrijven :



- le nombre d'heures de travail pour lesquelles le paiement de la rémunération normale est différé;
- les sommes payées au moment de l'octroi des repos compensatoires.

L'arrêté royal n° 253 du 31 décembre 1983 modifie l'arrêté royal n° 179 du 30 décembre 1982 relatif aux expériences d'aménagement du temps de travail dans les entreprises en vue d'une redistribution de travail disponible.

Les modifications ont pour effet :

- de préciser certaines dispositions légales auxquelles il pourra être dérogé dans le cadre d'une expérience d'aménagement du temps de travail;
- de préciser les conditions d'intervention du Fonds d'aide aux expériences d'aménagement du temps de travail et de donner au Roi le pouvoir de déterminer des modalités spécifiques de calcul d'une intervention de ce Fonds pour les entreprises menacées de fermeture ou qui connaissent un régime de chômage partiel;
- de subordonner la conclusion d'expériences d'aménagement du temps de travail au respect des obligations imposées aux entreprises en matière de stage des jeunes;
- de prévoir des sanctions pénales contre l'employeur qui ne respecte pas les dispositions de l'arrêté royal déterminant les dispositions légales et réglementaires auxquelles l'entreprise peut déroger.

L'arrêté royal n° 213 du 26 septembre 1983, complété par l'arrêté royal n° 231 du 21 décembre 1983, a pour but de réduire la durée de travail et de diminuer le chômage partiel dans le secteur de la construction.

La réduction du temps de travail est réalisée par l'octroi de jours fixes de repos pendant la saison hivernale. Il est interdit d'occuper des ouvriers au travail durant ces jours de repos.

Ces jours de repos sont rémunérés à charge du Fonds de Sécurité d'existence de la construction.

Toute mise au travail de pensionnés est interdite dans ce secteur.

Les employeurs visés bénéficient de la prime Maribel majorée et de l'exonération de versement au Fonds pour l'Emploi.

Le seul arrêté royal d'exécution de l'arrêté n° 213 est l'arrêté royal du 5 décembre 1983 (*Moniteur belge* du 16 décembre 1983) qui a désigné comme fonctionnaires chargés de surveiller l'application dudit arrêté « les inspecteurs et les inspecteurs adjoints de l'Administration de la réglementation et des relations du travail ».

### 3. Modération salariale

L'arrêté royal n° 216 du 20 octobre 1983 modifie l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 créant un fonds en vue de l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi, afin d'assurer le déroulement normal de l'utilisation de la modération salariale complémentaire ainsi que son contrôle efficace.

Les principales modifications ont pour effet :

- de charger l'O.N.S.S. de la perception et du recouvrement des sommes dues au fonds;
- d'associer au contrôle de l'utilisation de la modération salariale complémentaire, soit l'organe *ad hoc* créé par convention collective, soit le conseil d'entreprise ou la délégation syndicale.

Cet arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1983.

Dans le même domaine, un arrêté royal, qui produit également ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1983, a été pris sur la proposition du

- het aantal arbeidsuren waarvoor de betaling van het gewone loon uitgesteld is;
- de sommen betaald op het ogenblik van de toekenning van de inhaalrust.

Het koninklijk besluit nr. 253 van 31 december 1983 wijzigd het koninklijk besluit nr. 179 van 30 december 1982 betreffende de experimenten van aanpassing van de arbeidstijd in de ondernemingen met het oog op een herverdeling van de beschikbare arbeid.

De wijzigingen hebben tot doel :

- sommige wettelijke bepalingen te verduidelijken, waarvan er in het kader van een experiment van aanpassing van de arbeidstijd zal afgeweken kunnen worden;
- de voorwaarden van de tussenkomst van het Hulpfonds voor de experimenten van aanpassing van de arbeidstijd te verduidelijken en de Koning de macht te geven om bijzondere berekeningswijzen voor een tussenkomst van dit Fonds vast te stellen voor de ondernemingen die bedreigd worden met sluiting of stelsel van gedeeltelijke werkloosheid kennen;
- het sluiten van overeenkomsten tot aanpassing van de arbeidstijd te doen afhangen van het naleven van de verplichtingen die inzake stage van jongeren aan de ondernemingen zijn opgelegd;
- strafsancities te voorzien tegen de werkgever die de bepalingen van het koninklijk besluit tot vaststelling van de wettelijke en reglementaire bepalingen waarvan de onderneming kan afwijken, niet naleeft.

Het koninklijk besluit nr. 213 van 26 september 1983, aangevuld met het koninklijk besluit nr. 231 van 21 december 1983, beoogt een arbeidsduurvermindering en een vermindering van de gedeeltelijke werkloosheid in de sector van het bouwbedrijf.

De arbeidsduurvermindering wordt gerealiseerd door het toekennen van vastgestelde rustdagen tijdens het winterseizoen. Het is verboden werklieden tewerk te stellen gedurende bedoelde rustdagen.

Deze rustdagen worden betaald ten laste van het Fonds voor bestaanszekerheid van de bouwnijverheid.

Elke tewerkstelling van gepensioneerden in die sector is verboden.

De bedoelde werkgevers hebben recht op de verhoogde Mariel-premie alsmede op de vrijstelling van storting aan het Tewerkstellingsfonds.

Het enige koninklijk besluit dat ter uitvoering van het besluit nr. 213 werd getroffen is het koninklijk besluit van 5 december 1983 (*Belgisch Staatsblad* van 12 december 1983) dat als ambtenaren belast met het toezicht op de naleving van dit besluit, de inspecteurs en de adjunct-inspecteurs van de Administratie van de arbeidsbetrekkingen en -reglementering aanduidt.

### 3. Loonmatiging

Het koninklijk besluit nr. 216 van 20 oktober 1983 wijzigd het koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982 tot oprichting van een fonds met het oog op de aanwending van de bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling, ten einde de normale afwikkeling van de aanwending van de bijkomende loonmatiging alsmede haar doeltreffend toezicht te verzekeren.

De voornaamste wijzigingen hebben tot doel :

- de R.M.Z. te belasten met de ontvangst en de inning van de aan het fonds verschuldigde sommen;
- hetzij het orgaan *ad hoc* ingesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst, hetzij de ondernemingsraad of de vakbondsafvaardiging te laten deelnemen aan het toezicht op de aanwending van de bijkomende loonmatiging.

Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1983.

In hetzelfde domein werd op voordracht van de Minister van Sociale Zaken een koninklijk besluit getroffen dat eveneens in



Ministre des Affaires sociales. Il s'agit de l'arrêté royal du 10 octobre 1983 pris en exécution de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, de l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 créant un Fonds en vue de l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi et de l'arrêté royal n° 185 du 30 décembre 1982 organisant, pour les petites et moyennes entreprises, un régime spécifique de la modération salariale pour l'emploi (Moniteur belge du 28 octobre 1983) qui précise les modalités par lesquelles l'Office national de sécurité sociale doit assurer la perception et le recouvrement des sommes dues par les employeurs.

Les principales dispositions de cet arrêté sont les suivantes :

a) les employeurs visés par l'arrêté royal n° 181 précité doivent transmettre pour chaque trimestre à l'Office national de sécurité sociale une attestation indiquant :

1° les moyens d'identification de la convention collective qu'ils appliquent;

2° l'état de leur effectif à la date de référence de la convention ou à défaut au 31 décembre 1982 ainsi que l'effectif du personnel durant le trimestre en cause;

3° le contenu de la convention collective en cause;

4° le degré de réalisation des obligations prévues par la convention. Cette attestation doit être visée, selon le cas, par l'organe paritaire de contrôle, le conseil d'entreprise ou la délégation syndicale, ou à défaut par les signataires de la convention;

b) la convention collective est censée être appliquée si les organes précités ont émis un avis favorable. Faute d'avis favorable ou en cas d'avis partagé, l'inspection des lois sociales examine si ladite convention est respectée;

c) les employeurs qui ne sont pas liés par une convention collective ou, bien qu'ils soient liés, ne l'appliquent que partiellement ou pas, sont tenus de verser à l'Office national de sécurité sociale, selon des formalités déterminées, la recette réelle de la modération salariale afférente à 1983 ou 1984 ou, en cas d'application partielle de la convention, selon une formule établie;

d) les inspecteurs et inspecteurs adjoints du service de l'inspection des lois sociales sont chargés de surveiller l'exécution de l'arrêté royal n° 181 et de ses arrêtés d'application;

e) les employeurs occupant moins de 50 travailleurs, visés par l'arrêté royal n° 185 précité, s'ils ont appliqué une convention collective de travail et s'ils ont choisi de ce fait le régime prévu par l'arrêté royal n° 181 de préférence au régime fixé par l'arrêté royal n° 185, doivent l'indiquer dans un formulaire joint à la déclaration des cotisations de sécurité sociale du 3<sup>e</sup> trimestre 1983.

L'arrêté ministériel du 2 février 1984 portant exécution de l'article 5 de l'arrêté royal du 10 octobre 1983 pris en exécution de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, de l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 créant un Fonds en vue de l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi et de l'arrêté royal n° 185 du 30 décembre 1982 organisant pour les petites et moyennes entreprises, en régime d'utilisation de la modération salariale pour l'emploi (Moniteur belge du 10 février 1984) détermine les modalités du calcul de la recette réelle de la modération salariale afférente à 1983 et à 1984 que les entreprises sont tenues de verser à l'Office national de sécurité sociale, quant elles ne sont pas liées par une convention collective de travail ou lorsqu'elles n'ont pas appliqué totalement une telle convention. Les petites

werkings treedt op 1 januari 1983. Het betreft het koninklijk besluit van 10 oktober 1983 tot uitvoering van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, van het koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982 tot oprichting van een Fonds met het oog op de aanwending van de bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling, en van het koninklijk besluit nr. 185 van 30 december 1982 houdende de organisatie voor de kleine en de middelgrote ondernemingen, van een specifiek stelsel voor de aanwending van de loonmatiging voor de tewerkstelling (Belgisch Staatsblad van 28 oktober 1983), dat de modaliteiten preciseert volgens welke de Rijksdienst voor sociale zekerheid de inning en de ontvangst van de door de werkgevers verschuldigde bedragen moet verzekeren.

De voornaamste bepalingen van dit besluit zijn de volgende :

a) de werkgevers bedoeld door het hierboven vermeld koninklijk besluit nr. 181 moeten voor elk kwartaal een attest aan de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid laten geworden, welk vermeldt :

1° de identificatie van de collectieve overeenkomst die nageleefd wordt;

2° het personeelsbestand op de referentiedatum, bepaald door de overeenkomst, of bij ontstentenis op 31 december 1982, als ook het personeelsbestand van het betrokken kwartaal;

3° de inhoud van de betrokken collectieve overeenkomst;

4° de graad van naleving der verplichtingen opgelegd door de overeenkomst. Dit attest moet onderworpen worden aan het advies, naargelang van het geval, van het paritair controleorgaan, de ondernemingsraad of de vakbondsafvaardiging, of, bij ontstentenis, van de ondertekenaars van de overeenkomst;

b) de collectieve overeenkomst wordt geacht toegepast te worden wanneer de hogervermelde organen een positief advies verstrekt hebben. Bij ontstentenis aan advies of ingeval van verdeeld advies zal de Inspectie van de sociale wetten onderzoeken of de betrokken overeenkomst nageleefd wordt;

c) de werkgevers die niet door een collectieve overeenkomst gebonden zijn, of die wel gebonden zijn door een collectieve overeenkomst, maar die deze niet of slechts gedeeltelijk toepassen, moeten aan de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid en volgens de toepasselijke modaliteiten, de werkelijke loonmatigingsopbrengst van 1983 of 1984 storten of, in geval van gedeeltelijke naleving, volgens een welbepaalde formule;

d) de inspecteurs en adjunct-inspecteurs van de Inspectie van de sociale wetten zijn belast met het toezicht op de uitvoering van het koninklijk besluit nr. 181 en de uitvoeringsbesluiten ervan;

e) de werkgevers die minder dan 50 werknemers tewerkstellen en die bedoeld zijn door het koninklijk besluit nr. 185, moeten, indien zij een collectieve arbeidsovereenkomst toegepast hebben en indien zij daardoor gekozen hebben voor het stelsel bepaald bij het koninklijk besluit nr. 181, zulks aanduiden op een formulier dat gevoegd wordt bij de aangifte van de sociale zekerheid voor het 3de kwartaal 1983.

Het ministerieel besluit van 2 februari 1984 tot uitvoering van artikel 5 van het koninklijk besluit van 10 oktober 1983 tot uitvoering van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor de werknemers, van het koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982 tot oprichting van een Fonds met het oog op de aanwending van de bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling en van het koninklijk besluit nr. 185 van 30 december 1982 houdende de organisatie, voor de kleine en middelgrote ondernemingen, van een specifiek stelsel voor de aanwending van de loonmatiging voor de tewerkstelling (Belgisch Staatsblad van 10 februari 1984) bepaalt de berekeningsmodaliteiten van de werkelijke loonmatigingsopbrengst voor 1983 en 1984 die de ondernemingen aan de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid zullen moeten storten, wanneer zij

et moyennes entreprises peuvent utiliser une formule d'application facultative.

L'arrêté royal n° 256 du 31 décembre 1983 vise à organiser une modération salariale dans l'entreprise Cockerill-Sambre et ses principales filiales de la sidérurgie à chaud. Par sa contribution, l'ensemble du personnel de ces entreprises — travailleurs, administrateurs et commissaires — est appelé à participer à l'effort de redressement de leur entreprise.

L'arrêté détermine d'une part les éléments qui pourront influencer la hausse des rémunérations, indemnités et avantages et, d'autre part, les modalités de réduction de ces rémunérations, indemnités et avantages ainsi que les taux et périodicité des prélèvements.

L'arrêté, dont la date d'entrée en vigueur doit être fixée par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, prévoit une modération salariale de 10 %. Le 15 mars 1984, le Gouvernement décide d'une modération générale des revenus de 6 %.

L'effort demandé aux travailleurs de Cockerill-Sambre reste fixé à 10 %. Il se décompose ainsi :

- a) 6 % issus de l'effort général;
- b) 4 % issus d'un effort particulier.

De manière à assurer les 4 derniers %, le Gouvernement approuve un projet d'arrêté (arrêté royal du 31 mars 1984 — *Moniteur belge* du 7 avril 1984) relatif à l'organisation d'une modération salariale complémentaire dans certaines entreprises du secteur sidérurgique. De facto, le Gouvernement renonce ainsi à mettre en oeuvre l'arrêté n° 256, ses objectifs étant atteints par d'autres voies.

#### 4. Indemnisation du chômage

L'arrêté royal n° 254 du 31 décembre 1983 modifie les articles 49 et 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, afin d'assurer un meilleur contrôle du chômage partiel résultant de causes économiques ou d'accidents techniques survenant dans l'entreprise.

L'obligation d'information incombant à l'employeur est renforcée afin d'augmenter les possibilités de contrôle de l'Office national de l'Emploi et du conseil d'entreprise ou de la délégation syndicale. On veut éviter entre autres que certains employeurs renseignent comme journées de chômage des journées réellement prestées.

Cet arrêté n'exige, en tant que tel aucune mesure d'exécution. En fait, ce sont les employeurs qui dans les notifications de chômage partiel pour motifs économiques doivent tenir compte des nouvelles obligations prévues; il en est de même de arrêtés royaux qui dans certains secteurs organisent, sur proposition de la commission paritaire compétente, la mise en chômage des travailleurs en cas de manque de travail pour motifs économiques.

### § 7. Ministre du Budget

#### A. Base légale

En vue de rencontrer les objectifs poursuivis par l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, il importe de poursuivre la maîtrise des dépenses des organismes d'intérêt public et spécialement les dépenses de fonctionnement.

#### B. Énumération des arrêtés

31 mars 1984. — Arrêté royal n° 293 relatif aux dépenses de fonctionnement de certains organismes d'intérêt public en 1984, 1985 et 1986. (*Moniteur belge* du 13 avril 1984).

niet door een collectieve arbeidsovereenkomst gebonden zijn, of wanneer zij een dergelijke overeenkomst niet volledig toegepast hebben. De kleine en middelgrote ondernemingen kunnen een alternatieve formule voor facultatieve toepassing hanteren.

Het koninklijk besluit nr. 256 van 31 december 1983 heeft tot doel een loonmatiging in de onderneming Cockerill-Sambre en in haar voornaamste filialen van de warme staalfase te organiseren. Het hele personeel van deze ondernemingen — werknemers, beheerders en commissarissen — draagt bij in de inspanning inzake herstel van hun onderneming.

Het besluit bepaalt enerzijds, de elementen die een verhoging van de lonen, vergoedingen en voordelen tot gevolg kunnen hebben en, anderzijds, de verminderingsmodaliteiten van deze lonen, vergoedingen en voordelen evenals de percentages en periodiciteiten van de afhoudingen.

Het besluit, waarvan de datum van inwerkingtreding bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit moet worden vastgesteld, voorziet in een loonmatiging van 10 %. Op 15 maart 1984 beslist de Regering een algemene inkomstenmatiging van 6 % door te voeren.

De inspanning die aan de werknemers van Cockerill-Sambre wordt gevraagd blijft vastgesteld op 10 %. Zij is onderverdeeld als volgt :

- a) 6 % voortvloeiend uit de algemene inspanning;
- b) 4 % voortvloeiend uit een bijzondere inspanning.

Teneinde de laatste 4 % te verzekeren keurt de Regering een ontwerp van besluit goed (koninklijk besluit van 31 maart 1984 — *Belgisch Staatsblad* van 7 april 1984) betreffende de organisatie van een bijkomende loonmatiging in bepaalde ondernemingen van de staatssector. In feite ziet de Regering aldus af van het in toepassing brengen van het besluit nr. 256, vermits de oogmerken ervan via andere wegen werden bereikt.

#### 4. Werkloosheidsvergoedingen

Het koninklijk besluit nr 254 van 31 december 1983 wijzigt de artikelen 49 en 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, ten einde een betere controle te verzekeren op de gedeeltelijke werkloosheid ten gevolge van economische oorzaken of ten gevolge van een technische stoornis in de onderneming.

De plicht voor de werkgever tot mededeling werd versterkt, om de controlemogelijkheden voor de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening en voor de ondernemingsraad of vakbondsafvaardiging te vermeerderen. Men wil onder meer vermijden dat sommige werkgevers werkelijk gepresteerde dagen zouden vermelden als werkloosheidsdagen.

Als dusdanig vereist dit besluit geen enkele uitvoeringsmaatregel. In feite zijn het de werkgevers die in de notificaties inzake gedeeltelijke werkloosheid om economische redenen, moeten rekening houden met de voorziene nieuwe verplichtingen; dit is eveneens het geval voor de koninklijke besluiten die in sommige sectoren op voorstel van het bevoegd paritair comité een regeling voorzien inzake het werkloos stellen van de werknemers, wegens het ontbreken van werk om economische redenen.

### § 7. Minister van Begroting

#### A. Wettelijke grondslag

Ten einde tegemoet te komen aan de nagestreefde doelstellingen van artikel 1, 1<sup>o</sup>, van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, dient de beheersing te worden voortgezet van de uitgaven van de instellingen van openbaar nut en voornamelijk van de werkingsuitgaven.

#### B. Opsomming van de besluiten

31 maart 1984. — Koninklijk besluit nr. 293 betreffende werkingsuitgaven van sommige instellingen van openbaar nut in 1984, 1985 en 1986 (*Belgisch Staatsblad* van 13 april 1984).

### C. Commentaire

L'arrêté royal n° 293 tend à reconduire pour les années 1984, 1985 et 1986 les mesures de réduction des dépenses de fonctionnement des organismes d'intérêt public prévues par les arrêtés n° 89 du 31 juillet 1982 et n° 190 du 30 décembre 1982 relatifs aux frais de fonctionnement des organismes d'intérêt public respectivement pour 1982 et pour 1983. L'objectif du Gouvernement est de diminuer ces dépenses, d'ici la fin de l'année 1986, à raison de 1,16 % en 1984, de 2,32 % en 1985 et de 3,48 % en 1986.

Si on examine les résultats obtenus par l'application de l'arrêté royal n° 190 pour l'exercice 1983, on constate que :

- en ce qui concerne les organismes qui ne reçoivent pas de subventions destinées à leur fonctionnement à charge du budget de l'Etat, 10 arrêtés royaux nécessaires à la mise en œuvre de l'arrêté royal n° 190 ont été pris à destination des titulaires des départements concernés. Ces arrêtés portent sur un montant global de 477 453 850 francs;
- en ce qui concerne les autres organismes, le crédit autorisant la subvention a été fixé en tenant compte des dispositions de l'arrêté royal numéroté en question. Au total, les économies réalisées par ce moyen portent sur 614 millions par rapport aux budgets initiaux.

Le champ d'application de l'arrêté royal n° 293 est identique à l'arrêté royal n° 190 précité et les modalités d'application de la mesure de réduction sont identiques à celles appliquées en 1983. Il est toutefois précisé que cette mesure ne peut conduire à ramener la croissance des dépenses de fonctionnement en dessous du taux applicable aux dépenses de fonctionnement des services de l'Etat. Pour 1984, ce taux est de 4,5 %. En outre, il est stipulé que n'entrent pas en ligne de compte, les dépenses de fonctionnement nouvelles et liées à des tâches devant conduire à une meilleure maîtrise des finances publiques. Ces dépenses seront fixées de commun accord par le Ministre de tutelle et le Ministre du Budget.

## § 8. Ministres de l'Education nationale

### A. Base légale

Les arrêtés numérotés pris par les Ministres de l'Education nationale ont puisé leur valeur juridique dans la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs au Roi, plus particulièrement l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> a), b), c) et 8<sup>o</sup> a), d), e).

### B. Enumération des arrêtés

1) L'arrêté royal n° 209 du 23 septembre 1983 modifiant l'arrêté royal du 23 mai 1967 fixant les règles de calcul de la durée des prestations à prendre en considération pour les travaux de cuisine, de restaurant et d'entretien, dans les établissements de l'Etat.

2) L'arrêté royal n° 210 du 23 septembre 1983 modifiant l'arrêté royal du 10 novembre 1967 fixant les règles de calcul de la durée des prestations à prendre en considération pour le service du chauffage et le transport des élèves dans les établissements de l'Etat.

3) L'arrêté royal n° 211 du 23 septembre 1983 modifiant l'arrêté royal du 2 décembre 1969 fixant les normes de création d'emplois de correspondant comptable et de correspondant comptable sélectionné dans les établissements d'enseignement de l'Etat.

4) L'arrêté royal n° 226 du 7 décembre 1983 relatif à la disponibilité pour convenance personnelle des membres du personnel des établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux.

### C. Commentaar

Het koninklijk besluit nr. 293 beoogt de verlenging voor de jaren 1984, 1985 en 1986, van de maatregelen tot vermindering van de werkingsuitgaven van de instellingen van openbaar nut, bepaald bij de besluiten nr. 89 van 31 juli 1982 en nr. 190 van 30 december 1982 betreffende de werkingskosten van de instellingen van openbaar nut, respectievelijk voor 1982 en voor 1983. De Regering heeft zich als doel gesteld, deze uitgaven te verminderen tegen het einde van het jaar 1986, à ratio van 1,16 % in 1984, 2,32 % in 1985 en 3,48 % in 1986.

Indien de resultaten worden onderzocht die werden bereikt door de toepassing van het koninklijk besluit nr. 190, voor het dienstjaar 1983, wordt vastgesteld :

- wat betreft de instellingen die geen toelage, bestemd voor hun werking, ten laste van de Rijksbegroting ontvangen, werden 10 koninklijke besluiten genomen die voor de uitvoering van het koninklijk besluit nr. 190 nodig zijn ten behoeve van de titularissen van de betrokken departementen. Voor deze besluiten gaat het om een globaal bedrag van 477 453 850 frank;
- wat betreft de andere instellingen werden de kredieten tot machtiging van de toelage berekend met inachtneming van de bepalingen van het betrokken genummerd koninklijk besluit. In totaal bedragen de op deze wijze gerealiseerde besparingen 614 miljoen op de initiële begrotingen.

Het toepassingsgebied van het koninklijk besluit nr. 293 is hetzelfde als dat van het voornoemde besluit nr. 190 en de toepassingsmodaliteiten van de maatregel inzake vermindering zijn dezelfde als deze welke in 1983 werden toegepast. Er wordt echter op gewezen dat die maatregel niet mag leiden tot een vermindering van de stijging van werkingsuitgaven, onder het percentage van 4,5 % dat in 1984 toepasselijk is op de werkingsuitgaven van de Rijksdiensten. Bovendien wordt bepaald dat geen rekening wordt gehouden met de nieuwe werkingsuitgaven die betrekking hebben op de taken tot een betere beheersing van de overheidsfinanciën. Die uitgaven zullen in gemeen overleg worden vastgesteld door de voordijminister en de Minister van Begroting.

## § 8. Ministers van Onderwijs

### A. Wettelijke basis

De genummerde besluiten getroffen op voordracht van de Ministers van Onderwijs vinden hun rechtsgrondslag in de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, in het bijzonder artikel 1, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> a), b), en c) en 8<sup>o</sup>, a), d) en e).

### B. Opsomming van de besluiten

1) Het koninklijk besluit nr. 209 van 23 september 1983 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 mei 1967 houdende vaststelling der regels tot becijfering van de duur der keuken-, restaurant- en onderhoudsprestaties in de Rijksonderwijsinrichtingen.

2) Het koninklijk besluit nr. 210 van 23 september 1983 tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 november 1967 houdende vaststelling der regels tot becijfering van de duur van de prestaties die in aanmerking genomen worden voor de stookdienst en het leerlingenvervoer in de Rijksonderwijsinrichtingen.

3) Het koninklijk besluit nr. 211 van 23 september 1983 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 december 1969 tot vaststelling van de normen voor de oprichting van betrekkingen van rekenplichtig correspondent en geselecteerd rekenplichtig correspondent in de Rijksonderwijsinrichtingen.

4) Het koninklijk besluit nr. 226 van 7 december 1983 betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden van de personeelsleden van de onderwijsinrichtingen en van de psycho-medisch-sociale centra.

5) L'arrêté royal n° 233 du 22 décembre 1983 relatif à l'adaptation du montant des subventions de fonctionnement visées à l'article 32 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

6) L'arrêté royal n° 265 du 31 décembre 1983 modifiant l'arrêté royal n° 169 du 30 décembre 1982 relatif aux congés pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle ou par des raisons d'ordre social ou familial, accordés à certains membres du personnel des institutions universitaires.

7) L'arrêté royal n° 266 du 31 décembre 1983 modifiant l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection.

8) L'arrêté royal n° 267 du 31 décembre 1983 modifiant la loi du 22 avril 1958 portant statut de l'Orchestre national de Belgique et modifiant la loi du 19 avril 1963 créant un établissement public dénommé Théâtre royal de la Monnaie.

9) L'arrêté royal n° 268 du 31 décembre 1983 modifiant l'arrêté royal n° 80 du 21 juillet 1982 fixant le nombre total de périodes supplémentaires admissibles dans l'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice, organisé ou subventionné par l'Etat, et maîtrisant le nombre total de périodes admissibles dans les sections des écoles normales techniques moyennes, organisées ou subventionnées par l'Etat.

10) L'arrêté royal n° 269 du 31 décembre 1983 portant modification de l'arrêté royal n° 63 du 20 juillet 1982 modifiant les dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit.

11) L'arrêté royal n° 270 du 31 décembre 1983 portant modification de l'arrêté royal n° 63 du 20 juillet 1982 modifiant les dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit.

12) L'arrêté royal n° 271 du 31 décembre 1983 réglant le financement des investissements universitaires pour le matériel scientifique lourd, immeuble par destination, pour 1980, 1981 et 1982.

13) L'arrêté royal n° 272 du 31 décembre 1983 remplaçant l'article 25 de la loi du 28 avril 1953 concernant l'organisation par l'Etat de l'enseignement universitaire.

14) L'arrêté royal n° 273 du 31 décembre 1983 modifiant les articles 30 et 31 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

15) L'arrêté royal n° 274 du 31 décembre 1983 modifiant l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982 relatif aux financements des investissements universitaires.

16) L'arrêté royal n° 275 du 31 décembre 1983 relatif à certains établissements scientifiques de l'Etat.

17) L'arrêté royal n° 294 du 31 mars 1984 fixant les conditions d'octroi de la rémunération différée à certains membres du personnel temporaire de l'enseignement qui ont d'autres revenus professionnels pendant les vacances d'été.

18) L'arrêté royal n° 295 du 31 mars 1984 modifiant l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul du crédit d'heures de l'enseignement secondaire du type I, concernant la fusion d'éta-

5) Het koninklijk besluit nr. 233 van 22 december 1983 betreffende de aanpassing van het bedrag van de werkingstoelagen bedoeld in artikel 32 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

6) Het koninklijk besluit nr. 265 van 31 december 1983 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 169 van 30 december 1982 betreffende de verloven voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden of gewettigd door sociale en familiale redenen, toegekend aan sommige personeelsleden van de universitaire instellingen.

7) Het koninklijk besluit nr. 266 van 31 december 1983 tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de Rijks-psycho-medisch-sociale centra, de Rijksvormingscentra en de inspectiediensten.

8) Het koninklijk besluit nr. 267 van 31 december 1983 tot wijziging van de wet van 22 april 1958 houdende statuut van het Nationaal Orkest van België en tot wijziging van de wet van 19 april 1963 tot oprichting van een openbare instelling genaamd Koninklijke Muntshouwborg.

9) Het koninklijk besluit nr. 268 van 31 december 1983 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 80 van 21 juli 1982 tot vaststelling van het aantal aanvaardbare bijkomende lestijden in het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, en tot beheersing van het aantal aanvaardbare lestijden in de afdelingen van de middelbare technische normaalscholen, georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat.

10) Het koninklijk besluit nr. 269 van 31 december 1983 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 63 van 20 juli 1982 houdende wijziging van de bezoldigingsregels van toepassing op het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs met volledig leerplan en van het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan.

11) Het koninklijk besluit nr. 270 van 31 december 1983 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 63 van 20 juli 1982 houdende wijziging van de bezoldigingsregels van toepassing op het onderwijzend en daar mee gelijkgesteld personeel van het onderwijs met volledig leerplan en van het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan.

12) Het koninklijk besluit nr. 271 van 31 december 1983 tot nadere regeling van de financiering der universitaire investeringen voor zware wetenschappelijke apparatuur, onroerend door bestemming, voor 1980, 1981 en 1982.

13) Het koninklijk besluit nr. 272 van 31 december 1983 tot vervanging van artikel 25 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat.

14) Het koninklijk besluit nr. 273 van 31 december 1983 tot wijziging van de artikelen 30 en 31 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen.

15) Het koninklijk besluit nr. 274 van 31 december 1983 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 167 van 30 december 1982 betreffende de financiering van de universitaire investeringen.

16) Het koninklijk besluit nr. 275 van 31 december 1983 betreffende sommige wetenschappelijke inrichtingen van de Staat.

17) Het koninklijk besluit nr. 294 van 31 maart 1984 waarbij de voorwaarden bepaald worden voor het uitbetalen van de uitgestelde bezoldiging aan sommige tijdelijke personeelsleden van het onderwijs die tijdens de zomervakantie andere beroepsinkomsten hebben.

18) Het koninklijk besluit nr. 295 van 31 maart 1984 tot wijziging van koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het



blissements, ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II.

19) L'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984 relatif aux membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement de l'Etat.

20) L'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux.

21) L'arrêté royal n° 298 du 31 mars 1984 modifiant l'arrêté royal du 15 décembre 1973 déterminant les normes de dédoublement et de regroupement d'années d'études dans l'enseignement technique secondaire, dans les enseignements supérieurs technique, économique, agricole, paramédical, social, pédagogique et artistique de type court, dans les enseignements supérieurs technique et agricole du deuxième degré et l'arrêté royal n° 79 du 21 juillet 1982 fixant le nombre global de périodes admissibles dans l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice organisé ou subventionné par l'Etat.

22) L'arrêté royal n° 299 du 31 mars 1984 visant à limiter le nombre de congés pour mission et de mises en disponibilité avec maintien du traitement ou avec traitement d'attente, accordés aux membres du personnel de l'enseignement de l'Etat et des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat.

23) L'arrêté royal n° 300 du 31 mars 1984 fixant le nombre de périodes-professeur dans l'enseignement secondaire de type II.

24) L'arrêté royal n° 301 du 31 mars 1984 portant fixation de la population scolaire minimale des sections de l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice.

### C. Commentaire

#### A. — Enseignement

En matière d'enseignement, les diverses mesures visent :

1° à freiner les dépenses;

2° à créer de nouvelles possibilités d'emploi en redistribuant le travail disponible.

Il est utile de rappeler qu'en 10 ans, de 1971 à 1981, alors que la population scolaire était en diminution constante, le nombre de charges rémunérées dans l'enseignement s'accroissait de 76 000 unités (soit une moyenne de plus de 7 600 unités par année).

Il fallait mettre un terme à cette croissance, tout en sauvegardant au mieux le niveau de l'emploi.

C'est pour atteindre ce double objectif que parallèlement aux dispositions imposant des restrictions en matière de normes, d'autres mesures étaient arrêtées qui portaient aussi bien sur les statuts pécuniaires que sur les régimes des congés et disponibilités.

L'effort commencé en 1982 a été poursuivi en 1983 et en 1984.

#### a) Personnel

1. La durée de la mise en disponibilité pour convenances personnelles, à laquelle peuvent prétendre les membres du personnel de tous les réseaux d'enseignement, a été portée de 2 à 5 ans (arrêté royal n° 226 du 7 décembre 1983).

2. L'arrêté royal n° 265 abroge, en ce qui concerne les membres du personnel administratif et technique des institutions universitaires, les dispositions prévues par l'arrêté royal n° 169 du 30 décembre 1982 relatif aux congés pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle ou par des raisons d'ordre social ou familial, accordés à certains membres du personnel des institutions universitaires.

type I et concernant la fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II.

19) Het koninklijk besluit nr. 296 van 31 maart 1984 betreffende de leden van het meesters-, vak- en dienstpersioneel van de Rijksinrichtungen.

20) Het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra.

21) Het koninklijk besluit nr. 298 van 31 maart 1984 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 december 1973 houdende bepaling van de splitsings- en hergroeperingsnormen van studiejaar in het secundair technisch onderwijs, in het technisch, economisch, agrarisch, paramedisch, sociaal, pedagogisch en artistiek hoger onderwijs van het korte type, in het technisch en agrarisch onderwijs van de tweede graad en van het koninklijk besluit nr. 79 van 21 juli 1982 tot vaststelling van het aantal aanvaardbare lestijden in het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat.

22) Het koninklijk besluit nr. 299 van 31 maart 1984 tot beperking van het aantal verloven wegens opdracht en van het aantal terbeschikkingstellingen met behoud van wedde of met genot van een wachtgeld, verleend aan de personeelsleden van het Rijksonderwijs en van de Rijks-psycho-medisch-sociale centra.

23) Het koninklijk besluit nr. 300 van 31 maart 1984 tot vaststelling van het aantal lesuren-leerkracht in het secundair onderwijs van het type II.

24) Het koninklijk besluit nr. 301 van 31 maart 1984 houdende vaststelling van de minimale schoolbevolking van de afdelingen van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan.

### C. Commentaar

#### A. — Onderwijs

Wat betreft onderwijs hebben de verscheidene maatregelen tot doel :

1° de uitgaven af te remmen;

2° door arbeidsherverdeling nieuwe tewerkstellingsmogelijkheden te scheppen.

Het is nuttig aan te stippen dat in één decennium, van 1971 tot 1981, tijdens hetwelk de schoolbevolking stelselmatig daalde, het aantal bezoldigde volledige opdrachten in het onderwijs toenam met 76 000 eenheden (of gemiddeld meer dan 7 600 per jaar).

Het was noodzakelijk deze groei te stoppen, evenwel door er zoveel mogelijk over te waken dat het tewerkstellingsniveau werd gehandhaafd.

Om dit dubbel doel te bereiken, werden, parallel met de beperking van de normen, andere maatregelen genomen die zowel het geldelijk statuut als de verloven en terbeschikkingstellingen betroffen.

De inspanning van 1982 werd in 1983 en 1984 voortgezet.

#### a) Personeel

1. De duur van de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden, toepasselijk op de personeelsleden van alle onderwijsnetten, werd van 2 op 5 jaar gebracht (koninklijk besluit nr. 226 van 7 december 1983).

2. Wat betreft het administratief en technisch personeel van de universitaire instellingen heft het koninklijk besluit nr. 265 de in het koninklijk besluit nr. 169 d.d. 30 december 1982 opgenomen bepalingen op met betrekking tot de verloven voor verminderde prestaties gerechtvaardigd door persoonlijke aangelegenheden of om sociale of familiale redenen, toegestaan aan sommige personeelsleden van universitaire instellingen.



Ainsi, les membres du personnel administratif et technique des institutions universitaires peuvent à nouveau bénéficier des dispositions de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenances personnelles.

Cette réglementation est plus souple et peut stimuler le travail à temps partiel davantage que la réglementation prévue par l'arrêté royal n° 169.

L'arrêté royal n° 272 augmente les possibilités de nomination en qualité de professeur et accroît la mobilité interne et externe du personnel enseignant des institutions universitaires.

3. Par l'arrêté royal n° 299, l'octroi des congés et des mises en disponibilité pour mission spéciale, qui était jusqu'à présent théoriquement illimité, est contingenté.

4. L'arrêté royal n° 266 a étendu au personnel des centres P.M.S. la réglementation prévue pour le personnel enseignant en matière de congés de maladie.

Les périodes de vacances sont dès lors comptées comme congés de maladie. Le personnel peut ainsi être mis en disponibilité plus tôt et remplacé rapidement.

5. D'autres mesures, à caractère pécuniaire, ont été consacrées par les arrêtés royaux n°s 269, 294 et 297.

La rémunération différée payée en juillet et août aux temporaires de l'enseignement sera supprimée pour tous les membres du personnel qui n'auront pas atteint au 31 août précédant l'année scolaire, l'âge correspondant à la classe de leur échelle de traitements.

(Exemples: 22 ans pour les instituteurs, 23 ans pour les régents, 24 ans pour les licenciés — arrêté royal n° 269.)

Il ne sera plus octroyé ni de pécule de vacances, ni de prime de fin d'année pour les fonctions accessoires exercées dans l'enseignement, qu'il soit de plein exercice, de promotion sociale ou à horaire réduit (arrêté royal n° 269).

Pour les définitifs en fonction accessoire dans l'enseignement de promotion sociale, les augmentations périodiques ayant servi de base au calcul du traitement sont réduites de moitié à partir de l'année scolaire 1983-1984 (arrêté royal n° 269).

Dans l'enseignement de plein exercice, il ne sera plus accordé de rémunération pour les fonctions accessoires et les surcroûts de travail exercés par les membres du personnel qui occupent déjà une fonction principale à prestations complètes dans l'enseignement (arrêté royal n° 270).

Il ne fait pas de doute que la suppression de la rémunération pour les fonctions accessoires dans l'enseignement de plein exercice introduite par l'arrêté royal n° 270 contribuera à améliorer encore cette situation.

En effet, si cet arrêté royal ne modifie pas le volume global de l'emploi, il permettra d'attribuer toutes ces charges incomplètes abandonnées à des jeunes candidats à l'enseignement, actuellement au chômage.

Mais il est encore trop tôt pour en chiffrer les effets.

L'arrêté royal n° 294 supprime en principe la rémunération différée pour le personnel temporaire qui a d'autres revenus professionnels pendant les vacances d'été.

L'arrêté royal n° 297 allège la charge budgétaire de l'enseignement par l'augmentation des charges hebdomadaires de certains membres du personnel enseignant.

Il répartit également le travail disponible par la suppression du paiement d'une subvention-traitement à certains âges de la carrière et par la promotion du travail à temps partiel.

Derhalve kunnen de leden van het administratief en technisch personeel van de universitaire instellingen opnieuw genieten van de bepalingen van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende bepaalde verloven en afwezigheden voor persoonlijke aanlegenheden toegestaan aan de Rijksambtenaren.

Deze reglementering is soepeler en stimuleert eerder dan het koninklijk besluit nr. 169 de deeltijdse arbeid.

Het koninklijk besluit nr. 272 biedt meer mogelijkheden tot benoeming tot hoogleraar en versoepelt de interne en externe mobiliteit van het onderwijzend personeel van de universitaire instellingen.

3. Bij koninklijk besluit nr. 299 wordt de tot dusver theoretisch onbeperkte mogelijkheid tot het toestaan van verloven en terbeschikkingstellingen wegens bijzondere opdracht gecontinueerd.

4. Het koninklijk besluit nr. 266 breidt de voor het onderwijzend personeel op het stuk van ziekteverlof geldende reglementering uit tot de P.M.S.-centra.

De vakantieperioden worden bijgevolg als ziekteverlof aangekend. Het personeel kan bijgevolg sneller ter beschikking gesteld en vervangen worden.

5. Bij koninklijke besluiten nrs. 269, 294 en 297 werden andere maatregelen met geldelijke weerslag genomen.

Voor alle personeelsleden die op de 31ste augustus vóór het schooljaar de met de categorie van hun weddeschaal overeenstemmende leeftijd niet bereiken, wordt de uitgestelde bezoldiging, uitbetaald in juli en augustus aan de tijdelijken, niet langer uitgekeerd.

(Voorbeelden: 22 jaar voor onderwijzers, 23 jaar voor regenten, 24 jaar voor licentiaten — koninklijk besluit nr. 269.)

Er wordt niet langer vakantiegeld en eindejaarstoelage uitbetaald voor bijambten uitgeoefend in het onderwijs, hetzij met volledig leerplan, sociale promotie of beperkt leerplan (koninklijk besluit nr. 269).

Voor de vastbenoemden in een bijambt in het onderwijs voor sociale promotie werden de periodieke verhogingen, in aanmerking genomen voor de weddeberekening, gehalveerd vanaf het schooljaar 1983-1984 (koninklijk besluit nr. 269).

In het onderwijs met volledig leerplan worden de bijambten en de overuren van de personeelsleden, die reeds een hoofdamt met volledige prestaties uitoefenen in het onderwijs niet meer bezoldigd (koninklijk besluit nr. 270).

Het niet meer bezoldigen van de bijambten in het onderwijs met volledig leerplan zoals voorzien in het koninklijk besluit nr. 270 is ongetwijfeld een verbetering van deze toestand.

Immers, hoewel dit koninklijk besluit het globaal tewerkstellingsvolume niet wijzigt, biedt het de mogelijkheid de vrijgekomen onvolledige opdrachten toe te wijzen aan werkloze jongeren met een pedagogisch diploma.

Op dit ogenblik kunnen de resultaten evenwel nog niet becijferd worden.

Het koninklijk besluit nr. 294 houdt principieel de afschaffing in van de uitgestelde bezoldiging van het tijdelijk personeel dat andere beroepsinkomsten heeft tijdens de zomervakanties.

Het koninklijk besluit nr. 297 verlicht de budgettaire last van het onderwijs door verhoging van de wekelijkse opdracht van sommige leden van het onderwijzend personeel.

Het verdeelt tevens de beschikbare arbeid door afschaffing van de uitkering van een weddetoelage op bepaalde leeftijden tijdens de loopbaan en door de stimulering van de deeltijdse arbeid.

La perte d'emploi due à l'augmentation des charges est ainsi compensée par les emplois qui seront libérés par ces mesures de redistribution du travail.

Le personnel jouissant du maximum de l'échelle barémique est ainsi remplacé par des jeunes temporaires au minimum de leur échelle.

La charge prévisible imposée au régime des pensions est compensée par la mise au travail de jeunes enseignants qui, sans cette mesure, bénéficieraient de l'allocation de chômage.

Il est envisagé de remplacer néanmoins les mesures obligeant la mise à la pension ou le travail à temps partiel par un régime de mise en disponibilité volontaire à partir de l'âge de 55 ans.

Ces divers arrêtés et plus spécialement les arrêtés numérotés n<sup>os</sup> 270 et 297 poursuivent ainsi les efforts faits en 1982 en vue d'une redistribution du travail par la promotion du travail à temps partiel et par la limitation des cumuls.

#### B. — Frais et subventions de fonctionnement

##### 1. Subventions de fonctionnement.

L'article 32 de la loi du pacte scolaire stipule que les montants de base des subventions de fonctionnement sont adaptés à l'évolution de l'indice des prix à la consommation (50 %) et à l'évolution des salaires horaires bruts (50 %) fixés par la B.N.B.

Depuis 1976, ce coefficient de croissance est réduit annuellement.

Pour l'année scolaire 1983-1984 l'augmentation moyenne a été limitée à 6,9 % par rapport à l'année 1982-1983.

L'arrêté royal n<sup>o</sup> 233 prévoit dans cette limite des taux variables d'indexation afin de favoriser l'enseignement fondamental.

##### 2. Crédits prévus pour le personnel ouvrier et les frais de fonctionnement de l'enseignement de l'Etat.

Pour 1984, la commission du pacte scolaire a approuvé la limitation à 6,9 % du taux de croissance des crédits prévus pour les frais de fonctionnement et le personnel ouvrier de l'Etat.

Les arrêtés n<sup>os</sup> 209, 210 et 211 ont ainsi créé la possibilité d'adapter aux possibilités budgétaires le nombre de périodes hebdomadaires octroyées à chaque établissement pour les tâches suivantes :

- les travaux de cuisine, de restaurant et d'entretien;
- le service de chauffage et le transport des élèves;
- les correspondants-comptables et les correspondants-comptables sélectionnés.

Par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, ce pourcentage a été fixé à 95 % des normes pour l'année 1984.

Cette limitation tient compte des moyens budgétaires disponibles et elle est appliquée en attendant une révision approfondie des besoins réels des établissements, dans le cadre d'une plus grande autonomie.

L'arrêté royal n<sup>o</sup> 296 bloque en outre le personnel de maîtrise, gens de métier et de service au niveau actuel.

Le personnel temporaire ne pourra donc plus entrer en considération pour une nomination à titre définitif.

Les effectifs du personnel d'entretien temporaire seront diminués progressivement à partir de 1985.

En compensation, une enveloppe de crédits de fonctionnement sera attribuée aux écoles.

Dans les limites de cette enveloppe, les écoles pourront engager leur propre personnel sous contrat ou faire appel à des firmes privées pour l'exécution des tâches d'entretien.

Cette mesure accroît donc l'autonomie des écoles en matière d'utilisation des crédits de fonctionnement.

Het tewerkstellingsverlies ten gevolge van het optrekken van de opdracht wordt aldus opgevangen door de jobs die vrijgemaakt worden door de arbeidsherverdelende maatregelen.

Het personeel bezoldigd aan het maximum van de weddeschaal wordt vervangen door jonge tijdelijken waarvoor een minimum-bezoldiging dient betaald.

De vermoedelijke pensioenlast wordt gecompenseerd door de tewerkstelling van jonge leerkrachten die anders een werkloosheidsvergoeding zouden ontvangen.

Er wordt niettemin in het vooruitzicht gesteld dat de verplichte pensionering of deeltijdse arbeid door een terbeschikkingstelling vanaf de leeftijd van 55 jaar zou worden vervangen.

Deze besluiten, in het bijzonder de koninklijke besluiten nrs. 270 en 297, trekken de in 1982 gedane inspanningen op het vlak van arbeidsherverdeling door het stimuleren van deeltijdse arbeid en cumulbeperking door.

#### B. — Werkingskosten en -toelagen

##### 1. Werkingstoelagen.

Artikel 32 van de schoolpactwet bepaalt dat de basisbedragen van de werkingstoelagen aangepast worden aan de evolutie van de index van de consumptieprijzen (50 %) en aan de evolutie van de bruto-uurlonen bepaald door de N.B.B. (50 %).

Sinds 1976 wordt deze groeivoet jaarlijks gereduceerd.

Voor het schooljaar 1983-1984 werd de gemiddelde groei in vergelijking met het schooljaar 1982-1983 tot 6,9 % beperkt.

Binnen deze perken voorziet het koninklijk besluit nr. 233 een gedifferentieerde stijging ten einde het basisonderwijs te bevorderen.

##### 2. Kredieten voor het werklidenpersoneel en de werkingskosten in het Rijksonderwijs.

Voor 1984 keurde de schoolpactcommissie de beperking goed tot 6,9 % van de groeivoet van de kredieten voor werking en werklidenpersoneel van het Rijk.

Door de besluiten nrs. 209, 210 en 211 wordt de mogelijkheid geboden de berekening van de wekelijkse prestaties voor elke inrichting voor de hiernavolgende taken aan te passen aan de budgettaire mogelijkheden :

- de prestaties in keuken, restaurant en voor onderhoud;
- de stookdienst en het leerlingenvervoer;
- de correspondenten-rekenplichtigen en de geselecteerde correspondenten-rekenplichtigen.

Bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit werd dit percentage voor 1984 vastgesteld op 95 %.

Deze beperking houdt rekening met de beschikbare budgettaire middelen en wordt toegepast in afwachting van een grondige herziening van de reële behoeften van de scholen in het kader van een grotere autonomie.

Verder blokkeert het koninklijk besluit nr. 296 het meesters-, vak- en dienstpersoneel op het huidige peil.

Het tijdelijk personeel komt niet meer in aanmerking voor een benoeming in vast verband.

Het personeelsbestand van het tijdelijk onderhoudspersoneel wordt vanaf 1985 geleidelijk afgebouwd.

Tegelijkertijd wordt een pakket werkingskredieten aan de scholen toegewezen.

Binnen de perken van deze kredietenveloppe kunnen de scholen eigen personeel onder contract aanwerven of een beroep doen op privé-onderhoudsfirma's.

Deze maatregel speelt in op de autonomie van de scholen op het vlak van de aanwending van werkingskredieten.

## C. — Normes

## 1. Enseignement secondaire.

Par les arrêtés royaux n<sup>os</sup> 295 et 300, le calcul du nombre de périodes-professeur dont un établissement peut disposer est basé sur le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'établissement au 1<sup>er</sup> février de l'année scolaire précédente afin de permettre une meilleure gestion pédagogique et budgétaire.

Des exceptions sont prévues en cas de fluctuation sensible de la population (+ 10 %, - 5 %) et dans les cas où une section s'étend automatiquement à une année d'études non encore organisée.

L'arrêté royal n<sup>o</sup> 295 habilite également le Roi à déterminer les options qui doivent être considérées comme semblables.

Il est en effet nécessaire de promulguer en la matière une réglementation claire et raisonnable.

Il prévoit aussi l'application dégressive de la diminution des normes de dédoublement dont les écoles peuvent bénéficier en cas de fusion.

La diminution de 25 % qui peut être appliquée sera ramenée successivement à 20 %, 15 %, 10 %, 5 % par tranche de deux années scolaires.

Enfin, les emplois de sous-directeur et de secrétaire de direction d'un centre d'enseignement sont réservés aux membres du personnel qui ont été mis en disponibilité par suppression d'emploi.

## 2. Enseignement supérieur.

Un capital-périodes analogue à ce qui avait été fixé pour l'enseignement supérieur de type long est attribué à l'enseignement de type court par l'arrêté royal n<sup>o</sup> 298.

Le calcul des périodes admissibles introduit par les arrêtés royaux n<sup>os</sup> 79 et 268 est remplacé par une méthode plus simple et plus souple basée sur un pourcentage périodes de cours/professeurs par étudiant dans une section d'une catégorie.

En raison de la restructuration de l'enseignement pédagogique, un pourcentage global maximum est fixé pour la catégorie entière, le Roi pouvant déterminer dans cette limite, des pourcentages spécifiques pour les différentes formations.

Les normes minimales de maintien des sections de l'enseignement de type court sont adaptées par l'arrêté royal n<sup>o</sup> 301 afin d'éviter que des moyens budgétaires réduits ne soient dispersés vers un nombre trop élevé de sections.

## 3. Enseignement universitaire.

L'arrêté royal n<sup>o</sup> 271 fixe les modalités d'application de l'article 7, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 167 du 30 novembre 1982 relatif au financement des investissements universitaires.

Conformément à cet article 7, 2<sup>o</sup>, un maximum de 15 % des moyens financiers accordés pour des investissements peut être affecté à l'acquisition de matériel scientifique lourd, immeuble par destination.

Quant à l'arrêté royal n<sup>o</sup> 273, il a un double objectif :

1) ajourner la révision des nombres-planchers et plafonds pendant la période d'exécution des plans d'assainissement des institutions universitaires déficitaires (modification de l'art. 31, § 1<sup>er</sup>);

2) réaliser effectivement les économies prévues par l'article 15 de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 81 du 31 juillet 1982 et par l'arrêté royal n<sup>o</sup> 166 du 30 novembre 1982 (modification des art. 30 et 31, § 2).

Enfin, l'arrêté royal n<sup>o</sup> 274 vise, en précisant les articles 4 et 5, à éviter que les montants prévus dans ces articles soient affectés à des investissements dans le secteur social, ce qui irait à l'encontre de l'esprit de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 167.

## C. — Normen

## 1. Secundair onderwijs.

Door de koninklijke besluiten nrs. 295 en 300 wordt het aantal uren-leerkracht waarover een school kan beschikken berekend op basis van het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen op 1 februari van het voorgaand schooljaar ten einde een betere pedagogische organisatie en budgettair beheer mogelijk te maken.

Uitzonderingen worden voorzien ingeval van belangrijke schommeling van de schoolbevolking (+ 10 %, - 5 %) en wanneer een afdeling automatisch wordt uitgebreid tot een nog niet ingericht leerjaar.

Het koninklijk besluit nr. 295 stipuleert eveneens dat de Koning de opties kan bepalen die als gelijkaardig dienen beschouwd.

Het is inderdaad nodig terzake een duidelijke en redelijke reglementering uit te werken.

Het besluit voorziet tevens de degressieve toepassing van de splitsingsnormen ingeval van fusie.

De vermindering met 25 % die kan toegepast worden zal geleidelijk tot 20 %, 15 %, 10 %, 5 % per schijf van twee schooljaren teruggebracht worden.

Tenslotte worden de betrekkingen van onderdirecteur en directiesecretaris van een scholengemeenschap voorbehouden aan personeelsleden die ter beschikking gesteld zijn wegens ambtsopheffing.

## 2. Hoger onderwijs.

Een lesurenpakket analoog met dit vastgesteld voor het hoger onderwijs van het lange type wordt toegekend aan het hoger onderwijs van het korte type bij koninklijk besluit nr. 298.

De berekening van de toegestane lestijden ingevoerd bij de koninklijke besluiten nrs. 79 en 268 wordt vervangen door een eenvoudigere en soepelere methode gebaseerd op een percentage lestijden/leerkracht per student in een afdeling van een categorie.

Ingevolge de herstructurering van het pedagogisch onderwijs wordt een globaal maximumpercentage vastgesteld per volledige categorie, waarbinnen de Koning specifieke percentages kan vaststellen voor de verschillende opleidingen.

De minimale behoudsnormen voor de afdelingen van het korte type werden aangepast bij koninklijk besluit nr. 301 ten einde te vermijden dat de beperkte budgettaire middelen zouden uitgezaaid worden over een te groot aantal afdelingen.

## 3. Universitair onderwijs.

Het koninklijk besluit nr. 271 legt de toepassingsmodaliteiten vast van artikel 7, 2<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit nr. 167 van 30 november 1982 betreffende de financiering van de universitaire investeringen.

Overeenkomstig dit artikel 7, 2<sup>o</sup>, kan maximaal 15 % van de financiële middelen toegekend voor investeringen aangewend worden voor het verwerven van zware wetenschappelijke apparatuur dat onroerend is door bestemming.

Het koninklijk besluit nr. 273 heeft een dubbele bedoeling :

1) de herziening uitstellen van de minima- en maximumnormen tijdens de uitvoeringsperiode van de saneringsplannen van de deficitair universitaire instellingen (wijziging van art. 31, § 1);

2) effectief de bezuinigingen bereiken voorzien in artikel 15 van het koninklijk besluit nr. 81 van 31 juli 1982 en in het koninklijk besluit nr. 166 van 30 november 1982 (wijziging van de art. 30 en 31, § 2).

Tenslotte beoogt het koninklijk besluit nr. 274 door de precisering van de artikelen 4 en 5 te vermijden dat de bedragen voorzien in deze artikelen bestemd zouden worden voor investeringen in de sociale sector. Dit zou immers niet in overeenstemming zijn met de geest van het koninklijk besluit nr. 167.

## B. — ETABLISSEMENTS SCIENTIFIQUES DE L'ETAT

L'arrêté royal n° 275 du 31 décembre 1983 relatif à certains établissements scientifiques de l'Etat, vise dix établissements scientifiques de l'Etat qui ont fait l'objet des travaux du Commissaire royal pour la restructuration des établissements scientifiques nationaux, nommé par l'arrêté royal du 24 juillet 1981.

La rationalisation et la limitation des moyens budgétaires nécessaires sont poursuivies dans le chef de ces établissements par les mesures suivantes :

a) au niveau de la personnalité juridique leur octroyée par leur patrimoine propre, les établissements sont regroupés en quatre Groupements scientifiques. En outre, la possibilité est ouverte aux organes dits périphériques (a.s.b.l.) d'être intégrés dans les personnes morales ainsi constituées;

b) par arrêté royal, des cadres communs seront formés pour le personnel administratif, technique et de maîtrise; cette mesure légale, mesure d'accompagnement indispensable, vise à garantir les droits individuels du personnel concerné;

c) dans le même contexte une possibilité prioritaire de confirmation dans leurs fonctions est offerte aux membres du personnel de l'Etat, qui n'ont pas été nommés statutairement. Elle suppose l'application des procédures normales de sélection imposées pour les recrutements et ne comporte dès lors aucune compétence discrétionnaire des Ministres responsables. Ces mesures valent également pour le Musée instrumental lors de son transfert aux Musées royaux d'Art et d'Histoire, préparé par les Services de la programmation et de la politique scientifique.

La restructuration permettra ainsi d'éliminer les doubles emplois de personnel et d'éviter des charges financières dans le chef des organes périphériques actuels.

## C. — THEATRE ROYAL DE LA MONNAIE ET ORCHESTRE NATIONAL DE BELGIQUE

L'arrêté royal n° 267 du 31 décembre 1983 modifie la loi du 22 avril 1958 portant statut de l'Orchestre national de Belgique et la loi du 19 avril 1963 créant un établissement public dénommé Théâtre royal de la Monnaie.

A l'initiative des Ministres de l'Education nationale, une série de réunions groupant des représentants de l'Orchestre national de Belgique, du Théâtre royal de la Monnaie, de la Société philharmonique de Bruxelles et des syndicats des deux parastataux ont débuté le 6 juillet 1982.

Ces discussions de table ronde se situaient dans un contexte de collaboration, devenue nécessaire plus que jamais dans un souci de rationalisation et de programmation, et donc de cohérence musicale.

D'autre part, les problèmes de la situation financière des deux entités devraient également être considérés tels quels. Ils sont particulièrement préoccupants au Théâtre royal de la Monnaie. Des mesures d'assainissement urgentes s'imposent dès lors.

Sous ces deux angles ont été prises des mesures créant un cadre ainsi que des objectifs pour la gestion financière, notamment en termes d'objectifs à réaliser. La collaboration entre institutions est favorisée, essentiellement en apportant un fondement de droit public aux rapports entre l'Orchestre national de Belgique et la Société philharmonique de Bruxelles.

Les mesures communes comportent des règles strictes pour les exécutions à l'étranger, la distinction entre les frais fixes et les frais variables (à couvrir par le financement propre), la fixation de chiffres maximum pour les orchestres et le ballet, la formation

## B. — WETENSCHAPPELIJKE INSTELLINGEN VAN HET RIJK

Het koninklijk besluit nr. 275 van 31 december 1983 met betrekking tot zekere wetenschappelijke instellingen van de Staat, heeft betrekking op tien wetenschappelijke instellingen van de Staat die door de Koninklijke Commissaris voor de herstructurering van de nationale wetenschappelijke instellingen, aangeesteld bij koninklijk besluit van 24 juli 1981, werden bestudeerd.

De rationalisatie en de beperking van de nodige budgettaire middelen worden in hoofde van deze instellingen door volgende maatregelen nagestreefd :

a) op het stuk van de rechtspersoonlijkheid hen toegekend door hun eigen patrimonium worden deze instellingen gegroepeerd in vier wetenschappelijke Groepen. Daarenboven wordt de mogelijkheid gegeven aan de zogenoemde perifere organen (v.z.w.) geïntegreerd te worden in deze dusdanig gevormde rechtspersonen;

b) bij koninklijk besluit zullen gemeenschappelijke kaders worden gevormd voor het administratief, technisch en onderhoudspersoneel; deze wettelijke maatregel, een onontbeerlijke begeleidingsmaatregel, beoogt de individuele rechten van het personeel te vrijwaren;

c) in dezelfde context wordt aan de personeelsleden van het Rijk die nog niet statutair werden benoemd, de mogelijkheid geboden tot prioritaire bevestiging in hun functies. Zij gaat uit van de toepassing van de normale selectieprocedures opgelegd voor vervingen en geeft bijgevolg geen enkele discretionaire bevoegdheid aan de verantwoordelijke Ministers. Deze maatregelen zijn eveneens van toepassing op het Instrumentenmuseum bij zijn overdracht naar de Musea voor Kunst en Geschiedenis, voorbereid door de Diensten voor de Programmatie van het Wetenschapsbeleid.

Door deze herstructurering zal zodoende het dubbel gebruik van personeel en de financiële lasten in hoofde van de perifere organen vermeden worden.

## C. — KONINKLIJKE MUNTSCHOUBURG EN NATIONAAL ORKEST VAN BELGIE

Het koninklijk besluit nr. 267 van 31 december 1983 wijzigd de wet van 22 april 1958 houdende het statuut van het Nationaal Orkest van België en de wet van 19 april 1963 tot oprichting van een openbare instelling Koninklijke Muntscouwburg genaamd.

Op initiatief van de Ministers van Onderwijs werden vanaf 6 juli 1982 vele vergaderingen gehouden met vertegenwoordigers van het Nationaal Orkest van België, van de Koninklijke Muntscouwburg, van de Filharmonische Vereniging van Brussel en van de vakbonden van de twee parastatalen.

Deze rondetafelbesprekingen zijn in een geest van samenwerking verlopen met de bezorgdheid de rationalisatie en programmatie en bijgevolg de musicale samenhang mogelijk te maken.

Anderzijds dienden de werkelijke financiële toestand en de problemen van de twee eenheden eveneens onderzocht. Deze zijn bijzonder zorgwekkend bij de Muntscouwburg. Dringende saneringsmaatregelen waren noodzakelijk.

Vanuit deze twee hoeken werden maatregelen genomen waardoor een kader werd gecreëerd en werd het financieel beheer afgestemd op te bereiken objectieven. De samenwerking tussen de instellingen werd verbeterd door een publiekrechtelijke basis te geven aan de betrekkingen tussen het Nationaal Orkest van België en de Filharmonische Vereniging van Brussel.

De gemeenschappelijke maatregelen bevatten strikte regels voor de uitvoeringen in het buitenland, het onderscheid tussen de vaste en variabele kosten (te dekken door eigen ontvangsten), de bepaling van de maximum-aantallen voor de orkesten en het



d'un fonds de roulement et le renforcement ou complètement mutuel des orchestres.

Pour le Théâtre royal de la Monnaie en particulier, la responsabilité de gestion du Comité permanent est agrandie et la reprise du bâtiment par l'Etat est réalisée; la réduction du nombre des membres de l'orchestre fait l'objet d'une disposition transitoire.

L'Orchestre national de Belgique est explicitement habilité à exercer l'activité d'un bureau de concert à Bruxelles, de sorte que la Société philharmonique peut être intégrée dans le système des frais fixes et frais variables; de même sont réglés les problèmes en matière de désignation des Commissaires du Gouvernement.

#### § 9. Le Ministre de la Défense nationale

##### A. Base légale

L'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, de la loi du 6 juillet 1983, libellé comme suit :

« Afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques et la création d'emplois, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :

» 3<sup>o</sup> en ce qui concerne les organismes d'intérêt public, les établissements publics relevant de l'Etat, ainsi que toute institution de droit belge qui répond à des besoins collectifs d'intérêt général et dans la création ou la direction de laquelle on constate la prépondérance de l'Etat,

» a) d'en opérer la suppression, la transformation, la réorganisation ou la fusion et d'adapter à cette fin le statut du personnel;

» b) d'en améliorer le fonctionnement, l'organisation, la gestion et l'activité ainsi que d'en renforcer le contrôle;

» c) d'en limiter les dépenses de fonctionnement; »

##### B. Enumération des arrêtés

Arrêté royal n<sup>o</sup> 234 modifiant la loi du 8 juin 1976 portant création de l'Institut géographique national.

##### C. Commentaire

Afin de contribuer à une gestion plus efficace de l'appareil de l'Etat et à une limitation importante des dépenses publiques, le département de la Défense nationale a décidé d'utiliser d'une manière encore plus optimale les moyens et le personnel disponible au sein de l'Institut géographique national, en étendant son champ d'action à de nouvelles tâches, et d'autre part, en reprenant, totalement ou en partie, des missions existantes qui sont effectuées jusqu'à présent par la Direction des grands levés et des plans généraux du Ministère des Finances, ainsi que par le Service de topographie et photogrammétrie du Ministère des Travaux publics.

Des négociations difficiles avec les deux départements précités sont actuellement en cours, afin de parvenir à un certain dégraissage de services, de matériel et de personnel par la voie d'une intégration fonctionnelle. Le Ministre de la Défense nationale a ainsi contribué au sein de son département à la réalisation de la politique gouvernementale, à savoir le dégraissage des institutions de l'Etat.

#### § 10. Le Ministre des Affaires sociales, le Secrétaire d'Etat aux Pensions et le Secrétaire d'Etat à la Santé publique

##### A. Base légale

La loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi autorise le Roi à prendre toutes mesures utiles en vue d'assurer l'équilibre financier de l'ensemble des régimes de sécurité sociale des travailleurs salariés et des indépendants en veillant,

ballet, de samenstelling van een bedrijfskapitaal en de versterking of wederzijdse aanvulling van de orkesten.

Wat betreft de Koninklijke Muntscouwburg werd de beheersverantwoordelijkheid van het vast Comité uitgebreid en werd de overname van het gebouw door de Staat gerealiseerd; de vermindering van het aantal orkestleden werd geregeld bij overgangsbepaling.

Het Nationaal Orkest van België werd er uitdrukkelijk toegemachtigd de activiteiten van een concertbureau in Brussel te ontplooiën, zodanig dat de Filharmonische Vereniging in de vaste en variabele kostenberekening kan opgenomen worden; de aanduiding van Regeringscommissarissen werd eveneens geregeld.

#### § 9. Minister van Landsverdediging

##### A. Wettelijke grondslag

Artikel 1, 3<sup>o</sup>, van de wet van 6 juli 1983, luidt als volgt :

« Met het oog op het economisch en financieel herstel, de vermindering van de openbare lasten, de gezondmaking van de openbare financiën en het scheppen van werkgelegenheid, kan de Koning bij in Ministerraad overlegde besluiten, alle nuttige maatregelen nemen ten einde :

» 3<sup>o</sup> met betrekking tot de instellingen van openbaar nut, de openbare instellingen die afhangen van de Staat, alsook tot elke instelling naar Belgisch recht, die voldoet aan collectieve noodwendigheden van algemeen belang en in welke oprichting of bestuur het overwicht van de Staat wordt vastgesteld,

» a) over te gaan tot de opheffing, de omvorming, de reorganisatie of de samensmelting ervan en te dien einde het personeelsstatuut aan te passen;

» b) de werking, de organisatie, het beheer en de activiteit ervan te verbeteren, alsmede de controle ervan te versterken;

» c) de werkingsuitgaven ervan te beperken; »

##### B. Opsomming van de besluiten

Koninklijk besluit nr. 234 houdende wijziging van de wet van 8 juni 1976 tot oprichting van het Nationaal Geografisch Instituut.

##### C. Commentaar

Ten einde bij te dragen tot een efficiënter beheer van het Overheidsapparaat en tot een belangrijke beperking van de overheidsuitgaven, heeft het departement van Landsverdediging besloten de middelen en mankracht welke binnen het Nationaal Geografisch Instituut voorhanden zijn, nog optimaler aan te wenden door haar werkingsterrein uit te breiden tot zekere nieuwe opdrachten en anderzijds bestaande doelstellingen welke tot heden uitgeoefend worden door de Directie grote opmetingen en algemene plannen van het Ministerie van Financiën en de Dienst topografie en fotogrammetrie van het Ministerie van Openbare Werken geheel of gedeeltelijk over te nemen.

Moeilijke onderhandelingen met beide voornoemde departementen zijn thans aan de gang ten einde tot een zekere afslanking te komen van diensten, materieel en personeel via een functionele integratie. De Minister van Landsverdediging heeft aldus op zijn departement bijgedragen tot de verwezenlijking van de regeringspolitiek, met name de afslanking van de overheidsinstellingen.

#### § 10. Minister van Sociale Zaken de Staatssecretaris voor Pensioenen en de Staatssecretaris voor Volksgezondheid

##### A. Wettelijke grondslag

De wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, geeft de Koning de bevoegdheid alle nuttige maatregelen te treffen ten einde het financieel evenwicht van het geheel van de stelsels van de sociale zekerheid van de



en ce qui concerne les revenus de remplacement et autre allocations sociales, à sauvegarder intégralement le pouvoir d'achat des personnes les moins favorisées et sans porter atteinte aux principes généraux qui régissent chacun des régimes de la sécurité sociale, tels qu'ils sont énumérés, en ce qui concerne les travailleurs salariés, aux articles 5 à 13 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Le cadre dans lequel le Gouvernement devait réaliser, par les pouvoirs spéciaux, le redressement financier de la sécurité sociale a été clairement défini :

— les pouvoirs spéciaux se limitaient tout d'abord à « assurer l'équilibre financier » de la sécurité sociale. C'était une description limitative qui impliquait que le Gouvernement ne pouvait pas réformer la sécurité sociale par ces pouvoirs spéciaux;

— il était stipulé ensuite qu'à l'occasion de ces mesures, le pouvoir d'achat des moins favorisés devait être sauvegardé et que les sacrifices demandés devaient être équitablement répartis entre les différentes catégories de la population;

— enfin, il a été souligné aussi que le Gouvernement n'avait pas l'intention d'instaurer l'état d'indigence dans la sécurité sociale mais que, fidèle à l'accord de gouvernement, il désirait préserver la notion d'assurance et celle de solidarité et qu'il considérait toujours le droit à la sécurité sociale comme un droit individuel. Il était entendu qu'en ce qui concerne les indemnités, il fallait parvenir à une plus grande sélectivité où revenus et charges familiales seraient déterminants.

## LE MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES

### Aperçu des arrêtés de pouvoirs spéciaux

#### I. — Régime général

##### 1. Modification des taux de cotisation et définition plus large de la notion de « salaire »

##### A. Énumération des arrêtés royaux

— Arrêté royal n° 214 du 30 septembre 1983 modifiant la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande et la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (*Moniteur belge* du 4 octobre 1983).

— Arrêté royal n° 220 du 30 novembre 1983 modifiant l'arrêté royal n° 214 du 30 septembre 1983 modifiant la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande et la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (*Moniteur belge* du 6 décembre 1983).

##### B. Commentaire

— Les mesures contenues dans l'arrêté royal n° 214 ont pour but principal de sauvegarder les recettes de la sécurité sociale; elles ont un caractère permanent.

werknemers en van de zelfstandigen te verzekeren, erover wakend dat, wat de vervangingsinkomens en de andere sociale vergoedingen betreft, de koopkracht van de minstbegoeden integraal beveiligd wordt en zonder afbreuk te doen aan de algemene beginselen in elk der stelsels van de sociale zekerheid, zoals zij voor wat de werknemers betreft reeds werden opgesomd in de artikelen 5 tot en met 13 van de wet van 29 juni 1981 houdende algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

Het kader waarbinnen de Regering, via de haar toegewezen machten, het financieel herstel van de sociale zekerheid diende te realiseren, werd zeer duidelijk aangegeven :

— Vooreerst waren de bijzondere machten beperkt tot « het verzekeren van het financieel evenwicht » van de sociale zekerheid. Dit was een beperkende omschrijving die inhield dat de Regering met deze bijzondere machten geen hervorming van de sociale zekerheid kon doorvoeren;

— Vervolgens was gesteld dat bij de te nemen maatregelen de koopkracht van de minstbegoeden moest worden beveiligd en dat de offers die werden gevraagd evenwichtig moesten worden gespreid over de verschillende bevolkingscategorieën;

— Tenslotte werd duidelijk gesteld dat de Regering niet van plan was de staat van behoefte in de sociale zekerheid in te voeren, maar dat zij, het regeerakkoord getrouw, de verzekeringsgedachte en de solidariteitsgedachte wenste te behouden en het recht op sociale zekerheid als een individueel recht bleef beschouwen. Daarbij is wel gezegd dat met betrekking tot de uitkeringen, een grotere selectiviteit moest worden betracht, waarbij inkomen en gezinslast medebepalend kunnen zijn.

## MINISTER VAN SOCIALE ZAKEN

### Overzicht van de bijzondere machtenbesluiten

#### I. — Algemene regeling

##### 1. Wijziging van de bijdragevoeten en ruimere definiëring van het begrip « loon »

##### A. Opsomming van de koninklijke besluiten

— Koninklijk besluit nr. 214 van 30 september 1983 tot wijziging van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden, van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij en van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering (*Belgisch Staatsblad* van 4 oktober 1983).

— Koninklijk besluit nr. 220 van 30 november 1983 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 214 van 30 september 1983 tot wijziging van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden, van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij, en van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering (*Belgisch Staatsblad* van 6 december 1983).

##### B. Commentaar

— De maatregelen die in het koninklijk besluit nr. 214 zijn opgenomen beogen voornamelijk de beveiliging van de inkomsten voor de sociale zekerheid en hebben een bestendig karakter.

D'abord le présent arrêté majore de 0,75 % la cotisation que les travailleurs fonctionnaires et pensionnés dont la pension excède un certain plafond versent au régime des soins de santé. Une même majoration affecte la cotisation des indépendants. Cette hausse de cotisation, conjuguée à un ensemble de mesures d'économies dans le secteur des soins de santé à concurrence de 10,8 milliards, doit permettre de rétablir l'équilibre financier dans ce secteur.

Ensuite, dans le cadre de la solidarité entre actifs et inactifs, la cotisation des travailleurs pour le régime des pensions est majorée de 0,50 %.

Initialement, il était prévu d'affecter ces 0,50 % au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale mais, après la concertation sociale, le Gouvernement a estimé qu'il est préférable que les différentes catégories de la population fassent chacune un effort pour leur propre régime de pensions.

Le produit des cotisations de sécurité sociale ne se réalisant qu'au cours du trimestre qui suit celui pour lequel les cotisations sont perçues, il était nécessaire que les cotisations précitées entrent en vigueur dès le 1<sup>er</sup> octobre 1983.

En outre, l'arrêté royal n° 214 a posé les structures du Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale. Le Fonds a comme objectif, exclusivement à l'aide des ressources qui lui sont attribuées, de contribuer à l'équilibre financier des divers régimes de la sécurité sociale.

Le Fonds est créé auprès de l'Office national de sécurité sociale, de sorte que les partenaires sociaux participent également à la gestion. En outre, pouvoir est donné à l'Office national de sécurité sociale de contracter des emprunts en faveur de ce Fonds, et dans les limites de la tâche et des moyens du Fonds.

Enfin, cet arrêté instaure une cotisation patronale et salariale sur les avantages de vacances n'intervenant pas dans le salaire sur lequel des cotisations de sécurité sociale sont perçues, à savoir le double pécule de vacances pour trois semaines de vacances et le montant du double pécule de vacances pour les deux jours de la quatrième semaine de vacances.

La cotisation du travailleur sur le double pécule de vacances, égale au total des cotisations de sécurité sociale des travailleurs sur les salaires, est calculée selon la même technique que celle appliquée par les dispositions des arrêtés royaux n°s 23 et 158 fixant une retenue sur une partie du pécule de vacances des travailleurs.

Toutefois, la même technique ne peut être appliquée à la cotisation patronale, étant donné que le patron ne dispose pas du pécule de vacances des travailleurs. En effet, le pécule de vacances des travailleurs est constitué par le biais d'une cotisation patronale de vacances annuelles auprès des caisses de vacances qui, cependant, peuvent retenir une cotisation salariale mais non patronale.

Pour permettre la perception de la cotisation patronale sur le double pécule de vacances, il est appliqué une technique par laquelle la cotisation patronale, calculée sur un double pécule de vacances forfaitaire, est répartie comme une cotisation sur le salaire. Le double pécule de vacances est égal à 6 % du salaire. Les deux jours de la quatrième semaine de vacances représentent 0,66 %. La cotisation patronale de 24,04 % sur ce montant correspond à une cotisation patronale de 1,6 % sur le salaire ( $6,66\% \times 24,04\% = 1,6\%$ ). La cotisation patronale sur le double pécule de vacances (y compris les deux jours de la quatrième semaine de vacances) est donc transformée en cotisation de 1,6 % sur le salaire.

Cette technique n'est pas nouvelle. Une technique similaire est en effet appliquée en vue d'intégrer le simple pécule de vacances dans le salaire des ouvriers pour le calcul des cotisations de sécurité sociale. A cette fin, le salaire est multiplié par 108 %.

In de eerste plaats wordt in dit besluit de persoonlijke bijdrage van de werknemers, van de ambtenaren en van de gepensioneerden waarvan het pensioen een bepaalde grens overstijgt, voor het stelsel van de geneeskundige verzorging met 0,75 % opgetrokken. Eenzelfde verhoging wordt doorgevoerd op de bijdrage van de zelfstandigen. Deze bijdrageverhoging moet samen met een geheel van de besparingsmaatregelen in de geneeskundige verzorging, ten belope van 10,8 miljard, het evenwicht in bedoelde sector realiseren.

In de tweede plaats wordt, in het kader van de solidariteit tussen de actieven en de inactieven, de persoonlijke bijdrage van de werknemers voor het pensioenstelsel verhoogd met 0,50 %.

Oorspronkelijk was het de bedoeling deze 0,50 % toe te wijzen aan het fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid, doch na het sociaal overleg heeft de Regering geoordeeld dat het wenselijker is dat de verschillende bevolkingscategorieën elk een eigen inspanning leveren voor hun pensioenstelsel.

Gelet op het feit dat de opbrengst van de bijdragen voor sociale zekerheid pas gerealiseerd wordt in het kwartaal volgend op datgene waarop de bijdragen worden geheven, was het noodzakelijk de hierboven beschreven bijdragen vanaf 1 oktober 1983 in werking te laten treden.

Tevens wordt bij koninklijk besluit nr. 214 het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid structureel ingebouwd. Het Fonds heeft tot doel uitsluitend door middel van de hem toegewezen inkomsten, bij te dragen tot het financieel evenwicht van de verschillende regelingen van de sociale zekerheid.

Het Fonds wordt ingesteld bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, zodat de sociale gesprekspartners eveneens bij het beheer ervan worden betrokken. Bovendien wordt aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid de machtiging gegeven leningen aan te gaan ten behoeve van dit Fonds en binnen de perken van de opdracht en de middelen van het Fonds.

Tenslotte wordt in dit besluit een werkgevers- en werknemersbijdrage ingevoerd op de vakantievoordelen welke geen deel uitmaken van het loon waarop sociale zekerheidsbijdragen wordt geheven, met name het dubbel vakantiegeld voor drie vakantieperiodes en het bedrag van het dubbel vakantiegeld voor de twee dagen van de vierde vakantieperiode.

Voor de werknemersbijdrage op het dubbel vakantiegeld, welke gelijk is aan het totaal van de sociale zekerheidsbijdragen van de werknemers op het loon wordt dezelfde techniek gebruikt als deze toegepast ingevolge koninklijk besluit nr. 23 en koninklijk besluit nr. 158 tot instelling van een inhouding op een gedeelte van het vakantiegeld voor de werknemers.

Wat de werkgeversbijdrage betreft kan echter dezelfde techniek niet worden toegepast omdat de werkgever over het vakantiegeld voor de arbeiders niet beschikt. Het vakantiegeld van de arbeiders wordt immers via een patronale bijdrage voor jaarlijkse vakantie bij de vakantiekassen gevestigd. Deze vakantiekassen kunnen hierop wel een werknemersbijdrage inhouden doch geen werkgeversbijdrage.

Om de werkgeversbijdrage op het dubbel vakantiegeld inbaar te maken wordt een techniek toegepast waarbij de patronale bijdrage, berekend op een forfaitair dubbel vakantiegeld, omgeslagen wordt als een bijdrage op het loon. Het dubbel vakantiegeld is gelijk aan 6 % van het loon. De twee dagen van de vierde vakantieperiode vertegenwoordigen 0,66 %. De werkgeversbijdrage van 24,04 % hierop komt overeen met een werkgeversbijdrage van 1,6 % op het loon ( $6,66\% \times 24,04\% = 1,6\%$ ). De patronale bijdrage op het dubbel vakantiegeld (inbegrepen de twee dagen van de vierde vakantieperiode) wordt dus omgeslagen als 1,6 % bijdrage op het loon.

Deze techniek is niet nieuw. Een gelijkaardige techniek wordt immers toegepast om, ten aanzien van de arbeiders, het enkel vakantiegeld in het loon te integreren voor de berekening van de sociale zekerheidsbijdragen. Het loon wordt daartoe vermenigvuldigd met 108 %.

Afin de tendre vers une uniformisation pour ce qui est des ouvriers et des employés, la même technique est appliquée à la cotisation patronale pour les employés.

Cependant, les employeurs occupant moins de 10 travailleurs sont dispensés de cette cotisation.

— L'arrêté royal n° 220 vise plus précisément à apporter une correction à l'article 7 de l'arrêté royal n° 214.

Cet article 7 stipule que l'arrêté royal n° 158 du 30 décembre 1982 fixant une retenue de 11 % sur le double pécule de vacances sera abrogé le 1<sup>er</sup> janvier 1984.

En outre, l'article 6 de l'arrêté royal n° 158 précité stipule que cet arrêté est applicable pour la première fois à partir de l'exercice de vacances 1982.

Ces dispositions ont pour conséquence qu'une lacune juridique s'est créée concernant la retenue de 11 % sur le double pécule de vacances se rapportant à l'exercice de vacances 1982, mais payé en 1984 ou plus tard.

Le pécule de vacances se rapportant à l'exercice de vacances 1982, qui n'est pas payé en 1983 mais plus tard, est estimé à 200 millions de francs.

Il serait illogique qu'en raison d'un paiement ultérieur, ces avantages échappent à la retenue visée.

Afin de remédier à l'anomalie susmentionnée, l'article 7 de l'arrêté royal n° 214 est complété de telle façon que la situation susvisée soit soumise à la retenue de 11 % sur le double pécule de vacances.

## 2. Instauration d'une cotisation spéciale

### A. Enumération des arrêtés royaux

Arrêté royal n° 227 du 9 décembre 1983 fixant pour les appointés et salariés du secteur public et privé une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfant (*Moniteur belge* du 16 décembre 1983).

### B. Commentaire

Cet arrêté a pour but de diminuer, de 25 %, pour 1984, la cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfant qui, pour 1983, était fixée à 45 francs par jour ouvrable avec un maximum de 900 francs. La cotisation visée s'élève donc pour 1984 à 34 francs par jour ouvrable, avec un maximum de 675 francs par mois.

Le champ d'application et les autres modalités concernant la cotisation visée sont identiques à ceux prévus pour 1983 par l'arrêté royal n° 129 du 30 décembre 1982.

Le produit de cette cotisation reste alloué au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale.

Une même diminution de 25 % est opérée en 1984 sur la déduction forfaitaire des allocations familiales.

L'arrêté royal n° 282 du 31 mars 1984 abroge la limite dans le temps fixée par l'arrêté royal n° 227 précité, et autorise le Roi à réduire les montants de la cotisation, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

## 3. Perception des cotisations

### A. Enumération des arrêtés royaux

Arrêté royal n° 286 du 31 mars 1984 portant des mesures en vue d'améliorer la perception des cotisations de sécurité sociale et de solidarité dues par des personnes morales de droit public (*Moniteur belge* du 13 avril 1984).

Ten einde eenvormigheid na te streven wat arbeiders en bedienden betreft, wordt voor de patronale bijdrage voor de bediende dezelfde techniek toegepast.

De werkgevers welke echter minder dan 10 werknemers tewerkstellen, worden van deze patronale bijdrage vrijgesteld.

— Het koninklijk besluit nr. 220 wil meer bepaald een correctie aanbrengen aan het artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 214.

Dit artikel 7 bepaalt dat het koninklijk besluit nr. 158 van 30 december 1982 tot instelling van een inhouding van 11 % op het dubbel vakantiegeld, wordt opgeheven met ingang van 1 januari 1984.

Daarnaast bepaalt artikel 6 van voornoemd koninklijk besluit nr. 158, dat dit besluit voor het eerst van toepassing is vanaf het vakantiedienstjaar 1982.

Deze bepalingen hebben voor gevolg dat er een juridische lacune ontstaat om een dergelijke inhouding van 11 % te verrichten op het dubbel vakantiegeld dat betrekking heeft op het vakantiedienstjaar 1982, doch uitbetaald wordt in 1984 of later.

Het vakantiegeld met betrekking tot het vakantiedienstjaar 1982, dat niet in 1983, maar later wordt uitbetaald, wordt geschat op 200 miljoen frank.

Het zou onlogisch zijn dat, omwille van een latere betaling, deze voordelen zouden ontsnappen aan bedoelde inhouding.

Om hoger beschreven anomalie te weren, wordt het artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 214 aangevuld zodat bedoelde situatie onderworpen is aan de inhouding van 11 % op het dubbel vakantiegeld.

## 2. Instelling van een bijzondere bijdrage

### A. Opsomming van de koninklijke besluiten

Koninklijk besluit nr. 227 van 9 december 1983 tot instelling voor de loon- en weddetrekkenden van de openbare en van de privé sector, van een bijzondere bijdrage ten laste van de alleenstaanden en van de gezinnen zonder kinderen (*Belgisch Staatsblad* van 16 december 1983).

### B. Toelichting

Dit besluit heeft tot doel om voor 1984 de bijzondere bijdrage ten laste van de alleenstaanden en de gezinnen zonder kinderen, welke voor 1983 vastgesteld was op 45 frank per arbeidsdag met een maximum van 900 frank te verminderen met 25 %. Bedoelde inhouding bedraagt voor 1984 aldus 34 frank per arbeidsdag, met een maximum van 675 frank per maand.

Het toepassingsgebied en de andere modaliteiten met betrekking tot bedoelde inhouding blijven dezelfde als deze die voor 1983 werden voorzien bij koninklijk besluit nr. 129 van 30 december 1982.

De opbrengst van deze inhouding blijft toegewezen aan het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid.

Eenzelfde vermindering met 25 % wordt in 1984 toegepast op de forfaitaire aftrek van de kinderbijslag.

Bij koninklijk besluit nr. 282 van 31 maart 1984 werd de tijdsbeperking vastgesteld bij koninklijk besluit nr. 227 geschrapt, en de bevoegdheid aan de Koning verleend het bedrag van de bijdragen te verminderen, bij in Ministerraad overlegd besluit.

## 3. Inning van de bijdragen

### A. Opsomming van de koninklijke besluiten

Koninklijk besluit nr. 286 van 31 maart 1984 houdende maatregelen om een betere inning te verzekeren van de sociale zekerheidsbijdragen en de solidariteitsbijdragen verschuldigd door publiekrechtelijke rechtspersonen (*Belgisch Staatsblad* van 13 april 1984).

### B. Commentaire

Le présent arrêté veut permettre à l'O.N.S.S. de faire saisie-arrêt sur les montants revenant aux personnes de droit public de la part de l'Etat, tout comme l'arrêté royal n° 201 du 25 juillet 1983 portant des mesures en vue d'assurer la perception correcte du précompte professionnel.

Le saisie-arrêt par le receveur des contributions directes est régie par l'arrêté royal n° 201 précité et bénéficie de la priorité, de sorte que les retenues visées par le présent arrêté ne peuvent s'opérer que sur les montants restant éventuellement dus par l'Etat à ces personnes de droit public.

Jusqu'à présent, l'O.N.S.S. n'était pas autorisé à recouvrer les arriérés de cotisations en vertu de la règle communément admise qu'il n'existe pas de mise à exécution forcée envers des personnes de droit public.

### 4. Diminution des charges sociales en vue de promouvoir l'emploi

#### A. Énumération des arrêtés royaux

Arrêté royal n° 222 du 1<sup>er</sup> décembre 1983 portant modification de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés (*Moniteur belge* du 6 décembre 1983).

### B. Commentaire

Quant à la diminution des cotisations partonales (arrêté royal n° 157), une réglementation spécifique s'imposait aux situations où une convention collective du travail est conclue, dont les dispositions doivent être exécutées à une date ultérieure à celle de l'entrée en vigueur; par exemple, une convention collective qui prend cours à partir du 1<sup>er</sup> trimestre mais où les embauches compensatoires prévues ne doivent être réalisées qu'au quatrième trimestre.

Dans ce cas il est prévu que la Maribel majorée est octroyée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1983, mais que ladite majoration doit être remboursée si, aux dates prévues, aucune embauche compensatoire n'a été réalisée.

Si par contre, aux dates prévues, une partie des embauches prévues est réalisée et ce au plus tard fin 1983, la Maribel n'est diminuée qu'à partir du trimestre pendant lequel l'obligation visée devait être réalisée, et ce jusqu'au trimestre durant lequel l'obligation d'embauches compensatoires a été observée. A partir de ce moment, la Maribel majorée est à nouveau octroyée.

### 5. Modération salariale et indexation des prestations sociales

#### A. Énumération des arrêtés royaux

— Arrêté royal n° 278 du 30 mars 1984 portant certaines mesures concernant la modération salariale en vue d'encourager l'emploi, la réduction des charges publiques et l'équilibre financier des régimes de la sécurité sociale (*Moniteur belge* du 7 avril 1984).

— Arrêté royal n° 281 du 31 mars 1984 portant certaines modifications temporaires au régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines prestations de sécurité sociale et dépenses du secteur public et accordant une prime de rattrapage à certains bénéficiaires de prestations sociales (*Moniteur belge* du 7 avril 1984).

### B. Commentaire

— L'arrêté royal n° 278 prévoit pour les années 1984, 1985 et 1986 chaque fois un saut d'index à concurrence de 2 % des rémunérations nominales, sous cette réserve que la non-applica-

### B. Toelichting

Dit besluit wil, naar analogie met het koninklijk besluit nr. 201 van 25 juli 1983 houdende maatregelen om op correcte wijze de inning te verzekeren van de bedrijfsvoorheffing, de R.S.Z. in de mogelijkheid stellen om derdenbeslag te leggen op de bedragen welke aan de publiekrechtelijke rechtspersonen vanwege de Staat toekomen.

Het derdenbeslag vanwege de ontvanger der directe belastingen geregeld bij genoemd besluit nr. 201, geniet voorrang, zodat de bij dit besluit bedoelde afhoudingen slechts kunnen geschieden op de eventueel resterende bedragen, door de Staat aan bedoelde rechtspersonen verschuldigd.

Tot nog toe was de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid niet bij machte deze achterstallige bijdragen op te vorderen ten gevolge van de algemeen geldende regel volgens dewelke er geen gedwongen tenuitvoerlegging bestaat ten aanzien van publiekrechtelijke rechtspersonen.

### 4. Vermindering van sociale lasten ter bevordering van de tewerkstelling

#### A. Opsomming van de koninklijke besluiten

Koninklijk besluit nr. 222 van 1 december 1983 tot wijziging van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid der werknemers (*Belgisch Staatsblad* van 6 december 1983).

### B. Toelichting

Ten aanzien van de vermindering van de werkgeversbijdragen (koninklijk besluit nr. 157) drong een specifieke regeling zich op in die situaties waar een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten is waarvan de beschikkingen uitgevoerd moeten worden op een latere datum dan de invoegetredding; bij voorbeeld een collectieve arbeidsovereenkomst die loopt vanaf het eerste trimester, doch waar de voorziene bijkomende aanwervingen pas gerealiseerd moeten worden in het vierde trimester.

In zulke situaties wordt voorzien dat de verhoogde Maribel wordt toegekend vanaf 1 januari 1983, maar dat de genoten verhoging moet teruggestort worden indien op de voorziene data geen enkele compenserende aanwerving wordt gerealiseerd.

Indien daarentegen op de voorziene data een deel van de voorziene aanwervingen wordt gerealiseerd, en dit uiterlijk tegen eind 1983, wordt de Maribel slechts verminderd vanaf het trimester waarin bedoelde verplichting diende gerealiseerd te zijn, en dit tot het trimester waarin de verplichting van compenserende aanwervingen volledig wordt nagekomen. Vanaf dat moment wordt opnieuw de verhoogde Maribel toegekend.

### 5. Loonmatiging en indexering sociale prestaties

#### A. Opsomming van koninklijke besluiten

— Koninklijk besluit nr. 278 van 30 maart 1984 houdende bepaalde maatregelen inzake loonmatiging met het oog op de bevordering van de tewerkstelling, de vermindering van de openbare lasten en het financieel evenwicht van de stelsels van sociale zekerheid (*Belgisch Staatsblad* van 7 april 1984).

— Koninklijk besluit nr. 281 van 31 maart 1984 houdende bepaalde tijdelijke wijzigingen in de regeling inzake de koppeling van sommige sociale uitkeringen van de maatschappelijke zekerheid en uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk, en tot toekenning van een inhaalpremie aan sommige gerechtigden op sociale uitkeringen (*Belgisch Staatsblad* van 7 april 1984).

### B. Toelichting

— Het koninklijk besluit nr. 278 organiseert voor de jaren 1984, 1985 en 1986 een indexsprong ten bedrage van 2 % van de nominale inkomens met dit voorbehoud dat voor 1986 de



tion de l'indexation de 1986 pourra être évitée si des assainissements structurels complémentaires ou le développement de l'activité économique permettent d'obtenir un résultat équivalent pour les finances publiques.

Le produit de la modération sera affecté à l'équilibre financier de la sécurité sociale et à l'assainissement des finances publiques.

La modération visée sera utilisée entre autres pour cofinancer les dépenses du secteur du chômage, et réduire ainsi les subventions de l'Etat à ce secteur.

Cette subvention de l'Etat est, on le sait, fonction de la différence entre les recettes et les dépenses.

Le chômage élevé impliquait une subvention de l'Etat de plus en plus élevée étant donné la baisse des revenus de cotisations.

L'économie réalisée par la diminution de la subvention de l'Etat au secteur du chômage, sera utilisée partiellement à la diminution directe des charges publiques et partiellement au financement de programmes d'aménagement du temps de travail avec embauche compensatoire ou à d'autres programmes d'emploi et de résorption du chômage.

— L'arrêté royal n° 281 vise à freiner la hausse des prestations sociales, comme pour les salaires, par le saut d'une indexation des dépenses chaque année.

La modération salariale, en vigueur depuis avril 1982, a eu néanmoins un impact négatif important sur les recettes de la sécurité sociale, tandis que l'indexation des prestations sociales était maintenue intégralement.

La croissance inégale des prestations sociales, d'une part, et des salaires, d'autre part, a creusé un fossé grandissant entre les recettes et les dépenses sociales.

C'est pour ces raisons qu'il est nécessaire qu'il y ait dorénavant un parallélisme strict entre l'évolution des rémunérations des actifs et celle des prestations de la sécurité sociale.

Le minimum d'existence, le revenu garanti des personnes âgées et les allocations aux handicapés ne seront pas soumis aux dispositions du présent arrêté. Ils continueront donc d'être indexés normalement.

Ces montants seront, en outre, majorés chaque fois de 2 % les 1<sup>er</sup> janvier 1985 et 1<sup>er</sup> janvier 1986.

Le Roi peut également soustraire, en tout ou en partie, certaines prestations sociales et montants à l'application de la modération.

#### 6. Modification de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés

##### A. Enumération des arrêtés royaux

Arrêté royal n° 287 du 31 mars 1984 modifiant la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés (*Moniteur belge* du 13 avril 1984).

##### B. Commentaire

Cet arrêté a pour but d'apporter certaines modifications à la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Le Roi peut modifier les montants de la réduction forfaitaire des cotisations partonales.

niet-toepassing van de indexering kan worden vermeden indien door structurele sanering of dank zij de groei van de economische activiteit een voor de Schatkist gelijkwaardig resultaat kan worden bereikt.

De opbrengst van de matiging zal aangewend worden voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid en de sanering van de publieke financiën.

Bedoelde opbrengst zal o.m. aangewend worden om de uitgaven van de sector werkloosheid mede te financieren, gepaard gaande met een vermindering van de staatstoelagen aan deze sector.

Deze staatstoelage wordt immers vastgesteld op het verschil tussen ontvangsten en uitgaven.

De hoge werkloosheid zorgde voor een steeds grotere staatstus-senkost gezien de steeds dalende inkomsten uit bijdragen.

De besparing die door de vermindering van de staatstoelage aan de sector werkloosheid wordt gerealiseerd, zal deels aangewend worden voor rechtstreekse vermindering van de openbare lasten en deels voor de financiering van programma's tot aanpassing van de arbeidstijd, gepaard gaande met compenserende tewerkstelling of voor andere programma's voor tewerkstelling en opslorping van de werkloosheid.

— Het koninklijk besluit nr. 281 heeft tot doel, zoals bij de lonen, de stijging van de sociale prestaties af te remmen, door elk jaar één indexaanpassing van de uitgaven over te slaan.

De loonmatiging, welke vanaf april 1982 werd doorgevoerd, heeft immers een belangrijke negatieve weerslag gehad op de ontvangsten van de sociale zekerheid, terwijl de indexering van de sociale prestaties integraal werd gehandhaafd.

De ongelijke toename van de sociale prestaties enerzijds en van de lonen anderzijds, zorgde voor een groeiende kloof tussen de sociale zekerheidsontvangsten uit bijdragen en de sociale uitgaven.

Om die reden is het noodzakelijk dat er voortaan een strikt parallelisme bestaat tussen de evolutie van de bezoldigingen van de actieven en deze van de verstrekkingen van de sociale zekerheid.

Wel zullen de bedragen van het bestaansminimum, het gewaarborgd inkomen voor bejaarden en de tegemoetkomingen voor minder-validen niet onderworpen zijn aan de bepalingen van dit besluit. Zij zullen dus normaal geïndexeerd blijven.

Bovendien zullen deze bedragen op 1 januari 1985 en op 1 januari 1986 telkens met 2 % verhogen.

Tevens kan de Koning sommige sociale uitkeringen en bedragen geheel of gedeeltelijk onttrekken aan de toepassing van de matiging.

#### 6. Wijziging van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers

##### A. Opsomming van de koninklijke besluiten

Koninklijk besluit nr. 287 van 31 maart 1984 tot wijziging van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers (*Belgisch Staatsblad* van 13 april 1984).

##### B. Toelichting

Dit besluit heeft tot doel enkele wijzigingen aan te brengen aan de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

Aan de Koning wordt de mogelijkheid gegeven om de bedragen van de forfaitaire vermindering der werkgeversbijdragen te wijzigen.



Vu les modalités spécifiques de l'article 35 de la loi du 29 juin 1981, par lequel un montant de 4 250 francs ou de 1 250 francs par trimestre et par ouvrier mis au travail est octroyé en tant que réduction sur les cotisations patronales, selon que les employeurs respectent ou non les obligations découlant d'une convention collective du travail prévue par l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982, il était souhaitable de prévoir la possibilité de pouvoir modifier lesdits montants forfaitaires par arrêté royal en fonction des moyens disponibles pour cette opération.

La subvention de l'Etat en compensation de la prime dite Maribel est fixée aux 15 milliards prévus à cet effet. L'inscription de ce montant dans la loi a pour conséquence que l'O.N.S.S., en cas de non-épuisement de ces moyens, ne doit pas reverser à l'Etat le montant restant éventuellement.

Ensuite, une anomalie dans la réglementation existante à propos de la cotisation patronale sur le double pécule de vacances, instauré par l'arrêté royal n° 214 du 30 septembre 1983, est supprimée.

Par la technique particulière qui consiste à changer la cotisation patronale sur le double pécule de vacances en une cotisation patronale cet 1,6 % sur le salaire, les Fonds de sécurité d'existence qui pour leur secteur paient des primes de fin d'année ou des avantages similaires pour le compte des employeurs, sont tenus de payer cet 1,6 % sur les montants qu'ils ont payés en tant que salaire, bien qu'eux-mêmes ne paient pas de pécule de vacances.

D'autre part, lesdits Fonds ne peuvent bénéficier de l'opération Maribel par le fait qu'ils ne sont pas des entreprises, mais des tiers-payants.

Afin de respecter l'esprit de la législation, plus particulièrement en ce qui concerne l'instauration de la cotisation patronale sur le double pécule de vacances, on prévoit l'exonération de ladite cotisation pour les Fonds de sécurité d'existence qui sont déjà intervenus en tant que tiers-payants avant le 30 septembre 1983.

Enfin, on prévoit la réinstauration de l'article 38, § 4, original de la loi du 29 juin 1981. Ledit article 38, § 4, n'a plus été repris dans l'arrêté royal n° 96 du 28 septembre 1982.

#### 7. Modification de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande

##### A. Enumération des arrêtés royaux

— Arrêté royal n° 203 du 8 août 1983 modifiant l'article 3 de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande (*Moniteur belge* du 19 août 1983).

##### B. Commentaire

La modification proposée a pour objet d'assurer, dans le régime des marins de la marine marchande, la contrepartie financière de la diminution de la cotisation patronale destinée au Fonds des maladies professionnelles, par l'augmentation équivalente de celle relative au secteur des soins de santé.

La même opération a déjà été réalisée pour le régime général des travailleurs salariés, par l'arrêté royal n° 134 du 30 décembre 1982.

Ce transfert se justifie du fait qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1983, les soins de santé des victimes d'une maladie professionnelle légalement reconnue sont pris en charge par l'assurance maladie à concurrence du tarif A.M.I., seul le supplément, c'est-à-dire les tickets modérateurs, les prestations non indemnifiables et les prestations pour les victimes qui n'ont pas droit à l'assurance-maladie, étant encore remboursé par le Fonds des maladies professionnelles.

Gelet op de specifieke modaliteiten van artikel 35 van de wet van 29 juni 1981 waarbij een bedrag van 4 250 frank of 1 250 frank per kwartaal en per tewerkgestelde handarbeider als vermindering op de werkgeversbijdrage wordt toegekend, al naargelang de werkgevers al of niet de verplichtingen die uit een collectieve arbeidsovereenkomst zoals bedoeld bij koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982 voortvloeien, respecteren, was het wenselijk om de mogelijkheid te voorzien bedoelde forfaitaire bedragen bij koninklijk besluit te wijzigen in functie van de voor deze operatie beschikbare middelen.

De staatstoelage ter compensering van de zogenaamde Maribelpremie, wordt op de daartoe voorziene 15 miljard vastgesteld. Het inschrijven van dit bedrag in de wet heeft voor gevolg dat de R.S.Z. bij eventuele niet-uitputting van deze beschikbare middelen, het desgevallend resterend bedrag niet aan de Staat moet terugstorten.

Vervolgens wordt een ongerijmdheid in de bestaande regeling nopens de werkgeversbijdrage op het dubbel vakantiegeld, ingevoerd bij koninklijk besluit nr. 214 van 30 september 1983, uit de wereld geholpen.

Door de bijzondere techniek van de patronale bijdrage op het dubbel vakantiegeld om te slaan in een werkgeversbijdrage op het loon van 1,6 % moeten ook de Fondsen voor bestaanszekerheid die voor hun sector de eindejaarspremie of een gelijkaardig voordeel uitbetalen voor rekening van de werkgevers, deze 1,6 % betalen op de door hen als loon betaalde sommen, hoewel zij zelf geen vakantiegeld uitbetalen.

Anderzijds kunnen bedoelde Fondsen, omwille van het feit dat zij geen ondernemingen zijn, maar een derde betaler, niet genieten van de Maribel-operatie.

Ten einde de geest van de wetgeving, meer bepaald daar waar het gaat om de invoering van de patronale bijdrage op het dubbel vakantiegeld, te respecteren, wordt de vrijstelling van bedoelde bijdrage voor de Fondsen voor bestaanszekerheid, die reeds als derde-betaler optraden vóór 30 september 1983, voorzien.

Tenslotte wordt de herinvoering van de oorspronkelijke in de wet van 29 juni 1981 voorziene § 4 van artikel 38, voorzien. Bij het herschrijven van artikel 38 in het koninklijk besluit nr. 96 van 28 september 1982, is bedoelde § 4 niet hernomen.

#### 7. Wijziging van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij

##### A. Opsomming van de koninklijke besluiten

— Koninklijk besluit nr. 203 van 8 augustus 1983 tot wijziging van artikel 3 van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij (*Belgisch Staatsblad* van 19 augustus 1983).

##### B. Commentaar

De voorgestelde wijziging heeft tot doel in het stelsel der zeelieden ter koopvaardij de financiële tegenwaarde te verzekeren van de vermindering van de patronale bijdrage bestemd voor het Fonds voor beroepsziekten door de gelijkaardige verhoging van de patronale bijdrage van de sector gezondheidszorgen.

Dezelfde verrichting werd reeds gerealiseerd voor het algemeen stelsel der werknemers bij het koninklijk besluit nr. 134 van 30 december 1982.

Deze overdracht wordt gerechtvaardigd door het feit dat vanaf 1 juli 1983, de gezondheidszorgen bij slachtoffers van een wettelijk erkende beroepsziekte, door de ziekteverzekering worden ten laste genomen tot beloop van het Z.I.V.-tarief, en dat enkel nog het supplement, nl. remgelden, niet vergoedbare prestaties, en prestaties voor slachtoffers die niet gerechtigd zijn op de ziekteverzekering, door het Fonds voor beroepsziekten wordt betaald.

## 8. Suppression de l'Office de sécurité sociale des marins de la marine marchande

### A. Enumération des arrêtés royaux

— Arrêté royal n° 288 du 31 mars 1984 portant suppression de l'Office de sécurité sociale des marins de la marine marchande (*Moniteur belge* du 13 avril 1984).

### B. Commentaire

Cet arrêté prévoit la suppression de l'Office de sécurité sociale des marins de la marine marchande, instauré par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande.

Les missions liées à cet Office, à savoir la perception et la distribution des cotisations sociales pour le secteur de la marine marchande, ont été confiées pour exécution à la Caisse de secours et de prévoyance des marins navigant sous pavillon belge (loi du 11 juillet 1956, art. 5, et arrêté royal du 12 juillet 1956).

la seule existence juridique de l'Office de sécurité des marins de la marine marchande a pour conséquence que chaque année un budget à part doit être rédigé pour ledit Office.

En ce sens, la suppression dudit Office, visée par cet arrêté n'est pas seulement une confirmation de la pratique, ainsi qu'une simplification et une économie dans le fonctionnement de la sécurité sociale de la marine marchande.

## II. — Assurance maladie-invalidité

### A. Enumération des arrêtés royaux

— Arrêté royal n° 221 du 30 novembre 1983 modifiant la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (*Moniteur Belge* du 6 décembre 1983).

— Arrêté royal n° 283 du 31 mars 1984 modifiant la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (*Moniteur Belge* du 13 avril 1984).

### B. Commentaire

— l'arrêté royal n° 221 limite à 5 % en 1984 le pourcentage d'augmentation des frais administratifs des organismes assureurs. Ainsi les mutualités se voient imposer la même modération que les parastataux et les organismes payeurs des autres secteurs de la sécurité sociale.

— L'arrêté royal n° 283 règle diverses questions.

La réglementation relative au secteur des soins médicaux subit les modifications suivantes :

— En vue d'encourager l'achat de médicaments moins coûteux par les hôpitaux, la définition des médicaments génériques a été adaptée de telle manière qu'il est maintenant clairement mentionné que les produits génériques en conditionnement hospitalier font partie du paquet de soins de l'assurance maladie.

— Le Roi a été chargé de renforcer le contrôle de la durée de séjour à l'hôpital, en vue de favoriser un usage adéquat de l'infrastructure hospitalière. Après 6 mois de séjour à l'hôpital, l'autorisation de prolonger l'intervention de l'assurance dans les frais d'hospitalisation ne pourra plus être accordée par un seul médecin-conseil, mais seulement sur décision d'un collège intermutualiste de médecins-conseils, se réunissant en présence d'un médecin-fonctionnaire de l'I.N.A.M.I.

— L'intervention de l'assurance pour les actes exécutés à l'aide d'un appareillage médical lourd ou dans des services médicaux

## 8. Afschaffing van de Dienst voor maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij

### A. Opsomming van de koninklijke besluiten

— Koninklijk besluit nr. 288 van 31 maart 1984 tot opheffing van de Dienst voor maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij (*Belgisch Staatsblad* van 13 april 1984).

### B. Commentaar

Dit besluit voorziet de opheffing van de Dienst voor maatschappelijke veiligheid van de zeelieden der koopvaardij, welke werd opgericht bij artikel 1 van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij.

De aan deze dienst verbonden opdrachten, nl. de inning en verdeling van de sociale bijdragen voor de sector van de koopvaardij, werden voor uitvoering toevertrouwd aan de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden onder Belgische vlag (wet van 11 juli 1956, art. 5, en koninklijk besluit van 12 juli 1956).

Het enkel nog juridisch bestaan van de Dienst voor maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij heeft tot gevolg dat telkenjare een aparte begroting betreffende deze dienst diende opgemaakt.

In die zin is de afschaffing van bedoelde dienst, voorzien bij dit besluit, niet alleen een bevestiging van de praktijk, maar een vereenvoudiging en een besparing in de werking van de sociale zekerheid der koopvaardij.

## II. — Ziekte- en invaliditeitsverzekering

### A. Opsomming van de koninklijke besluiten

— Koninklijk besluit nr. 221 van 30 november 1983 tot wijziging van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering (*Belgisch Staatsblad* van 6 december 1983).

— Koninklijk besluit nr. 283 van 31 maart 1984 tot wijziging van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering (*Belgisch Staatsblad* van 13 april 1984).

### B. Commentaar

— Het koninklijk besluit nr. 221 beperkt het stijgingspercentage van de administratiekosten van de verzekeringsinstellingen voor 1984 tot 5 %. Zodoende wordt aan de ziekenfondsen dezelfde matiging opgelegd als aan de parastatale en de betalingsorganismen in de andere sectoren van de sociale zekerheid.

— Het koninklijk besluit nr. 283 regelt diverse aangelegenheden.

In de reglementering betreffende de sector geneeskundige verzorging werden volgende wijzigingen aangebracht :

— Ten einde de aanwerving van goedkopere geneesmiddelen in het ziekenhuis te stimuleren werd de definitie van generische geneesmiddelen derwijze aangepast dat thans duidelijk wordt aangegeven dat de generics in ziekenhuisverpakking deel uitmaken van het verstrekkingenpakket van de verplichte ziekteverzekering.

— Aan de Koning werd opdracht gegeven de controle op het verblijf in het ziekenhuis te versterken, teneinde een adequaat gebruik van de ziekenhuisinfrastructuur te bevorderen. Na een verblijf van 6 maanden in het ziekenhuis zal de toelating tot verlenging van de verzekeringstegemoetkoming in de kosten van de hospitalisatie niet meer kunnen gegeven worden door een individueel adviserend geneesheer, maar slechts na beslissing van een intermutualistisch college van adviserend geneesheren, vergaderend in aanwezigheid van een ambtenaar-geneesheer van het RIZIV.

— De verzekeringstegemoetkoming voor prestaties uitgevoerd met zware medische apparatuur of in zware medische diensten

lourds est dorénavant subordonnée à la condition que cet appareillage ou ces services cadrent dans le planning élaboré en exécution de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux.

— Enfin, les dispositions légales indispensables ont été prévues afin d'instaurer un mécanisme de financement adéquat dans différents secteurs des soins médicaux. On a tout d'abord songé aux laboratoires de biologie clinique.

L'assurance-indemnité a subi les modifications suivantes :

— Une base légale a tout d'abord été instaurée en vue d'accorder les revenus de remplacement pour incapacité de travail avec plus de sélectivité. En exécution de cette disposition, les prestations maximales aux invalides, dont le début de l'incapacité de travail se situe après le 1<sup>er</sup> octobre 1974, ont été diminuées progressivement.

L'arrêté royal n° 283 permet aussi de subordonner dorénavant les prestations minimales à des conditions qui peuvent concerner notamment les charges familiales.

En outre, est interdit le cumul d'indemnités A.M.I. et d'indemnités d'incapacité de travail temporaire complète accordées en application de la réglementation relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles après arrêt d'une reprise du travail pour raison médicale.

Enfin, certains points de la loi organique sur le financement de l'assurance maladie-invalidité obligatoire sont adaptés.

— La réglementation relative à la gestion des moyens financiers de l'assurance maladie-invalidité obligatoire prévoit pour terminer que les frais d'administration des organismes assureurs peuvent éventuellement être augmentés d'un pourcentage des intérêts provenant de placements autorisés.

— Les compensations faisant l'objet d'engagements entre les autorités et les entreprises individuelles ou groupées de l'industrie pharmaceutique sont qualifiées comme étant des recettes du régime et elles sont attribuées dans leur intégralité au secteur des soins médicaux.

### III. — Hôpitaux

#### A. Enumération des arrêtés royaux

— Arrêté royal n° 243 du 31 décembre 1983 modifiant l'article 13, § 5, de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux (*Moniteur belge* du 21 janvier 1984).

— Arrêté royal n° 284 du 31 mars 1984 modifiant la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux (*Moniteur belge* du 13 avril 1984).

#### B. Commentaire

— L'arrêté royal n° 243 du 31 décembre 1983 modifie l'article 13, § 5, de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux.

La législation sur les plans d'assainissement ne contient aucun stimulant pour atteindre l'objectif envisagé. Un tel stimulant est cependant indispensable. Les hôpitaux publics doivent, en effet, être incités à garantir leur avenir, ce qui ne peut se faire que par une gestion financière saine.

Il convient, par ailleurs, de préciser que les communes autres que la commune dite mère, qui interviennent dans le déficit de l'hôpital, sans aucun impact réel sur le C.P.A.S. concerné ou l'association qui gère l'hôpital, doivent être assurées que de réels efforts seront faits pour diminuer le déficit de l'hôpital.

kan voortaan afhankelijk worden gesteld van de voorwaarde dat deze apparatuur of diensten passen in de planning die wordt opgemaakt in uitvoering van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen.

— Tenslotte werd in de nodige wettelijke basis voorzien om een meer aangepast financieringsmechanisme in te voeren in diverse sectoren van de geneeskundige verzorging. In eerste instantie wordt hierbij gedacht aan de laboratoria van klinische biologie.

In de uitkeringsverzekering werden volgende wijzigingen doorgevoerd :

— Eerst en vooral werd een wettelijke basis ingevoerd om de vervangingsinkomens wegens arbeidsongeschiktheid met grotere selectiviteit toe te kennen. In uitvoering van deze bepaling werden de maximumuitkeringen voor invaliden wier arbeidsongeschiktheid een aanvang nam na 1 oktober 1974 progressief vermindert.

Tevens laat het koninklijk besluit nr. 283 toe voortaan het toekennen van minimumuitkeringen te onderwerpen aan voorwaarden die inzonderheid betrekking kunnen hebben op de gezinslast.

Bovendien wordt de cumulatie verboden van Z.I.V.-uitkeringen met tijdelijke volledige ongeschiktheidsuitkeringen die na stopzetting van een wedertewerkstelling omwille van medische redenen worden uitgekeerd met toepassing van de reglementering betreffende arbeidsongevallen en beroepsziekten.

Tenslotte worden de bepalingen van de organieke wet met betrekking tot de financiering van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering op bepaalde punten aangepast.

— Als sluitstuk van de reglementering betreffende het beheer van de financiële middelen van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering werd voorzien dat de administratiekosten van de verzekeringsinstellingen desgevallend kunnen worden vermeerderd met een percentage van de intresten uit geoorloofde plaatsingen.

— De compensaties die het voorwerp uitmaken van verbintenissen tussen de overheid en de individuele of gegroepeerde ondernemingen van de farmaceutische industrie worden bestemd als inkomsten van het stelsel, en integraal toegewezen aan de sector geneeskundige verzorging.

### III. — Ziekenhuizen

#### A. Opsomming van de koninklijke besluiten

— Koninklijk besluit nr. 243 van 31 december 1983 tot wijziging van artikel 13, § 5, van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen (*Belgisch Staatsblad* van 21 januari 1984).

— Koninklijk besluit nr. 284 van 31 maart 1984 tot wijziging van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen (*Belgisch Staatsblad* van 13 april 1984).

#### B. Commentaar

— Het koninklijk besluit nr. 243 van 31 december 1983 wijzigt het artikel 13, § 5, van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen.

De wetgeving inzake de saneringsplannen der openbare ziekenhuizen bevat geen enkele stimulans om het beoogde objectief te bereiken. Deze stimulans is nochtans noodzakelijk. De openbare ziekenhuizen moeten er immers toe worden aangespoord om hun toekomst veilig te stellen. Dit kan alleen door een gezond financieel beheer na te streven.

Anderzijds moeten de gemeenten, andere dan de zgn. moeder-gemeente, die in het tekort van het ziekenhuis tussenkomen en die geen reëel impact hebben op het betrokken O.C.M.W. of de desbetreffende vereniging die het ziekenhuis beheert, over waarborgen kunnen beschikken dat echte inspanningen zullen worden gedaan om het tekort van het ziekenhuis te verminderen.

Le stimulant consiste à réduire la charge du déficit supportée par les autres communes que la commune mère si les dispositions relatives au plan d'assainissement ne sont pas respectées.

— L'arrêté royal n° 284 du 31 mars 1983 modifiant la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux comprend trois modifications à la loi précitée.

Afin de stimuler l'utilisation des médicaments génériques en milieu hospitalier, l'article 5 est adapté de manière à ce que les génériques soient, comme les spécialités pharmaceutiques, exclus du prix de la journée d'entretien.

Une deuxième modification rend possible l'infléchissement de la programmation de l'appareillage médical lourd en une programmation et une agrégation des services où cet appareillage est installé. Il s'agit des services médicaux techniques lourds, c'est-à-dire des services d'examen ou de traitements coûteux par leur appareillage ou par leur personnel spécialisé.

Enfin, au Roi est donnée la compétence de limiter par type de service hospitalier, le nombre de lits d'hôpitaux.

#### IV. — Accidents du travail et maladies professionnelles

##### A. Enumération des arrêtés royaux

— Arrêté royal n° 212 du 26 septembre 1983 modifiant la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail et l'article 3 de l'arrêté royal n° 85 du 31 juillet 1982 portant versement d'un montant de 400 millions de francs par les entreprises d'assurances au Fonds des accidents du travail (*Moniteur belge* du 7 octobre 1983).

— Arrêté royal n° 285 du 31 mars 1984 modifiant la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (*Moniteur belge* du 13 avril 1984).

##### B. Commentaire

Le premier arrêté prévoit d'une part la possibilité d'obtenir au maximum un tiers de la rente en capital, pour les victimes d'un accident du travail qui ont obtenu un taux d'incapacité de travail permanent de 10 % à l'expiration du délai de révision avant le 1<sup>er</sup> juillet 1983.

Cette mesure entend être un assouplissement, limité dans le temps, des dispositions de l'arrêté royal n° 39 du 31 mars 1982, qui prévoit qu'à partir du 1<sup>er</sup> avril 1982 les victimes qui ont un taux d'incapacité de travail permanent de moins de 10 % ne seront plus indemnisées en capital mais par rentes périodiques.

D'autre part, l'article 63, § 4, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail est complété afin d'éviter des problèmes administratifs et de récupération dans des cas d'application particuliers.

Enfin, cet arrêté postpose la date de prise de cours des intérêts de retard dus par les entreprises d'assurances qui n'ont pas payé, en temps voulu, leur quote-part dans le versement des 400 millions.

Le second arrêté vise surtout une plus grande sélectivité dans l'utilisation des moyens, afin d'arriver à un certain nombre d'économies structurelles.

Vu les références dans les lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970, à la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, les économies prévues dans le présent arrêté sont également applicables dans la réglementation sur les maladies professionnelles, sans qu'un arrêté spécifique ne soit nécessaire à cet effet.

Ces économies visent des conditions plus strictes d'octroi des rentes en cas d'accident mortel; des modifications dans la base d'indemnisation en cas d'incapacité du travail de moins de 10 %;

De stimulans bestaat er dan ook in het tekort, ten laste gelegd aan de andere gemeenten dan de moedergemeente, te verminderen indien de bepalingen inzake het saneringsplan niet worden uitgevoerd.

— Het koninklijk besluit nr. 284 van 31 maart 1983 tot wijziging van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen houdt drie wijzigingen in aan voormelde wet.

Teneinde het gebruik van generische geneesmiddelen in ziekenhuizen te stimuleren, wordt artikel 5 zo aangepast dat de generische produkten zoals de farmaceutische specialiteiten uit de verpleegdagprijs worden gelicht.

Een tweede wijziging maakt de ombuiging mogelijk van de programmatie van de zware medische apparatuur naar een programmatie en erkenning van de diensten waar deze apparaten worden opgesteld. Het betreft de zgn. zware medische technische diensten, dit zijn diensten voor onderzoek of behandeling die vrij duur zijn, hetzij door de apparatuur die er wordt opgesteld, hetzij door de gespecialiseerde mankracht die er werkzaam is.

Tenslotte wordt er aan de Koning de bevoegdheid verleend het aantal ziekenhuisbedden per soort ziekenhuisdienst te beperken.

#### IV. — Arbeidsongevallen en beroepsziekten

##### A. Opsomming van de koninklijke besluiten

— Koninklijk besluit nr. 212 van 26 september 1983 tot wijziging van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 en van artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 85 van 31 juli 1982 tot storting van een bedrag van 400 miljoen frank door de verzekeringsondernemingen aan het Fonds voor arbeidsongevallen (*Belgisch Staatsblad* van 7 oktober 1983).

— Koninklijk besluit nr. 285 van 31 maart 1984 tot wijziging van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 (*Belgisch Staatsblad* van 13 april 1984).

##### B. Toelichting

Het eerste besluit voorziet vooreerst de mogelijkheid om maximum één derde van de rente in kapitaal toe te kennen aan de slachtoffers van een arbeidsongeval die bij het verstrijken van de herzieningstermijn vóór 1 juli 1983 minder dan 10 % blijvend arbeidsongeschikt zijn.

Deze maatregel wil een binnen de tijd beperkte versoepeling zijn op de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 39 van 31 maart 1982, welke met ingang van 1 april 1982, de vergoeding voor de slachtoffers die minder dan 10 % blijvend ongeschikt zijn niet langer in kapitaal maar in periodieke renten voorziet.

Vervolgens wordt artikel 63, § 4 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 aangevuld, teneinde administratieve moeilijkheden en terugvorderingsproblemen in bijzondere toepassingsgevallen te vermijden.

Tenslotte wordt met dit besluit de ingangsdatum verlaagd van de nalatigheidsinteressen verschuldigd door de verzekeringsondernemingen die niet tijdig hun aandeel in de storting van de 400 miljoen hebben betaald.

Het tweede besluit beoogt vooral een grotere selectiviteit in het gebruik van de middelen, ten einde tot een aantal structurele besparingen te komen.

Gelet op de wijzigingen in de wetten betreffende de schade-loosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970, naar de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, zijn de in dit besluit voorziene besparingen ook van toepassing in de beroepsziekteregeling, zonder dat daartoe een specifiek besluit dient te worden genomen.

Deze besparingen omvatten een verstrenging van de toekenningvoorwaarden van renten bij dodelijk arbeidsongeval; wijzigingen in de vergoedingsbasis bij een arbeidsongeschiktheid van



l'application de cotisations de sécurité sociale sur les capitaux payés et enfin, découlant du fait de rendre plus strictes les conditions d'octroi des rentes en cas d'accident du travail mortel, l'exclusion dans certains cas de la possibilité de demander un tiers en capital pour les ascendants.

## V. — Allocations familiales

### A. Enumération des arrêtés royaux

— Arrêté royal n° 207 du 13 septembre 1983 modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (*Moniteur belge* du 29 septembre 1983).

— Arrêté royal n° 228 du 9 décembre 1983 portant diminution des allocations familiales pour travailleurs salariés et pour les membres du personnel du secteur public. (*Moniteur belge* du 16 décembre 1983).

— Arrêté royal n° 242 du 31 décembre 1984 modifiant la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties (*Moniteur belge* du 13 janvier 1984).

— Arrêté royal n° 277 du 14 février 1984 relatif aux cotisations capitatives dues dans le régime d'allocations familiales pour travailleurs salariés (*Moniteur belge* du 21 février 1984).

— Arrêté royal n° 282 du 31 mars 1984 modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et contenant certaines dispositions relatives aux familles (*Moniteur belge* du 13 avril 1984).

### B. Commentaire

— L'arrêté royal n° 207 vise à préciser certaines dispositions de l'arrêté royal n° 122 du 30 décembre 1982, modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés. L'application démontre en effet que ces textes doivent être précisés ou adaptés.

Sont réglées, en outre, certaines questions qui peuvent avoir une répercussion sur les frais administratifs ainsi que des questions qui sont en rapport avec le paiement des allocations familiales.

Enfin, les cotisations capitatives pour les travailleurs salariés masculins et féminins sont égalisées, l'intérêt de retard est porté aux taux d'intérêt légal et la majoration de cotisation est fixée à un montant uniforme de 10 % en cas de paiement tardif.

Ces mesures ont été prises en attendant une réforme plus fondamentale du système des cotisations capitatives; ces cotisations à un montant fixé sont dues par les employeurs qui sont assujettis au régime d'allocations familiales pour travailleurs salariés non redevables de cotisations de sécurité sociale pour ce régime et qui ne sont pas obligés de payer eux-mêmes directement des allocations familiales.

— La situation financière du régime d'allocations familiales pour travailleurs salariés rendait nécessaire d'effectuer encore en 1984 une diminution forfaitaire par attributaire d'allocations familiales (arrêté royal n° 228).

Cette diminution est cependant inférieure de 25 % à celle effectuée en 1982 et 1983. En effet, elle est portée respectivement à 375 francs par mois au lieu de 500 francs et 23 francs par jour au lieu de 31 francs.

En outre, il faut souligner que cette mesure est prise parallèlement à un accroissement de l'abattement pour enfants à charge dans l'impôt des personnes physiques.

Cette diminution s'effectue dans les mêmes conditions que celles prévues à l'arrêté royal n° 130 du 30 décembre 1982 portant diminution des allocations familiales pour travailleurs

minder dan 10 %; de toepassing van sociale zekerheidsbijdragen op de uitgekeerde kapitalen en tenslotte, voortvloeiend uit de verstrenging der toekenningsvoorwaarden van renten bij dodelijk arbeidsongeval, uitsluiting in sommige gevallen van de mogelijkheid om 1/3 in kapitaal op te vragen voor de bloedverwanten in opgaande lijn.

## V. — Kinderbijslagen

### A. Opsomming van de koninklijke besluiten

— Koninklijk besluit nr. 207 van 13 september 1983 tot wijziging van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders (*Belgisch Staatsblad* van 29 september 1983).

— Koninklijk besluit nr. 228 van 9 december 1983 houdende vermindering van de kinderbijslag voor werknemers en voor de personeelsleden van de openbare sector (*Belgisch Staatsblad* van 16 december 1983).

— Koninklijk besluit nr. 242 van 31 december 1983 tot wijziging van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag (*Belgisch Staatsblad* van 13 januari 1984).

— Koninklijk besluit nr. 277 van 14 februari 1984 betreffende de hoofdelijke bijdragen verschuldigd in de kinderbijslagregeling voor loonarbeiders (*Belgisch Staatsblad* van 21 februari 1984).

— Koninklijk besluit nr. 282 van 31 maart 1984 tot wijziging van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders en houdende zekere bepalingen betreffende de gezinnen (*Belgisch Staatsblad* van 13 april 1984).

### B. Commentaar

— Koninklijk besluit nr. 207 bedoelt een aantal bepalingen te preciseren die werden gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 122 van 30 december 1982 tot wijziging van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor werknemers. Uit de praktijk is inderdaad gebleken dat deze teksten verduidelijkt of aangepast moeten worden.

Vervolgens worden bepaalde kwesties geregeld die een weerslag kunnen hebben op de administratiekosten alsmede zaken die in verband staan met de uitkering van kinderbijslag.

Tenslotte worden de hoofdelijke bijdragen van de mannelijke en vrouwelijke werknemers gelijkgesteld, en wordt bij laattijdige betaling de verwijlinterest gebracht op de wettelijke rentevoet en de bijdrageverhoging gelijkvorming op 10 % vastgesteld.

Deze maatregelen werden genomen in afwachting van een meer fundamentele hervorming van het hoofdelijke bijdragenstelsel; deze bijdragen aan een vast bedrag zijn verschuldigd door de werkgevers die wel onderworpen zijn aan de kinderbijslagregeling voor werknemers doch geen sociale zekerheidsbijdragen verschuldigd zijn voor deze regeling en ook niet zelf rechtstreeks kinderbijslag dienen te betalen.

— De financiële toestand van de kinderbijslagregeling voor werknemers maakte voor 1984 een nieuwe forfaitaire vermindering voor elke rechthebbende noodzakelijk (koninklijk besluit nr. 228).

Deze vermindering is evenwel 25 % lager dan die toegepast in 1982 en 1983. Ze werd immers terruggebracht van 500 frank per maand tot 375 frank en van 31 frank per dag tot 23 frank.

Bovendien dient te worden opgemerkt dat parallel hiermee de aftrek voor kinderen ten laste in de personenbelasting wordt verhoogd.

Deze vermindering geschiedt in dezelfde gevallen en in dezelfde voorwaarden als deze voorzien in het koninklijk besluit nr. 130 van 30 december 1982 houdende vermindering van de kinderbijslag



salariés et pour les membres du personnel du secteur public. Ainsi, les personnes économiquement et socialement défavorisées restent exclues de cette mesure.

— L'arrêté royal n° 242 a pour objet de modifier la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, laquelle organise un régime résiduaire de prestations familiales en faveur des personnes qui ont la charge exclusive ou principale d'un enfant en faveur duquel il n'existe aucun droit pour un mois déterminé à des allocations familiales en vertu d'un régime belge, étranger ou international.

Ce régime permet de bénéficier de prestations familiales sans qu'il existe une quelconque relation de travail dans le chef d'un membre de la famille ou du ménage.

Cependant, le demandeur, son conjoint ou la personne avec laquelle il est établi en ménage ne peuvent disposer de ressources dont le montant dépasse certains plafonds qui augmentent en fonction du nombre d'enfants à charge.

Les modifications apportées par le présent arrêté poursuivent les objectifs suivants : au lieu d'exiger une condition de nationalité, dans le chef de l'enfant, imposer une condition de résidence non interrompue de cinq ans en Belgique dans le chef du demandeur de prestations familiales garanties et dans le chef de l'enfant bénéficiaire qui n'a pas de lien de parenté ou d'alliance suffisant avec le demandeur.

Une condition supplémentaire de séjour régulier est imposée au demandeur et à l'enfant bénéficiaire de nationalité étrangère. L'impératif d'égalité de traitement est ainsi rencontré et le régime des prestations familiales garanties est mis en harmonie avec d'autres régimes sociaux résiduels.

Un second objectif est d'assurer un paiement rapide et régulier des prestations garanties par l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, évitant ainsi un recours du demandeur auprès des C.P.A.S. et des formalités désagréables et en somme superfétatoires.

A cet effet, une série de mesures sont prises; la première permet d'assurer le paiement des prestations familiales garanties, toutes autres conditions d'octroi étant vérifiées, sans que la recherche de l'existence d'un droit éventuel dans un autre régime belge, étranger ou international n'ait abouti.

Un troisième objectif est de rendre à l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés une compétence plus grande compte tenu du fait que l'Office national supporte la charge financière des prestations qui jadis incombait à l'Etat. Pour réaliser cet objectif, une série d'adaptations de la loi sont prévues. Ainsi, certaines compétences actuellement dévolues au Ministre des Affaires sociales sont rendues à l'Office national, celles de demander au tribunal du travail l'application des sanctions administratives et celles de renoncer à la récupération de prestations familiales payées indûment et non recouvrables.

Le dernier objectif concerne des adaptations de la loi en vue d'assurer un meilleur fonctionnement du régime.

— L'arrêté royal n° 277 a pour but de porter le taux des cotisations capitatives au niveau de la cotisation moyenne de sécurité sociale et de lier ce taux à l'adaptation des prestations familiales aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation. En outre, le pouvoir est donné au Roi d'adapter les montants ainsi obtenus par indexation, à l'évolution différente possible de la cotisation moyenne pour la sécurité sociale.

En pratique, dans le passé, le montant des cotisations capitatives a été indexé chaque fois que la limite des rémunérations pour le paiement des cotisations a été adapté. En outre, en 1978, la différence créée entre les moyennes des taux des deux types de cotisations a été éliminée par une augmentation des cotisations capitatives de 21 %.

slag voor werknemers en voor de personeelsleden van de openbare sector. Aldus blijven de economisch en sociaal zwakkeren van deze maatregel uitgesloten.

— Koninklijk besluit nr. 242 heeft tot doel de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag te wijzigen, welke een residuaire stelsel van gezinsbijslagen organiseert ten behoeve van personen die de uitsluitende of hoofdzakelijke last hebben van een kind voor het welke er geen enkel recht op kinderbijslag bestaat voor een bepaalde maand krachtens een Belgisch, buitenlands of internationaal stelsel.

Dit stelsel geeft de mogelijkheid om de gezinsbijslag te genieten los van iedere binding met het verrichten van arbeid door een gezinslid.

Nochtans mag de aanvrager, zijn echtgenoot of de persoon met wie hij een huishouden vormt niet beschikken over inkomsten waarvan het bedrag bepaalde drempels te boven gaat, welke verhogen in functie van het aantal kinderen ten laste.

De wijzigingen aangebracht door dit besluit, beogen volgende objectieven : in plaats van een nationaliteitsvoorwaarde te stellen in hoofde van het kind, een voorwaarde opleggen van ononderbroken verblijf van 5 jaar in België in hoofde van de aanvrager van gewaarborgde gezinsbijslag en in hoofde van het rechtgevend kind dat geen voldoende band van afstamming of verwantschap bezit met de aanvrager.

Een bijkomende voorwaarde van regelmatig verblijf wordt opgelegd aan de aanvrager en aan het rechtgevend kind van vreemde nationaliteit. Aan de vereiste van gelijkheid van behandeling wordt aldus tegemoetgekomen en het stelsel van de gewaarborgde gezinsbijslag wordt in harmonie gebracht met de andere residuaire sociale regelingen.

Een tweede objectief is een vlugge en regelmatige betaling van gezinsbijslagen door de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers te verzekeren; aldus wordt een beroep van de aanvrager op het O.C.M.W. vermeden en worden onaangename en per slot van rekening nutteloze formaliteiten vermeden.

Tot dit doel worden een aantal maatregelen genomen; de eerste laat toe de gewaarborgde gezinsbijslag te betalen, alle andere voorwaarden vervuld zijnde, zonder dat het onderzoek naar een eventueel ander recht op kinderbijslag in een ander Belgisch, buitenlands of internationaal stelsel, is beëindigd.

Een derde objectief is aan de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers een grotere bevoegdheid te verlenen, gelet op het feit dat de Rijksdienst de financiële last van de gezinsprestaties draagt die voorheen behoorde aan het Rijk. Om dit objectief te realiseren zijn een aantal wetsaanpassingen voorzien. Aldus worden zekere bevoegdheden die voor het ogenblik behoren aan de Minister van Sociale Zaken, overgedragen aan de Rijksdienst, nl. deze om de toepassing te vragen van de administratieve sancties aan de arbeidsrechtbank en deze om af te zien van de terugvordering van ten onrechte betaalde, doch niet-terugvorderbare uitkeringen.

Het laatste objectief betreft wetsaanpassingen die een betere werking van het stelsel verzekeren.

— Koninklijk besluit nr. 277 heeft tot doel het bedrag van de hoofdelijke bijdragen te brengen op het niveau van de gemiddelde bijdrage voor de sociale zekerheid en dit bedrag te binden aan de aanpassing van de gezinsbijslag aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Bovendien wordt ook de bevoegdheid van de Koning voorzien om de aldus door indexatie bekomen bedragen aan te passen aan de mogelijks verschillende evolutie van de gemiddelde bijdrage voor de sociale zekerheid.

In de praktijk werd immers in het verleden het bedrag van de hoofdelijke bijdragen geïndexeerd telkens de loongrens voor de betaling van de bijdragen aangepast werd. In 1978 werd bovendien het verschil dat ontstaan was tussen de gemiddelde bedragen voor de twee soorten bijdragen weggewerkt, door de hoofdelijke bijdragen te verhogen met 21 %.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1978, ces cotisations capitatives n'ont plus été adaptées. Ainsi, un écart de 26,84 % s'est de nouveau creusé en 1981 entre la moyenne des cotisations de sécurité sociale et celle des cotisations capitatives.

— L'arrêté royal n° 282 apporte des modifications aux lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, à l'arrêté royal n° 227 et à l'arrêté royal n° 228.

#### 1. Modifications aux lois coordonnées.

— Octroi d'allocations familiales majorées aux invalides, pensionnés et chômeurs de longue durée.

Conformément aux articles 42bis et 56, § 2, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, des allocations familiales majorées sont accordées aux chômeurs de plus de six mois, aux pensionnés, aux malades à partir du septième mois et aux invalides.

L'intention est d'octroyer uniquement ces allocations familiales majorées lorsque le revenu de remplacement de ce malade, invalide, chômeur ou pensionné est la seule ou principale source de revenus de son ménage.

Dans ce but, il est prévu que désormais l'attributaire devra avoir la qualité « d'attributaire ayant des personnes à charge ».

— Début du droit aux allocations familiales.

Conformément à l'article 48, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, lorsqu'un droit aux allocations familiales naît dans le courant d'un mois, ce droit est censé être acquis dès le premier jour de ce mois et lorsqu'il cesse, il est censé être perdu à la fin de ce mois.

Cette disposition vise les événements qui se produisent dans le chef de l'enfant et les événements qui concernent le début des droits dans le régime du chef d'un attributaire qui remplit les conditions d'ouverture du droit pendant tout le mois.

Conformément au même article 48, alinéa 2, tout événement donnant lieu à l'octroi d'un montant plus élevé d'allocations familiales produit ses effets à partir du premier jour de ce mois tandis que tout événement donnant lieu à l'octroi d'un montant inférieur d'allocations familiales ne produit ses effets que le premier jour du mois suivant.

Cet arrêté a pour but d'harmoniser et d'équilibrer cette règle en prévoyant que :

- tout événement qui donne lieu à l'octroi d'un montant supérieur ou inférieur ne produit ses effets que le premier jour du mois suivant celui dans lequel l'événement a eu lieu;
- tout droit aux allocations familiales qui naît dans le courant d'un mois suite à la naissance, l'adoption, la légitimation par adoption ou la prise sous tutelle officieuse, est octroyé dès le premier jour du mois suivant celui dans lequel le droit est né; toutefois, en ce qui concerne la naissance du droit aux allocations familiales à la suite d'autres événements survenus dans le chef de l'enfant, dans le courant d'un mois, l'octroi du droit à partir du premier jour du mois est maintenu en vue d'éviter des interruptions dans le droit.

— Les suppléments d'âge.

Il était nécessaire de prévoir la possibilité que le Roi puisse, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, modifier les catégories d'âge pour l'octroi des suppléments d'âge et modifier les montants de ces suppléments d'âge.

Il est évident que les arrêtés d'exécution pris en vertu des mesures énoncées ci-dessus ont pour but de réaliser les objectifs déterminés à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi du 6 juillet 1983.

Sedert 1 januari 1978 werden deze hoofdelijke bijdragen niet meer aangepast. Aldus was er tussen het gemiddelde van de sociale zekerheidsbijdragen en dat van de hoofdelijke bijdragen teruggaan een verschil ontstaan van 26,84 % in 1981.

— Koninklijk besluit nr. 282 brengt wijzigingen aan de samengeordende wetten betreffende de gezinsbijslag voor loonarbeiders, aan het koninklijk besluit nr. 277 en aan het koninklijk besluit nr. 228.

#### 1. Wijziging aan de samengeordende wetten.

— Toekenning van verhoogde kinderbijslag aan invaliden, gepensioneerd en langdurige werklozen.

Luidens artikelen 42bis en 56, § 2, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, wordt aan de werklozen van meer dan zes maand, aan de gepensioneerden, aan de zieken vanaf de zevende maand en aan de invaliden een verhoogde bijslag toegekend.

Het is de bedoeling deze verhoogde bijslag enkel toe te kennen wanneer het vervangingsinkomen van bedoelde zieke, invalide, werkloze of gepensioneerde de uitsluitende of hoofdzakelijke inkomstenbron is van zijn gezin.

Hiertoe zal voortaan de rechthebbende hoedanigheid moeten hebben van « rechthebbende met personen ten laste ».

— Aanvang van het recht op kinderbijslag.

Luidens artikel 48, eerste lid, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, wordt, wanneer een recht op kinderbijslag in de loop van de maand ontstaat, dit recht geacht verworven te zijn vanaf de eerste dag van die maand en wanneer het eindigt, geacht verloren te zijn op het einde van die maand.

Deze bepaling doelt op de gebeurtenissen die zich voordoen in hoofde van het kind, en op de gebeurtenissen die de aanvang van de rechten in de regeling betreffen in hoofde van een rechthebbende die over de gehele maand de voorwaarden van rechtopening vervult.

Luidens hetzelfde artikel 48, tweede lid, heeft iedere gebeurtenis die aanleiding geeft tot de toekenning van een hoger bedrag aan kinderbijslag uitwerking met ingang van de eerste dag van die maand terwijl iedere gebeurtenis die aanleiding geeft tot de toekenning van een lager bedrag aan kinderbijslag slechts uitwerking heeft de eerste dag van de volgende maand.

Dit besluit strekt ertoe eenheid en evenwicht te brengen in deze regel door te stellen dat :

- iedere gebeurtenis die aanleiding geeft tot toekenning van een hoger of lager bedrag slechts uitwerking heeft de eerste dag van de maand volgend op die waarin de gebeurtenis heeft plaatsgehad;
- ieder recht op kinderbijslag dat in de loop van een maand ingevolge geboorte, adoptie, wettiging door adoptie of opname onder pleegvoogdij ontstaat, toegekend wordt vanaf de eerste dag van de maand volgend op deze waarin het echt is ontstaan; ieder recht dat vervalt blijft daarentegen verworven tot het einde van de maand; wat betreft het ontstaan van het recht op kinderbijslag in de loop van de maand ingevolge andere gebeurtenissen in hoofde van het kind, blijft evenwel, om onderbreking in het recht te voorkomen, toekenning van dit recht vanaf de eerste dag van de maand behouden.

— De leeftijdsbijslagen.

Het was noodzakelijk de mogelijkheid te voorzien dat de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit de leeftijdsklassen voor de toekenning van de leeftijdsbijslag kan wijzigen en de bedragen van de leeftijdsbijslag kon aanpassen.

Het is duidelijk dat de uitvoeringsbesluiten genomen krachtens de hierbovenvermelde maatregelen tot doel hebben de doelstellingen bepaald in artikel 1, 2<sup>o</sup>, van de wet van 6 juli 1983, te verwezenlijken.

2. Modifications à l'arrêté royal n° 228 du 9 décembre 1983 portant diminution des allocations familiales pour travailleurs salariés et pour les membres du personnel du secteur public.

L'application de l'arrêté royal n° 228 portant diminution des allocations familiales pour travailleurs salariés et pour les membres du personnel du secteur public est limitée à la seule année 1984.

Etant donné la situation financière du régime des allocations familiales pour travailleurs salariés, il convenait d'en prolonger l'application.

C'est pourquoi, l'arrêté royal n° 282 abroge la limitation dans le temps fixée par l'arrêté royal n° 228 précité mais autorise le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, à réduire les montants de la retenue.

3. Modifications à l'arrêté royal n° 227 du 9 décembre 1983 fixant pour les appointés et salariés du secteur public et privé une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfants.

L'application de l'arrêté royal n° 227 fixant pour les appointés et salariés du secteur public et privé une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfants est limitée à l'année 1984.

Etant donné la mesure de prolongation de la retenue prise dans le régime des allocations familiales il était équitable également de prolonger les mesures prises à l'égard des isolés et des familles sans enfants.

#### Secrétaire d'Etat aux Pensions

##### A. Enumération des arrêtés royaux

— Arrêté royal n° 205 du 29 août 1983 modifiant la législation relative aux pensions du secteur social (*Moniteur belge* du 6 septembre 1983).

— Arrêté royal n° 206 du 29 août 1983 réglant le calcul de la pension du secteur public pour les services à prestations incomplètes (*Moniteur belge* du 6 septembre 1983).

— Arrêté royal n° 215 du 3 octobre 1983 modifiant l'article 118 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier (*Moniteur belge* du 8 octobre 1983).

— Arrêté royal n° 219 du 24 novembre modérant temporairement les effets des règles relatives à la liaison de certaines pensions à l'indice des prix à la consommation du Royaume (*Moniteur belge* du 29 novembre 1983).

##### B. Commentaire

Mesures dans le régime des pensions pour travailleurs salariés (arrêté royal n° 205).

##### 1. Economies :

En vue de limiter la croissance des dépenses de pension, d'assurer une plus grande solidarité au sein du régime des travailleurs salariés et, en définitive, de garantir le paiement régulier des pensions à l'avenir, cet arrêté royal n° 205 prévoit :

- le maintien de la limitation des rémunérations servant de base au calcul des prestations et la généralisation de cette mesure à toutes les catégories de travailleurs;
- l'introduction du principe de l'unité de carrière pour les carrières mixtes. Les pensions acquises dans chaque régime s'additionneront sans pouvoir dépasser l'équivalent d'une carrière complète. C'est le régime des travailleurs salariés qui est considéré comme résiduaire sauf si le pensionné peut faire valoir ses droits au régime de pension des travailleurs indépendants.

2. Wijzigingen aan het koninklijk besluit nr. 228 van 9 december 1983 houdende vermindering van de kinderbijslag voor werknemers en voor de personeelsleden van de openbare sector.

De toepassing van het koninklijk besluit nr. 228 houdende vermindering van de kinderbijslag voor loonarbeiders en voor de personeelsleden van de openbare sector, is beperkt tot het jaar 1984.

Gelet op de financiële toestand van het stelsel van kinderbijslag voor loonarbeiders was het aangewezen de toepassing ervan te verlengen.

Om deze reden schrapt koninklijk besluit nr. 282 de tijdsbeperking vastgesteld in het voormelde koninklijk besluit nr. 228, maar geeft de bevoegdheid aan de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, de bedragen van de inhouding te verminderen.

3. Wijzigingen aan het koninklijk besluit nr. 227 van 9 december 1983 tot instelling voor de loon- en weddetrekkenden van de openbare en van de privé-sector, van een bijzondere bijdrage ten laste van de alleenstaanden en van de gezinnen zonder kinderen.

De toepassing van het koninklijk besluit nr. 227 tot instelling voor de loon- en weddetrekkenden van de openbare en de privé-sector van een bijzondere bijdrage ten laste van de alleenstaanden en van de gezinnen zonder kinderen, is beperkt tot het jaar 1984.

Gelet op de maatregelen tot verlenging van de inhouding genomen in de kinderbijslagregeling was het billijk eveneens de maatregelen genomen ten overstaan van de alleenstaanden en gezinnen zonder kinderen te verlengen.

#### Staatssecretaris voor Pensioenen

##### A. Opsomming van koninklijke besluiten

— Koninklijk besluit nr. 205 van 29 augustus 1983 tot wijziging van de wetgeving betreffende de pensioenen van de sociale sector (*Belgisch Staatsblad* van 6 september 1983).

— Koninklijk besluit nr. 206 van 29 augustus 1983 tot regeling van de berekening van het pensioen van de openbare sector voor diensten met onvolledige opdracht (*Belgisch Staatsblad* van 6 september 1983).

— Koninklijk besluit nr. 215 van 3 oktober 1983 tot wijziging van artikel 118 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel (*Belgisch Staatsblad* van 8 oktober 1983).

— Koninklijk besluit nr. 219 van 24 november 1983 tot tijdelijke matiging van de gevolgen van de regeling inzake de koppeling van bepaalde pensioenen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk (*Belgisch Staatsblad* van 29 november 1983).

##### B. Commentaar

Maatregelen in de pensioenregeling voor werknemers (koninklijk besluit nr. 205).

##### 1. Besparingen :

Ten einde de aangroei van de pensioenuitgaven te beperken, een grotere solidariteit binnen de regeling der werknemers te verzekeren en tenslotte de regelmatige uitbetaling van de pensioenen in de toekomst te waarborgen, voorziet het koninklijk besluit nr. 205 in :

- het behoud van de beperking van de lonen die als grondslag dienen voor de berekening van de uitkeringen en de veralgemening van die maatregel tot alle categorieën van werknemers;
- de invoering van het principe van de eenheid van loopbaan voor de gemengde loopbanen. De in iedere regeling verworven pensioenen zullen samengevoegd worden zonder dat het equivalent van een volledige loopbaan mag overschreden worden. De regeling der werknemers wordt als residuaire beschouwd uitgezonderd wanneer de gepensioneerde rechten kan laten gelden in de pensioenregeling der zelfstandigen.

## 2. Procédure :

Une application plus équitable des règles de la prescription est réalisée par l'alignement des dispositions relatives aux travailleurs salariés sur les règles déjà prévues dans les autres régimes.

## Mesures dans le régime des pensions du secteur public.

## 1. Economies (arrêté royal n° 219).

« Blocage au 1<sup>er</sup> décembre 1983 de l'indexation de certaines pensions des agents des services publics ainsi que l'avaient déjà prévu temporairement les arrêtés royaux n° 31 du 31 mars 1982 et n° 139 du 31 décembre 1982. Sauvegarde de l'indexation pour les agents dont le montant mensuel de la pension ne dépasse pas 34 064 francs (indice-pivot 177,85). Ce montant correspond au montant maximum d'une pension d'employé ayant toujours cotisé au plafond ».

## 2. Modification du taux de cotisation (arrêté royal n° 215).

Alignement du taux de retenue sur les traitements des agents du secteur public par analogie avec les travailleurs salariés; à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1983, ce taux est porté de 7 à 7,5 %. Un effort a aussi été demandé aux travailleurs indépendants (arrêté royal n° 235).

## 3. Promotion du travail à temps partiel (arrêté royal n° 206).

Adaptation des régimes de pension du secteur public en vue d'assurer l'efficacité maximale des mesures prises pour promouvoir le travail à temps partiel et contribuer ainsi au programme de résorption du chômage. Le calcul de la pension était défavorablement influencé lorsque le travail à temps partiel se situait dans la période de cinq ans qui précède immédiatement la mise à la retraite, période généralement la plus attractive pour les activités réduites.

Le nouveau principe consiste à calculer la pension sur la base des traitements correspondant à des prestations complètes mais en tenant compte de la durée réelle des services prestés au cours de toute la carrière.

Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'environnement

## A. Enumération des arrêtés royaux

— Arrêté royal n° 204 du 29 août 1983 modifiant l'arrêté royal n° 143 du 30 décembre 1982 fixant les conditions auxquelles les laboratoires doivent répondre en vue de l'intervention de l'assurance-maladie pour les prestations de biologie clinique (*Moniteur belge* du 6 septembre 1983).

— Arrêté royal n° 244 du 31 décembre 1983 modifiant la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale, modifiant la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence et modifiant la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les commissions d'assistance publique (*Moniteur belge* du 25 janvier 1984).

— Arrêté royal n° 276 du 10 février 1984 modifiant l'arrêté royal n° 143 du 30 décembre 1982 fixant les conditions auxquelles les laboratoires doivent répondre en vue de l'intervention de l'assurance-maladie pour les prestations de biologie clinique (*Moniteur belge* du 21 février 1984).

## 2. Procedure :

Een meer billijke toepassing van de regels inzake verjaring wordt tot stand gebracht door de bepalingen betreffende de werknemers te schikken naar de bepalingen voorzien in de andere regelingen.

Maatregelen voor de regeling inzake pensioenen van de openbare sector.

## 1. Besparingen (koninklijk besluit nr. 219).

« Blokkering vanaf 1 december 1983 van de indexaanpassing van sommige pensioenen van personeelsleden van de openbare diensten, zoals dit reeds tijdelijk ingevoerd was geworden door de koninklijke besluiten nr. 31 van 31 maart 1982 en nr. 139 van 31 december 1982. De indexering blijft behouden voor de ambtenaren waarvan het maandbedrag van het pensioen 34 064 frank (aan spilindex 177,85) niet overschrijdt. Dit bedrag komt overeen met het maximumbedrag van het pensioen van een bediende die altijd de maximumbijdrage heeft betaald ».

## 2. Wijziging van het percentage van de bijdragen (koninklijk besluit nr. 215).

Het percentage van de inhouding op de wedden van de personeelsleden van de openbare sector wordt in overeenstemming gebracht met dat van de werknemers; met ingang van 1 oktober 1983 wordt dit bedrag verhoogd met 7 tot 7,5 %. Een inspanning werd eveneens van de zelfstandigen gevraagd (koninklijk besluit nr. 235).

## 3. Bevordering van de deeltijdse arbeid (koninklijk besluit nr. 206).

De pensioenregelingen van de openbare sector worden aangepast om de maximale doeltreffendheid te verzekeren van de maatregelen welke genomen werden om de deeltijdse arbeid te bevorderen en om zodoende mee te helpen aan het programma tot opslorping van de werkloosheid. De berekening van het pensioen viel ongunstig uit wanneer de deeltijdse arbeid zich voordeeld in de periode van 5 jaar, die de opruststelling onmiddellijk voorafgaat, dit is de periode die gewoonlijk voor verminderde prestaties het meest in trek is.

Het nieuwe principe bestaat hierin dat het pensioen berekend wordt op grond van de wedden die met volledige prestaties overeenstemmen doch rekening houdend met de werkelijke duur van de tijdens de ganse loopbaan verrichte diensten.

Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu

## A. Opsomming van de koninklijke besluiten

— Koninklijk besluit nr. 204 van 29 augustus 1983 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 143 van 30 december 1982 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de laboratoria moeten voldoen voor de tegemoetkoming van de ziekteverzekering voor verstrekkingen van klinische biologie (*Belgisch Staatsblad* van 6 september 1983).

— Koninklijk besluit nr. 244 van 31 december 1983 tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, tot wijziging van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum en tot wijziging van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de commissie van openbare onderstand (*Belgisch Staatsblad* van 25 januari 1984).

— Koninklijk besluit nr. 276 van 10 februari 1984 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 143 van 30 december 1982 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de laboratoria moeten voldoen voor de tegemoetkoming van de ziekteverzekering voor verstrekkingen van klinische biologie (*Belgisch Staatsblad* van 21 februari 1984).



## B. Commentaire

## I. Limitations en matière de biologie clinique.

L'arrêté royal n° 143 fixant les conditions auxquelles les laboratoires doivent répondre en vue de l'intervention de l'assurance-maladie pour les prestations de biologie clinique a été pris en vertu de la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Comme décrit dans le rapport sur les mesures prises en exécution de la loi précitée (*Doc. parl.* 28 (1981-1982) n° 38, p. 114), cet arrêté comprenait des conditions d'exploitation limitatives afin de mettre fin à la commercialisation et à certains abus en matière de biologie clinique.

Suivant les termes de l'article 3 de cet arrêté, les catégories de personnes juridiques qui sont habilitées à exploiter un laboratoire sont énumérées à titre limitatif et cette condition doit être remplie au plus tard à l'expiration du septième mois qui suit celui au cours duquel l'arrêté est publié au *Moniteur belge* (l'art. 11).

Les arrêtés royaux n° 204 du 29 août 1983 (*Moniteur belge* du 6 septembre 1983) et n° 276 du 31 décembre 1983 (*Moniteur belge* du 21 février 1984) ont prolongé le délai d'adaptation mentionné à l'article 11 respectivement jusqu'au 31 décembre 1983 et jusqu'au 31 décembre 1984.

Entre-temps, en exécution de l'article 4 de l'arrêté royal n° 143, un arrêté royal a été publié. Il s'agit de l'arrêté royal du 18 novembre 1983 (*Moniteur belge* du 2 décembre 1983). Celui-ci établit un plan comptable distinct dont le modèle est repris en annexe de l'arrêté royal.

Ce modèle est modifié par l'arrêté royal du 20 janvier 1984 (*Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> février 1984).

## II. Les centres publics d'aide sociale.

L'arrêté royal n° 244 du 31 décembre 1983 visant la modification de la loi organique du 8 juillet 1976 (concernant les centres publics), de la loi du 7 août 1974 (instituant un minimum de moyens d'existence) et la loi du 2 avril 1965 (la prise en charge des secours accordés par les commissions d'assistance publique) a été pris sur base de l'article 1<sup>er</sup>, 1° et 4°, de la loi du 6 juillet 1983).

L'objectif de cet arrêté était de délimiter avec plus de précision les responsabilités respectives de la commune et du centre d'aide sociale.

## 1. Extension de l'impact de l'autorité communale sur certaines décisions du centre public.

La concertation inscrite à l'article 26 et non sanctionnée est en ce moment institutionnalisée. Certaines matières énumérées à l'article 26bis de la loi doivent d'abord faire l'objet d'une concertation au sein du comité de concertation avant que le conseil de l'aide sociale ne puisse prendre une décision.

Il s'agit de matières ayant une répercussion financière importante.

La procédure concernant ce comité de concertation était déjà fixée dans l'arrêté royal du 16 mai 1984. En ce qui concerne sa composition, une délégation d'au moins trois membres et d'autant de représentants du collège du bourgmestre et des échevins est désignée à défaut d'un bureau permanent.

L'article 60, § 6, rend obligatoire un dossier objectif justifiant la création des services nouveaux ou l'extension des services existants; par l'article 88, les communes ont dans certaines circonstances le droit de réformer le budget; le collège des bourgmestre et échevins ont le droit de suspendre les décisions du

## B. Commentaar

## I. Beperkingen inzake klinische biologie.

Het koninklijk besluit nr. 143 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de laboratoria moeten voldoen voor de tegemoetkoming van de ziekteverzekering voor verstrekkingen van klinische biologie werd genomen in uitvoering van de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

Zoals in het verslag over de maatregelen bij voornoemde wet is gesteld (*Gedr. St.* 28 (1981-1982) nr. 38, blz. 114) bevatte dit besluit beperkende exploitatievoorwaarden teneinde de commercialisatie en bepaalde misbruiken inzake klinische biologie tegen te gaan.

Krachtens de bewoordingen van artikel 3 van dit besluit worden te limitatieve titel de categorieën opgenoemd van rechtspersonen die kunnen optreden als beheerder van een laboratorium, en dient hieraan voldaan te zijn uiterlijk bij het verstrijken van de zevende maand die volgt op die van de bekendmaking van het besluit in het *Belgisch Staatsblad* (art. 11).

De koninklijke besluiten nr. 204 van 29 augustus 1983 (*Belgisch Staatsblad* van 6 september 1983) en nr. 276 van 31 december 1983 (*Belgisch Staatsblad* van 21 februari 1984) hebben de in artikel 11 bedoelde termijn van aanpassing tot 31 december 1983 respectievelijk 31 december 1984 verlengd.

In uitvoering van artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 143 werd intussen uitvoering gegeven aan het koninklijk besluit besluit van 18 november 1983 (*Belgisch Staatsblad* van 2 december 1983). Daarin wordt een afzonderlijk boekhoudkundig plan opgelegd waarvan het model in bijlage bij het koninklijk besluit werd uigevaardigd.

Deze bijlage werd gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 januari 1984 (*Belgisch Staatsblad* van 1 februari 1984).

## II. Openbare Centra voor maatschappelijk welzijn.

Op basis van artikel 1, 1° en 4°, van de wet van 6 juli 1983, werd op 31 december 1983 het koninklijk besluit nr. 244 uitgevaardigd dat een wijziging beoogt van de organieke wet van 8 juli 1976 (betreffende de openbare centra), van de wet van 7 augustus 1974 (tot instelling van het bestaansminimum) en van de wet van 2 april 1965 (ten laste nemen van de steun verleend door de commissies van openbare onderstand).

Dit besluit beoogt de respectievelijke verantwoordelijkheden van gemeente en openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn scherper af te lijnen.

## 1. Uitbreiding van het impact van de gemeente op bepaalde beslissingen van het openbaar centrum.

Het overleg, dat in artikel 26 was ingeschreven en niet gesanctioneerd, wordt thans geïnstitutionaliseerd. Bepaalde aangelegenheden, opgesomd in artikel 26bis van de wet moeten eerst het voorwerp uitmaken van overleg binnen het overlegcomité vooraleer de raad voor maatschappelijk welzijn een beslissing kan treffen.

Het betreft hier punten met een belangrijke financiële weerslag.

De procedure in het overlegcomité werd in het koninklijk besluit van 16 mei 1984 nader bepaald. Wat de samenstelling betreft is voor het openbaar centrum bij ontstentenis van een vast bureau een afvaardiging van ten minste drie leden aangeduid en evenveel vertegenwoordigers uit het college van burgemeester en schepenen.

Verder stelt artikel 60, § 6, een objectief verantwoordingsdossier verplichtend vooraleer een nieuwe dienst wordt opgericht (of wanneer een bestaande wordt uitgebreid), krijgen de gemeenten in bepaalde omstandigheden het recht de begroting te hervormen (art. 88) en wordt aan het college van burgemeester en schepenen



C.P.A.S. qui pourraient aggraver sa situation financière (art. 111).

2. Un deuxième volet concerne le principe de faire payer l'aide sociale à celui qui est en mesure de payer intégralement ou de fixer le montant de l'intervention ainsi que le montant de la récupération.

Antérieurement la loi organique du 8 juillet 1976 et la loi du 7 août 1974 prévoyaient la possibilité du recouvrement. L'arrêté royal n° 244 a transformé cette possibilité en règle générale.

Le centre public doit récupérer à moins que l'inopportunité soit démontrée. Le centre public peut décider de renoncer à la récupération pour des raisons d'équité. Cela doit être examiné cas par cas et chaque décision de non-récupération doit être motivée.

L'arrêté royal du 9 mai 1984 (*Moniteur belge* du 24 mai 1984) précise comment les centres publics doivent agir.

### 3. Article 94.

Le précédent article 94 de la loi sur les C.P.A.S. donnait au Roi la compétence de déterminer des règles relatives à la gestion distincte pour certains services et institutions du C.P.A.S.

Cette disposition ne permettait pas une véritable gestion distincte. Dès lors, l'article 94 a été modifié de telle manière à ce que les principes majeurs de la gestion distincte des hôpitaux soient repris dans la loi, telles que la composition et les compétences du comité de gestion de l'hôpital. Ces règles donnent aux comités de gestion une nouvelle base juridique leur permettant une gestion réellement adaptée.

een schorsingsrecht toegekend t.o.v. beslissingen van het O.C.M.W. die de financiële toestand zouden bezwaren (art. 111).

2. Een tweede luik betreft het principe van het aanrekenen van de dienstverlening aan wie deze zelf geheel kan betalen of het bepalen van een tussenkomst en van de terugvordering.

Vroeger was in de organieke wet van 8 juli 1976 en in de wet van 7 augustus 1974 de mogelijkheid voorzien om terug te vorderen. Het koninklijk besluit nr. 244 maakte van die mogelijkheid de algemene regel.

Het openbaar centrum moet verhalen, tenzij dit niet aangewezen is. Om redenen van billijkheid kan het openbaar centrum van de terugvordering afzien; dit dient geval per geval te worden onderzocht en iedere beslissing van niet terugvordering moet worden gemotiveerd.

Het koninklijk besluit van 9 mei 1984 (*Belgisch Staatsblad* van 24 mei 1984) preciseert hoe de openbare centra daarbij tewerk gaan.

### 3. Artikel 94.

In het vroeger artikel 94 van de O.C.M.W.-wet werd de Koning de bevoegdheid gegeven om voor sommige diensten en inrichtingen van het O.C.M.W. regelen te treffen in verband met afzonderlijk beheer.

Een echt afzonderlijk beheer was met deze bepaling niet mogelijk. Daarom werd artikel 94 op een dusdanige manier gewijzigd dat de belangrijkste principes van het afzonderlijk beheer voor de ziekenhuizen in de wet zelf werden opgenomen, bv. de wijze van samenstelling en de bevoegdheden van het beheerscomité van het ziekenhuis. Met deze regels krijgen de beheerscomités een nieuwe juridische basis om een echt aangepast beheer te kunnen voeren.